

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES
DE COMMERCE
DE 1715 A 1770

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le lundi 3 juillet 1922, à 9 heures du matin

PAR

René POMMEPY

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET

17 — RUE POQUELIN-MOLIÈRE — 17

—
1922

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES
DE COMMERCE
DE 1715 A 1770

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le lundi 3 juillet 1922, à 9 heures du matin

PAR

René POMMEPY



BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET

17 — RUE POQUELIN-MOLIÈRE — 17

1922

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEUR HONORAIRE : M. SAUVAIRE-JOURDAN, $\S$ I.

- MM. DUGUIT, $\S$, $\S$ I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Doctorat).
DE BOECK, $\S$ I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BENZACAR, $\S$ I., professeur de *Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation industrielle* (3^e année).
FERRON, $\S$ I., professeur de *Droit commercial*.
BARDE, $\S$ I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit public* (Capacité).
FERRADOU, $\S$ I., professeur de *Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Histoire du droit privé* (Doctorat).
MARIA, $\S$ I., professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours de *Histoire du droit public* (Doctorat).
MARGAT, $\S$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).
BONNECASE, $\S$ A., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
LESCURE, $\S$ A., $\S$, professeur de *Économie politique* et chargé d'un cours de *Histoire des doctrines économiques* (Doctorat).
PALMADE, $\S$ A., $\S$, professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).
NOAILLES, professeur de *Droit romain*.
VIZIOZ, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).
PIROU, $\S$ A., professeur de *Économie politique et Science financière* et chargé d'un cours de *Législation coloniale*.
POPLAWSKI, agrégé, chargé du cours de *Droit criminel*.

M. MONTIGAUD, $\S$ I., *Secrétaire*.

M^{me} COSTES, *commise au secrétariat*.

M. SALINGARDES, $\S$ I., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|------------------------------|---------------|
| MM. LESCURE, professeur..... | Président. |
| FERRADOU, professeur..... | } Suffragants |
| MARIA, professeur..... | |

LES

COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES DE COMMERCE

DE 1715 A 1770

INTRODUCTION

Cette étude a pour but de retracer la vie et l'évolution des compagnies privilégiées sous le règne de Louis XV.

Nous avons suivi, autant que la matière le permettait, l'ordre chronologique des événements pour donner plus de clarté à l'exposé des faits et pour montrer les conséquences qui s'en dégagent. Nous avons formé ainsi trois grandes périodes que nous désignerons volontiers de la façon suivante :

Première période : Avant la Compagnie de Law.

Deuxième période : La Compagnie de Law.

Troisième période : De la liquidation de la Compagnie de Law à la fin du règne de Louis XV.

Cette division, dont la Compagnie de Law occupe le centre,

nous semble nécessaire et correspondre à la réalité. De la fin du règne de Louis XIV à la constitution de la Compagnie d'Occident, les compagnies végètent, chacune a sa vie propre, mais combien précaire.

Law crée sa compagnie, et c'est le grand œuvre de centralisation, de fusion qui commence.

La nouvelle compagnie semble douée d'un pouvoir d'attraction immense. Elle absorbe, les unes après les autres, les sept compagnies existant au moment de sa création. Elle réalise à son profit l'accaparement de tous les privilèges, de tous les monopoles dont jouissaient ces compagnies. Elle tend vers l'unification. Elle englobe tout le trafic extérieur. Mais après avoir hérité des compagnies qui l'avaient précédée, après avoir réuni en un seul faisceau les privilèges et les monopoles que le roi leur avait jadis accordés, elle-même sera bientôt à bout de force, sa puissance d'attraction s'évanouira, sa liquidation sera ouverte.

La Compagnie de Law liquidée, une troisième période commence, période de désagrégation et de dissolution qui se terminerait, si notre étude se poursuivait jusqu'à la Révolution, par la suppression des dernières compagnies privilégiées, celles de Barbarie et de Calonne.

Avant d'aborder l'examen de la première période s'étendant de l'avènement de Louis XV à la création de la Compagnie d'Occident, nous avons cru qu'il était utile d'examiner la situation des compagnies à la mort de Louis XIV et, par un court résumé, nous avons essayé d'établir une liaison entre l'œuvre de Colbert, créateur du grand système des compagnies privilégiées de 1664 et les compagnies moribondes qui existaient encore en 1713. Peut-être cela est-il en dehors de notre sujet; mais sans ce rapide exposé, ce sujet ne paraîtrait-il pas trop isolé, « trop en l'air » ?

Après avoir divisé chronologiquement ce travail, nous avons étudié dans chaque période, l'une après l'autre, les compagnies privilégiées existantes. Nous avons cherché à retracer leur vie et leur activité, non pas seulement à Paris, mais dans leurs concessions. Nous nous sommes aidé pour cela de nombreux ouvrages contemporains, tels que ceux de Leroy-Beaulieu, de Levasseur, de Chailly-Bert, de Bonnasieux, de Thiers, de Scherer, de Weber, etc... ; mais nous avons fouillé surtout les ouvrages de l'époque, source de documents que les intermédiaires n'ont pas déformés par leur interprétation. Avec le P. Charlevoix, nous avons fait le voyage de la Nouvelle-France, avec lui, nous avons suivi les péripéties de l'histoire de Saint-Domingue et de l'île de la Tortue. Avec Savary, dans son *Parfait négociant*, nous nous sommes initié au commerce de l'époque. Ses fils, dans leur *Dictionnaire du commerce*, nous ont conduit à travers toutes les possessions des compagnies privilégiées et nous les avons vus avec leurs yeux, c'est-à-dire avec les préjugés et les erreurs géographiques de l'époque, éléments qui jouent un certain rôle dans l'existence des compagnies. Ne comprend-on pas mieux comment d'honnêtes commerçants, de paisibles bourgeois ont pu s'associer pour se livrer à la traite des nègres lorsque Savary nous a dit : « Ce commerce paraît inhumain à ceux qui ne savent pas que ces pauvres gens sont des idolâtres et mahométans et que les marchands chrétiens, en les rachetant à leurs ennemis, les tirent d'un cruel esclavage et leur font trouver dans les îles où ils sont portés... non seulement une servitude plus douce, mais même la connaissance du vrai Dieu et la voie du salut. » Et lorsque Savary nous dira gravement « qu'un capitaine du roi est allé prendre possession d'une montagne d'émeraude », cette naïveté ne nous fera-t-elle pas mesurer celle des gens à qui la

réclame de la Compagnie des Indes était adressée et parlant des résultats de cette réclame.

Les *Mémoires* de Saint Simon, de d'Argenson, les notes prélevées sur le manuscrit de Dernis, l'*Histoire philosophique* (qui, elle, est plus récente) des *établissements français aux Indes*, par Thomas Raynald, enfin l'*Encyclopédie méthodique* et les *Mémoires* de Morellet et de Necker sont des sources inépuisables de renseignements relatifs aux compagnies privilégiées.

Armé de tous ces matériaux, nous croyons avoir rétabli avec assez de vérité l'existence de nos grandes compagnies durant le règne de Louis XV, lesquelles furent de grands pionniers de la civilisation et de la France dans les pays d'outre-mer.

LIVRE PREMIER

Les compagnies privilégiées à la fin du règne de Louis XIV.

Louis XIV laissait la France ruinée et dépeuplée par ses guerres. L'agriculture manquait de bras, le commerce était anéanti, la marine française n'existait presque plus. Qu'étaient devenues dans cet effondrement général les compagnies privilégiées? Que restait-il de l'œuvre que Colbert avait entreprise afin de disputer aux Compagnies d'Angleterre et de Hollande le commerce de la mer?

CHAPITRE PREMIER

1° **La Compagnie du Nord** ou de la mer Baltique avait, malgré les encouragements du grand ministre, disparu dès 1670 ;

2° **La Compagnie du Levant**, étant donné l'état languissant de ses affaires, ne voyait pas ses privilèges renouvelés en 1690. Le commerce libre reprenait ses relations avec le Levant sous la surveillance et la protection de la Chambre de commerce de Marseille (ce fut une période prospère pour ce commerce); mais en 1698, sous l'initiative du ministre de la

Marine, Pontchartrain, il y eut un essai de réorganisation de la Compagnie du Levant. Cet essai resta vain.

En 1715, le commerce avec les Échelles et les États barbaresques était, à l'importation, d'environ 3.400.000 livres et à l'exportation de France, de 2.000.000 de livres.

Les Échelles du Levant étaient au nombre de douze, dont les principales étaient Smyrne, Constantinople, Salonique, Alexandrette, Alexandrie.

CHAPITRE II

La Compagnie d'Occident, après avoir réuni entre ses mains toutes les possessions françaises situées en Amérique et toute la Côte occidentale d'Afrique, était, dès 1672, complètement ruinée. En dix ans, elle avait perdu 3.000.000 de livres.

Par arrêt du 9 avril 1672, le roi l'avait déchargée de son commerce. Des commissaires étaient nommés pour régler sa situation, et s'arrêtaient à deux solutions.

1° La création de la Compagnie du Sénégal.

Le 8 novembre 1673, la Compagnie d'Occident cédait à cette Compagnie, pour trente années, le commerce exclusif du Sénégal et ses privilèges en Afrique occidentale.

Ce contrat était approuvé par arrêt du 11 novembre 1673.

2° La dissolution de la Compagnie des Indes occidentales.

Le 31 décembre 1674, le roi réunit à son domaine toutes les terres et îles de la Compagnie des Indes occidentales qu'il déclara ouvertes pour le trafic à tous ses sujets. Il remboursa toutes les actions des particuliers.

La Compagnie du Sénégal, qui avait succédé à la Compagnie d'Occident dans son commerce et ses privilèges au

Sénégal et aux côtes d'Afrique, ne tarda pas à trouver le fardeau trop lourd, son champ d'action étant trop vaste.

Par arrêt du 12 septembre 1684, le roi lui avait retiré le privilège exclusif du trafic sur les côtes de Guinée, de la rivière de Sierra-Leone ou de Gambie au cap de Bonne-Espérance et permit à tous ses sujets d'y faire librement le commerce.

Cependant, dès le mois d'octobre 1684, le roi avait créé la **Compagnie de Guinée** « pour faire seule le commerce, depuis la rivière de Gambie jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et pour transporter seule les nègres nécessaires aux Antilles, à l'exception de la Compagnie du Sénégal qui pourra transporter les nègres qu'elle traitera au Sénégal, Cap Vert et leurs circonvoisins, jusques et y compris la rivière de Gambie seulement » (1).

En 1701, la Compagnie de Guinée remplissait si mal ses engagements que le roi subrogea, par arrêt du 9 juillet 1701, les financiers Magon, Crozat, Thomé, Bernaud, etc., aux anciens intéressés.

Peu après, la **Compagnie de la Mer du Sud**, créée le 17 décembre 1698, était venue se confondre avec elle et former, à la fin de l'année 1701, la **Compagnie de l'Assiente**.

L'Assiente était passée à la Compagnie de Guinée par convention signée à Madrid le 27 août 1701 et ratifiée par Louis XIV le 1^{er} septembre 1702 (2).

En 1703, le privilège de sa concession lui était renouvelé, mais les affaires de la Compagnie n'étaient pas florissantes. Elle avait des ennuis avec la cour d'Espagne, et au mois de

(1) Déclaration royale d'octobre 1684.

(2) A. Lefranc, *Le privilège des compagnies françaises de colonisation*, p. 154, thèse Bordeaux, 1908.

décembre 1709 elle fit dresser une note de réclamations qu'elle voulait lui présenter (1). D'autre part, elle avait beaucoup de peine à se faire payer ce que lui devait le roi de France.

Le 1^{er} mai 1711, Sa Majesté devait, pour dépenses faites par la Compagnie pour son service..... 1.417.008 livres.

De son côté, la Compagnie devait au roi pour vaisseaux prêtés à elle par l'État. 1.037.321 »

Le roi restait donc à devoir à la Compagnie..... 379.687 »

La situation financière de la Compagnie étant mauvaise, celle-ci se trouvant hors d'état de remplir ses divers engagements, elle va, à partir de 1707, passer des contrats avec des particuliers. Le 23 novembre 1707, c'est avec le sieur Chourio, marchand de la Martinique; en 1712, elle traite avec le capitaine Cassard, qui s'engage à livrer au nom de la « Compagnie royale de Guinée et traite de l'Assiente », 15.000 nègres dans les Indes espagnoles.

Cela n'empêcha pas la Compagnie de marcher de plus en plus vers la ruine. La guerre de la « succession d'Espagne » accéléra la chute. Le Traité d'Utrecht (1713) la déposséda de l'Assiente au profit de la Compagnie anglaise de la mer du Sud. La Compagnie royale de Guinée et traite de l'Assiente, ainsi dépossédée du privilège de l'Assiente, se trouvait par cela réduite au commerce de Guinée et au seul nom de Compagnie royale de Guinée.

Le roi n'avait accordé, en 1705, le renouvellement de son privilège à la Compagnie de Guinée qu'en considération de

(1) *Archives de la marine et des colonies*, l'action de la Compagnie de l'Assiente, « cédule que l'on doit demander à la cour d'Espagne pour le bien et l'avantage du traité de l'Assiente ».

l'Assiente; aussi, à partir d'octobre 1713, le roi donnait à tous les négociants des permissions pour le commerce de Guinée (lettre de M. de Pontchartrain à M. de Champigny, 20 octobre 1713). Au terme de son contrat, ce n'était qu'en 1715 que devait finir le privilège de la Compagnie. Déposée deux ans plus tôt, les actionnaires réclamèrent. La liquidation de la société traina en longueur.

En 1718-1719, les anciens associés plaidaient encore devant les tribunaux espagnols contre les Anglais, afin de se faire restituer ce qu'eux-ci leur avaient pris de 1713 à 1715. En 1730, le roi d'Espagne devait toujours une assez forte somme à la Compagnie; un mémoire l'évalue à 4 212.492 livres.

De son côté, la **Compagnie du Sénégal** voyait, en 1692-1693, les Anglais s'emparer de ses établissements du Sénégal et de Gorée. Ils leur furent repris par le vaisseau français *Le Léger* en 1693.

Jusqu'en 1709, les affaires de la Compagnie furent mauvaises. A cette date, les directeurs de l'ancienne Compagnie du Sénégal ne traitent plus de leur monopole avec le sieur Appougny, comme ils l'avaient fait en 1681, mais avec Mustelier et C^{ie}. Les plus riches marchands de Rouen en faisaient partie. La situation s'améliore, et en 1715, on peut dire, d'après un état dressé au 1^{er} juillet 1715 et conservé aux archives du ministère de la Marine et des Colonies, qu'elle était assez bonne (1).

(1) Pierre Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, Paris, 1892, p. 232.

CHAPITRE III

Les Compagnies d'Afrique, du Bastion de France ou du Corail s'étaient succédé sous divers noms.

En 1693, c'était la Compagnie Héli. En 1706, elle n'existait déjà plus. Le 9 octobre 1706, le roi en constituait une nouvelle, la « Compagnie d'Afrique ». A la fin de son privilège, une autre compagnie était formée par l'arrêt du 15 août 1712 dont le privilège devait expirer le 31 décembre 1718.

Au milieu de ces changements multiples, les comptoirs de la côte barbaresque souffraient moins qu'on aurait pu le supposer ; car les chefs de comptoirs restaient généralement en fonction sous les différentes compagnies. Cependant, en 1715, les affaires de la Compagnie n'étaient pas brillantes et ne s'arrangeront pas jusqu'à la fin de son privilège.

La Compagnie du cap Nègre, qui s'était formée en 1666 pour le commerce et la pêche du corail, eut une existence éphémère. Les Anglais, en guerre avec la France, lui enlevèrent son établissement du cap Nègre.

En 1685, Louis XIV, après avoir réduit les puissances barbaresques à la paix, avait forcé le bey de Tunis à reprendre le cap Nègre aux Anglais et à verser une indemnité aux négociants français.

Une nouvelle Compagnie du cap Nègre fut fondée par le sieur Gauthier à qui le bey de Tunis avait cédé pour six ans le comptoir, par traité du 30 avril 1685, confirmé par l'arrêt du conseil du 8 février 1685. Le délai du privilège de six ans fut renouvelé en 1693.

En 1701, les affaires périclitaient. En 1705, la Compagnie était presque réduite à néant. On essaie de lui redonner un

peu de vigueur par sa réunion, comme direction suprême, à la Compagnie du Bastion de France ou d'Afrique.

Sa situation financière ne s'améliora guère; car, en 1713, elle devait au roi 158.701 livres. Et elle les devait encore en 1715, puisqu'il fut question, à cette date, d'en accorder remise à la Compagnie. Ce qui d'ailleurs n'eut pas lieu.

CHAPITRE IV

La Compagnie des Indes Orientales, créée par lettres patentes d'août 1664, devait être, avec la Compagnie d'Occident, le principal instrument qui disputerait aux Anglais et aux Hollandais le commerce de la mer.

Son privilège était d'une durée de cinquante ans, expirant par conséquent en 1714. Son monopole exclusif de commerce s'étendait du cap de Bonne-Espérance aux Indes et aux mers du Sud.

Dès 1694, la Compagnie ne pouvait qu'à grand'peine remplir ses engagements. En 1685, on était obligé de demander aux actionnaires une augmentation d'un quart du capital et de changer plusieurs des directeurs.

En 1686, elle renonçait à la possession de l'île de Madagascar que le roi réunissait à la couronne.

De 1691 à 1697 (Traité de Ryswick), les affaires de la Compagnie sont troublées par la guerre de la ligue d'Augsbourg. Les Anglais et les Hollandais s'emparent de plusieurs de ses comptoirs. François Martin, dans Pondichéry, dut capituler le 6 septembre 1693.

Le traité de Ryswick rendit à la Compagnie ses comptoirs, et de 1693 à 1700, sous l'impulsion énergique de ses direc-

teurs, la Compagnie donna un nouveau développement à son commerce. Ses envois aux Indes furent plus considérables qu'ils n'avaient été jusqu'alors. Cependant, le 4 janvier 1698, elle passait un traité avec le sieur Jourdain, se dessaisissant de l'exercice de son privilège du commerce en Chine à son profit. Une nouvelle Compagnie de Chine était ainsi formée.

La guerre de succession d'Espagne (1701-1713) paralysa de nouveau son commerce et entraîna la Compagnie à la ruine.

Malgré un prêt du roi de 850.000 livres, fait en 1701, et l'obligation qu'il fit aux actionnaires de verser 50 p. 100 en plus de leurs actions, aux directeurs d'augmenter leur part de 40.000 livres chacun, la situation ne s'améliora pas. La Compagnie, pour faire son commerce, fut parfois obligée d'emprunter à 60 p. 100 et plus, 75 p. 100 dit Chailly-Bert (1).

En 1702, les affaires allaient si mal qu'elle aurait été heureuse de céder au roi son établissement de Lorient et tout son matériel et de ne garder que le privilège de vendre aux particuliers des permis pour naviguer et commercer dans les Indes (2).

Le roi ne fit que louer le port de Lorient moyennant 5.000 livres par an. Il jouissait gratuitement de ce port depuis quatorze ans.

Les actionnaires réclamaient la liquidation.

Le roi consentit un prêt en 1705, à condition que les actionnaires feraient un versement égal à la moitié du montant de leurs actions. Très peu acceptèrent.

A partir de 1704, la Compagnie concluait, presque tous les ans, des traités avec des sociétés et des marchands, particulièrement avec Crozat.

(1) Chailly-Bert, *Les compagnies de colonisation*.

(2) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 238-239, thèse Paris, 1904.

En 1707, elle concluait un accord avec des négociants de Saint-Malo, par lequel elle leur permettait le commerce aux Indes (1).

Ainsi, peu à peu, elle émiettait son privilège, impuissante qu'elle était à s'en servir elle-même.

Elle avait eu pourtant, aux Indes, des administrateurs habiles et dévoués, tels que Baron, François Martin. Dans l'année 1708, les actionnaires proposèrent de nouveau de remettre leur privilège à « Messieurs de la ville de Saint-Malo les plus capables de soutenir une si importante entreprise que celle du commerce de l'Inde ». Le roi n'accéda pas à leur demande.

M. Levasseur prétend, dans son *Commerce de la France*, que le privilège de la Compagnie devait expirer en l'année 1714. Ce privilège avait été, en effet, concédé pour cinquante ans en 1664. Cependant, M. Bonnassieux fixe la fin du privilège au 1^{er} avril 1715 (2).

Quoi qu'il en soit, arrivée au terme de son privilège, la Compagnie était alors tellement chargée de dettes et dépourvue de tout moyen de les acquitter que le gouvernement, pour éviter une liquidation désastreuse, la força à accepter une prolongation de dix ans. La même année, elle cédait à une société de négociants de Saint-Malo, dont Crozat était le chef, l'exercice de ses privilèges, moyennant un droit de 10 p. 100 sur les produits des ventes et de 5 p. 100 sur les prises.

En fait donc, à l'avènement de Louis XV, la Compagnie des Indes orientales a renoncé, se jugeant incapable et sa

(1) Elle avait été autorisée par le roi dès 1682 à passer de ces contrats.

(2) M. Pierre Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 275 *op. cit.*

situation trop obérée, à l'exercice direct de son privilège. Cependant, cette puissante création de Colbert ne disparaissait pas complètement. Si elle avait abandonné personnellement l'exercice de ses privilèges aux Indes comme en Chine, elle n'en conservait pas moins la jouissance. Comme organe commercial, elle était arrêtée sans force, mais son administration ne cessa pas de fonctionner.

CHAPITRE V

La Compagnie de Chine, créée le 4 janvier 1698 par le traité passé entre la Compagnie des Indes orientales et le sieur Jourdain, traité homologué par arrêt du conseil du 22 janvier 1698.

La Compagnie des Indes orientales cédait à la Compagnie de Chine l'exercice de son privilège du commerce en Chine dont elle n'avait su tirer aucun profit. Ce traité lui reconnaissait un droit de 5 p. 100 sur les retours.

Les débuts de la Compagnie furent excellents. Son vaisseau, l'*Amphitrite*, fit deux voyages dans les meilleures conditions et revint avec de riches cargaisons de camphre, de rhubarbe, de cuivre et de soie. Aussi, dès le premier retour de l'*Amphitrite*, le roi lui accorda une nouvelle concession pour quinze ans.

Les associés de la Compagnie Jourdain sollicitèrent du roi, afin d'être plus sûrs de leur privilège, une charte de concession. Le roi leur donna satisfaction en les constituant en Compagnie de Chine par lettres patentes d'octobre 1703.

Malheureusement, des dissensions entre les associés et la guerre de la succession d'Espagne mirent un terme à la période de prospérité.

Au moment du Traité d'Utrecht, son commerce était ruiné. Son privilège arrivait à son expiration. Depuis 1712, des négociants demandaient à Louis XIV de former une nouvelle Compagnie de Chine sous la seule dépendance du roi, c'est-à-dire dégagée du lien qui existait entre l'ancienne Compagnie de Chine et la Compagnie des Indes orientales. Le roi accepta et, par arrêt du 28 novembre 1712, les institua en Compagnie royale de Chine. Son privilège ne devait commencer qu'à partir de 1715. Cependant, dès 1714, elle envoyait des navires en Chine.

CHAPITRE VI

La Compagnie du Canada, du Castor, de l'Acadie, de la Nouvelle-France. — En 1674, le Canada était passé du domaine de la Compagnie des Indes occidentales au roi. À partir de 1674, le commerce du Canada fut affermé, par le domaine d'Occident, à divers particuliers.

La Compagnie d'Acadie fut créée en 1683. Elle avait pour but l'exploitation du castor d'Acadie. Sa concession devait durer vingt ans, jusqu'en 1703. À cette date, la fraude avait ruiné son monopole; aussi elle ne demanda pas le renouvellement de sa concession.

De 1674 à 1699, le commerce du castor du Canada était resté affermé, par le domaine d'Occident, à des particuliers (1).

En 1699, ce commerce passait à une Compagnie dite du Canada. Elle ne réussit pas et le céda, en 1706, à une autre

(1) Le commerce du castor d'Acadie était indépendant de celui du Canada.

compagnie qui prit le nom de Compagnie du Canada ou de la Nouvelle-France. Son privilège devait être de douze ans (arrêt du conseil du 24 juillet 1706), mais, dès 1713, le Traité d'Utrecht lui enlevant Québec, son principal établissement, pour le rendre à la Compagnie anglaise de la baie d'Hudson, elle voyait son commerce décliner.

En 1715, elle est à son déclin (1).

Compagnie de la Louisiane ou d'Occident. — La première Compagnie de la Louisiane avait été fondée par Robert Cavalier de la Salle en 1684 (2). Elle dura jusqu'en 1687. Elle eut une triste fin. La Salle fut assassiné le 20 mai 1687, et l'habitation de la baie de Saint-Louis, où Cavalier avait laissé, lors de son premier voyage, quelques sommes, fut détruite par les sauvages.

Ce n'est qu'en 1699 que Bienville et son frère d'Herville revinrent en Louisiane. Ils construisirent un petit fort près des bouches du Mississipi. Quelques colons vinrent du Canada. On construisit plusieurs fortins de la rivière de l'Illinois aux bouches du Mississipi; en 1712, le riche marchand Crozat obtenait pour quinze ans le privilège du commerce dans la Louisiane (lettres patentes du 14 septembre 1712).

Crozat s'engageait à envoyer deux navires par an et sur chaque navire au moins six colons. Crozat ne réussit pas.

Les moyens d'un seul homme ne pouvaient suffire à peupler et faire valoir un territoire aussi vaste. Cependant, d'après M. Bonnassieux (3), à la mort de Louis XIV, la colonie

(1) Ce même Traité d'Utrecht donnait l'Acadie aux Anglais en même temps que la baie d'Hudson.

(2) C'est en 1670-1672 que Cavalier de la Salle, cherchant la route de la Chine par l'Ohio, découvrit le Mississipi. Voir Leroy-Beaulieu, *La colonisation chez les peuples modernes*, p. 152, t. I, 5^e édit., Paris, 1909.

(3) *Les grandes compagnies de commerce*, par Pierre Bonnassieux, p. 379.

commençait à profiter de l'état de paix qui existait depuis le Traité d'Utrecht. Elle s'était installée à l'embouchure du Mississipi, à la baie de la Mobile et à l'île Dauphine, mais la Compagnie, elle, languissait, et Crozat demanda bientôt à se défaire de son privilège.

CHAPITRE VII

La Compagnie de Saint-Domingue. — Elle avait été constituée, par édit de septembre 1698, afin d'établir une colonie dans la partie sud de l'île de Saint-Domingue (aussi appelée Nouvelle-Bourgogne et île à Vache). Elle était dotée du monopole du commerce et du droit d'inféoder les terres qu'elle possédait dans l'île, à condition d'importer, dans l'espace de cinq ans, 1.500 blancs et 3.000 nègres. En outre, le roi concédait à la Compagnie toutes les îles non encore occupées de l'Amérique occidentale sur lesquelles elle pourrait mettre la main.

La durée de son privilège devait être de cinquante ans. Elle obtint en sa faveur une dérogation extraordinaire au principe du commerce extérieur et colonial de l'époque ; on lui permit de commercer avec les étrangers (1).

La Compagnie eut beaucoup à souffrir de la guerre de succession d'Espagne. La création de la Compagnie anglaise de la mer du Sud vint encore aggraver sa situation.

En 1707, la Compagnie, avec l'autorisation du ministre, est obligée, pour faire entrer le nombre de nègres nécessaires aux besoins de la colonie, de faire appel aux Hollan-

(1) Voir la Charte de la Compagnie royale de Saint-Domingue dans L. Pauliat, *Politique coloniale avant 1789*, Paris, 1887, p. 238 à 251.

dais, qui étaient alors nos rivaux alliés aux Anglais et à l'Empire.

Cependant la colonie, grâce aux efforts de ses administrateurs, se développait. En 1711, on comptait près de 700 blancs et plus de 2.000 nègres. De 1711 à 1713, il rentra 367 nègres.

La Compagnie put résister à la guerre de succession d'Espagne. Cela permettrait d'espérer en sa vitalité. Et pourtant, dès 1715, nous la trouvons chargée de dettes, n'ayant pas introduit le nombre d'engagés blancs et de nègres, ni envoyé le nombre de vaisseaux qu'elle avait promis lors de la constitution de son privilège. Bientôt ses adversaires, surtout les habitants de la colonie, le lui reprocheront et demanderont la liberté du commerce et de la traite.

En résumé, au moment de l'avènement de Louis XV au trône de France, du puissant réseau de compagnies créé par Colbert : Compagnies de la Baltique, du Levant, des Indes orientales et occidentales, il ne reste plus rien ou presque rien. Ces quatre grandes compagnies ont disparu ou se sont morcelées. D'autres compagnies se sont multipliées sur leurs ruines et elles mêmes ont disparu ou se sont ruinées à leur tour.

Sept compagnies survivent en 1715, mais elles sont à la veille de la ruine ou sans moyens suffisants pour remplir leur monopole.

Ce sont :

1° *La Compagnie des Indes orientales*, tellement chargée de dettes que le gouvernement lui prolonge son privilège de dix ans pour éviter une liquidation désastreuse ;

2° *La Compagnie royale de Chine*. Elle est à ses débuts, ses premiers vaisseaux n'étant partis qu'en 1714 ;

3° *La Compagnie du Sénégal*, dont la situation financière avait été si mauvaise que les actionnaires, depuis des années,

demandaient la liquidation. Elle avait repris un peu d'activité et en 1715 sa situation devenait meilleure ;

4° *La Compagnie de Saint-Domingue*, chargée de dettes et incapable de ravitailler la colonie ;

5° *La Compagnie du Canada*. Sans vie depuis que le Traité d'Utrecht lui avait enlevé Québec ;

6° *La Compagnie Crozat*, à qui l'habile négociant, malgré de louables efforts, renonçait à insuffler la vie. Crozat, impuisant, demandera bientôt à être déchargé de son privilège ;

7° *La Compagnie d'Afrique*, dans une situation financière déplorable. Elle devait, dès 1713, 158.701 livres au roi et elle les devait encore en 1715, puisqu'il est question de lui en faire remise à cette époque.

D'autre part, notre marine était ruinée, pour ainsi dire bannie de la mer.

Dunkerque était comblé ; nos autres ports étaient sans chantiers, sans vaisseaux.

LIVRE II

Des compagnies privilégiées de l'avènement de Louis XV à leur absorption par la Compagnie de Law.

CHAPITRE PREMIER

Le commerce extérieur de la France pendant les premières années du règne de Louis XV.

A l'avènement de Louis XV, la France se relevait lentement de la misère causée par les dernières guerres du règne précédent.

La rareté de l'argent, le manque de confiance paralysaient les affaires. Les grandes compagnies, par leurs échecs successifs, n'attiraient que défiance. Le conseil du commerce, création de Colbert, leur était lui-même opposé. Notre marine se trouvait dans un tel état de faiblesse que, pour le peu de commerce maritime que faisait la France, on était obligé d'emprunter les navires étrangers et surtout les navires hollandais naviguant sous pavillon neutre.

Le port de Marseille voyait son trafic ruiné par les corsaires. Nous avions perdu notre place dans le Levant où nous étions supplantés par les Anglais.

Pour la première fois, en 1715, nous trouvons une statistique faite par l'Administration du commerce extérieur de la France.

Il s'élève pour l'année 1715 à 215 millions de livres, dont

92 millions à l'importation et 122 millions à l'exportation (plus le commerce de la Compagnie des Indes) (1).

Ce commerce pouvait se diviser en commerce avec les États d'Europe, commerce avec les pays indépendants hors d'Europe, commerce des colonies françaises, commerce de l'Extrême-Orient.

Tableau du commerce extérieur de la France de 1715-1716 (2).

	Importation (en livres).	Exportation (en livres).
Commerce avec l'Europe :		
Bois, métaux, goudron, graines, charbon de terre (suif, à l'importation seulement)	5.910.000	1.051.000
Laine, cire, plume, soie, coton, chanvre, cuivre (huile, à l'importation seulement)	11.788.000	4.118.000
Objets manufacturés, tissus, fil, mercerie.	6.436.000	31.482.000
Quincaillerie, verrerie	3.828.000	6.535.000
Comestibles divers	11.678.000	6.474.000
Boissons	938.000	27.108.000
Épicerie	2.320.000	848.000
Drogues	2.455.000	587.000
Bestiaux, bêtes de somme	3.192.000	1.240.000
Tabacs	5.117.000	1.425.000
Marchandises diverses	2.826.000	6.964.000
Or et argent monnayé	11.013.000	»
Noirs dans les colonies	1.543.000	»
Marchandises provenant de l'Inde (avec l'Europe)	»	2.652.000
Marchandises provenant des îles d'Amé- rique (avec l'Europe)	»	15.163.000
Commerce avec l'Asie (Inde et Chine)	6.368.000	2.852.000
Commerce avec l'Afrique (traite des noirs) :		
Îles de France et de Bourbon	500.000	650.000
Colonies en Amérique, colonies françaises et pêche nationale	16.711.000	9.164.000
TOTAUX	96.633.000	118.338.000

(1) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, Paris, 1911, t. I, p. 417.

(2) D'après Arnould, *De la balance du commerce*. Ce tableau est emprunté à l'ouvrage de M. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, t. II, p. 545.

Pendant les premières années de la régence, de 1715 à 1720, le chiffre du commerce extérieur n'augmente guère.

D'après Arnould, il fut en moyenne (exprimé en millions de livres) :

Période.	Importation d'Europe.	Importation d'autres pays.	Exportation Europe.	Exportation autres pays.	Total.
1715-1720 ...	65	27,2	106,2	16,3	214,8

Les principaux articles à l'importation étaient les matières premières de l'industrie textile, les huiles, les bois et combustibles, les drogueries, les épiceries, café, sucre, le tabac, enfin les produits manufacturés. *A l'exportation*, les produits manufacturés de l'industrie textile, les produits agricoles, les vins, l'alcool, les fruits, les comestibles, les bois, la soie.

Si notre commerce maritime se relevait lentement, c'est que notre flotte commerciale avait été en grande partie détruite par nos ennemis, les Anglais et les Hollandais ; c'est que nos compagnies, en pleine débâcle financière, étaient incapables de reconstituer rapidement une autre flotte, équiper de nouveaux navires, reprendre des relations actives avec nos colonies et lutter, sur les marchés étrangers et même dans nos propres possessions, contre la formidable concurrence des compagnies anglaises et hollandaises.

CHAPITRE II

État des esprits au point de vue commerce extérieur et compagnies privilégiées en 1715.

Un peuple appauvri en hommes et en argent, tel que l'était le peuple français en 1715, a besoin de toutes ses forces, de tous ses bras, de tous ses capitaux pour relever les ruines qui

sont entre ses frontières, remettre en culture ses terres en jachères, réédifier ses industries tombées et combler les vides de sa population. Ce n'est que lorsqu'il aura conscience de son relèvement, qu'il sentira ses forces revenues, qu'il regardera par delà ses frontières, par delà les mers.

Pour qu'un pays cherche des débouchés extérieurs il faut qu'il produise assez pour lui-même ou, au moins, possède certains articles en plus grande quantité qu'il ne lui en est nécessaire. Autrement il réduira son commerce extérieur au minimum, c'est-à-dire aux échanges indispensables à sa vie. Nécessité entraînée par les productions différentes suivant les différents pays.

Toute activité qui a pour but les affaires extérieures tendra à diminuer et à languir à une époque de disette. Nous croyons que c'est là une des causes principales de l'état lamentable de nos compagnies privilégiées pendant les premières années du règne de Louis XV, et cela malgré la paix. La France cherchait à se retrouver, s'essayait à cicatriser ses blessures et le pays se désintéressait des affaires lointaines.

Le gouvernement, lui, était aux prises avec les pires difficultés financières. Louis XIV avait laissé une dette de 3 milliards et demi de livres, représentant un intérêt annuel de 85 millions. Le roi ne pouvait donc pas venir au secours des compagnies agonisantes. Aussi vont-elles languir jusqu'au moment où Law viendra et essaiera de réunir toutes ces moribondes pour en faire un grand corps vivant : « La Compagnie des Indes ».

CHAPITRE III

Les compagnies privilégiées jusqu'à leur emprise par la Compagnie de Law.

Nous avons vu qu'il ne restait plus que sept compagnies privilégiées en 1715.

Que vont devenir ces compagnies avant de s'unir à la Compagnie des Indes ?

SECTION PREMIÈRE

LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES

Son privilège devait expirer en 1715; mais elle était chargée de dettes et hors d'état de les acquitter. Si la liquidation avait eu lieu, elle aurait été désastreuse. Pour éviter ce désastre, le roi prorogea ses privilèges d'une durée de dix années. Dans la pensée du ministre Pontchartrain, cette prorogation cachait l'idée d'une suppression totale de privilège dans un avenir prochain. Seulement, pendant cette période de dix années, il espérait que la Compagnie pourrait trouver un acheteur et avec le produit de cette vente payer ses créanciers.

En outre, la Compagnie avait de nombreux comptoirs. Ce n'était pas l'État qui pouvait, si elle disparaissait subitement, se charger de l'entretien et de la garde de ces comptoirs, n'ayant plus d'argent dans ses caisses.

A peine le privilège était-il renouvelé que l'acheteur attendu se présenta. Ce fut une société de négociants amateurs de Saint-Malo, composée de MM. Crozat, Beauvais-le-Fer, du Colombier-Gris, Delalande-Magon, Granville-Loquet, Chapelle-Martin, Sandre-le-Fer, Gaubert, Fougeray, Nonaif,

Duval-Baude, La Baluc-Magon, Caimon-Eon, qui, par traité du 5 décembre 1714, se rendit acquéreur du plein exercice des privilèges de la Compagnie, sauf, bien entendu, ceux qui avaient été cédés à la Compagnie de Chine, c'est-à-dire qu'elle acquérait le monopole de l'exercice du commerce avec les comptoirs de l'Inde, le commerce de Moka et du golfe Persique ainsi que des Mascareignes.

La nouvelle Compagnie cédait à la Compagnie des Indes orientales 10 p. 100 du produit des ventes et 5 p. 100 du produit des prises.

La flotte de la Compagnie des Indes orientales lui était, dès lors, inutile, puisqu'elle renonçait à faire par elle même le trafic des Indes. Elle vendit au roi ses quatre plus beaux navires : le *Bourbon*, le *Phéliepeaux*, l'*Aurore* et la *Princesse-de-Savoie* (1). Elle loua les autres navires aux armateurs malouins pour leur commerce aux Indes, lequel, jusqu'en 1719, ils firent avec assez de bonheur.

Lorient, dont la Compagnie ne se servait plus, fut loué au roi pour la somme de 5.000 livres par an.

Les officiers se dispersèrent soit dans la marine royale, soit à bord des navires des armateurs malouins ; mais la Compagnie des Indes orientales conserva son administration et la possession de ses comptoirs dans les Indes. Lorsqu'au mois de mai 1719, par l'édit de Réunion, elle sera unie à la Compagnie des Indes occidentales pour former la Compagnie des Indes, elle apportera avec elle son administration et ses comptoirs.

L'édit de Réunion reprocha à la Compagnie des Indes orientales d'avoir abandonné la navigation, d'avoir emprunté à gros intérêts et « d'avoir consommé une partie de ses

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 262.

fonds par répartitions prématurées et des droits de présence dans un temps où il n'y avait aucun profit... Depuis seize ans, la Compagnie n'a pas envoyé un vaisseau à Surate » (1).

Ces reproches sont en grande partie injustes, car le gouvernement de Louis XIV avait une grande part dans sa chute ; il l'avait une première fois acculée à la ruine en lui supprimant son principal commerce d'importation, celui des toiles des Indes, ou en le réglementant d'une façon si étroite qu'il en était étranglé ; puis, par les guerres continuelles entreprises par le roi, elle avait vu ses navires, ses cargaisons enlevés ou coulés, ses comptoirs saccagés. Enfin, si au point de vue financier le résultat était mauvais, elle allait fournir l'armature qui pendant près d'un demi-siècle donnerait à la France la première place aux Indes.

SECTION II

LA COMPAGNIE ROYALE DE CHINE

La nouvelle Compagnie royale de Chine avait été établie par arrêt du 28 mars 1712 au capital de 900.000 livres. Elle était formée de six négociants qui, comme nous l'avons dit, ne voulurent point tenir leurs droits de la Compagnie des Indes orientales, mais du roi lui-même. Cela leur fut accordé par lettre patente du 19 février 1713.

Cette nouvelle Compagnie de Chine ne devait commencer à jouir de son privilège que le 1^{er} mars 1715 (2) et il devait avoir une durée de cinquante années. Cependant, dès l'année 1714, elle avait envoyé un vaisseau en Chine. En 1715, elle en envoya un second. Ces deux vaisseaux étaient le *Martial* et

(1) Préambule de l'édit de Réunion.

(2) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 344.

le *Jupiter*. Le *Martial* fut le premier vaisseau qui rapporta du thé en France, il revint en 1718 à Ostende et fut désarmé à Rouen. Le *Jupiter* revint aussi en 1718, il toucha à Gênes; l'entrée de Marseille lui fut refusée.

A cette époque, les navires français comme ceux des autres nations d'Europe, sauf les portugais qui possédaient leur factorerie de Macao, étaient réduits à fréquenter les deux seuls ports de Canton et de Ning-Po. On y faisait le commerce de la soie de Nanking, des ouvrages de laque, du camphre, du cuivre, de la porcelaine, des éventails et des écrans, des papiers brodés d'or et d'argent, de la rhubarbe, puis du thé (1). Le commerce de Chine était le plus avantageux de ceux que l'on faisait avec l'Extrême-Orient. En effet, on n'avait point à y entretenir des établissements coûteux, les commerçants européens n'étaient point obligés de tirer les marchandises de l'intérieur. La ville de Canton était un centre d'affaires très considérable et les achats s'y faisaient au cours du marché. Les bénéfices de l'achat en Chine à la vente en France étaient très grands, parfois 140 et 150 p. 100 (2).

Jusqu'en 1719, les envois de la Compagnie en Chine furent assez réguliers. Cependant, en mai 1719, la Compagnie céda à son tour son privilège à la Compagnie d'Occident.

L'incorporation de la Compagnie de Chine à la Compagnie d'Occident fut effectuée par l'édit du mois de mai 1719, le même qui incorpora la Compagnie des Indes orientales à la Compagnie d'Occident et à qui l'on donna le nom d'édit de Réunion. «... Nous avons résolu de supprimer les privilèges

(1) Voir Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Commerce de Chine*, col. 1723 et suiv. édit. de Copenhague, 1762.

(2) Morellet, *Mémoire sur la Compagnie des Indes* joint à l'article *Compagnie des Indes*, dans l'*Encyclopédie méthodique*.

accordés aux Compagnies des Indes et de la Chine et de réunir à celle d'Occident l'établissement de ces compagnies. Cette Compagnie nouvelle trouvera dans elle-même tout ce qui sera nécessaire pour faire ces différents commerces, et toute sa régie se faisant dans le même esprit, il en naîtra l'union et l'économie... » (1).

SECTION III.

LA COMPAGNIE DU SÉNÉGAL

En 1715, la Compagnie du Sénégal n'exerçait pas directement son privilège, elle avait cédé, depuis le 20 février 1709, l'exercice de ce privilège à une société formée par le sieur Mustelier et les plus riches marchands de Rouen. En 1715, les affaires de Mustelier et C^{ie} étaient assez bonnes, ainsi que l'indique un état dressé à cette date et qui se trouve aux archives du ministère des Colonies.

Le privilège exclusif de la Compagnie s'étendait du cap Blanc à la Sierra-Leone et aux Iles.

A cette époque, le commerce du Sénégal consistait pour l'importation en verroteries, merceries, toiles de coton de toutes couleurs, taffetas rayés, miroirs, coutelleries, barres de fer, bijoux, pacotille, papier, des chapeaux, de la poudre, des armes et des cauris (petits coquillages retirés des maldives et qui servaient de monnaie au Sénégal et aux côtes de Guinée).

L'exportation consistait en poudre d'or, ambre gris, ivoire, plumes d'autruche, cire, cuirs, gemme ; mais le commerce le plus important était celui des esclaves. Au xviii^e siècle, le trafic des esclaves n'avait rien de dégradant aux yeux des

(1) Préambule de l'édit de Réunion.

contemporains et Savary nous dira : « Ce commerce paraît inhumain à ceux qui ne savent pas que ces pauvres gens sont idolâtres et mahométans et que les marchands chrétiens, en les achetant de leurs ennemis, les tirent d'un cruel esclavage et leur font trouver dans les îles où ils sont portés, non seulement une servitude plus douce, mais même la connaissance du vrai Dieu et la voie du salut. » (1).

Malheureusement, avant d'arriver dans ces îles où les attendaient, d'après Savary, une servitude plus douce et la connaissance du vrai Dieu, les deux tiers des esclaves périssaient pendant le transport par suite de la mauvaise nourriture, du manque d'eau et d'espace.

C'était André Brué qui gouvernait, en 1715, aux îles et au Sénégal pour le compte de la Compagnie (2). Dès le 13 février 1716, il va nous apprendre, par une de ses lettres (3), que la situation de la Compagnie périclité : « Je vais vous rendre mon compte fidèle et succinct de ce qui s'est passé dans ce pays depuis le 18 juillet 1715. Malgré le dérangement qu'il y a dans le commerce de France, je suis obligé d'informer le conseil que la Compagnie a fait des efforts considérables pour soutenir le sien et maintenir la concession abondante en marchandises et en ordre et elle a fait passer en six mois et demi 1.190 nègres à l'île de Saint-Domingue par les navires suivants que j'ai expédiés :

(1) Savary, *Le parfait négociant*, Avignon, 1763, et *Dictionnaire du commerce*, *op. cit.*

(2) La Compagnie du Sénégal avait hérité du privilège de la Compagnie des Indes occidentales aux îles comme sur les côtes d'Afrique, *Traité de 1673*.

(3) Voir André Brué par Berlioux, Guillaumin et C^{ie}, Paris, 1874.

13 août 1715, l' <i>Élisabeth</i> avec	120 nègres.
30 août 1715, les <i>Deux-Amis</i> avec.....	300 »
12 novembre 1715, le <i>Ruby</i> avec.....	200 »
22 janvier 1716, le <i>Saint-François</i> avec...	270 »
et la <i>Subtile</i> qui porte la présente lettre en prendra à Gorée	300 »
TOTAL... 1.190 nègres.	

» J'attends encore les navires le *Duc-d'Orléans* et le *Pont-chartrain*... La bonne intelligence dans laquelle je vis avec tous les rois nègres (1)... m'a toujours facilité mes traites ; mais nous avons souffert de la famine causée par la guerre et les sauterelles. Nous sommes toujours traversés par des interlopes qui fourragent un commerce qui devrait être seul pour la Compagnie hors en Gambie et aux Boisseaux où elle doit le faire concurremment avec les Anglais et les Portugais, ce qui mériterait bien que le conseil eût la bonté d'y faire quelque attention et d'accorder une protection particulière à la Compagnie... ».

Ainsi, dès 1716, André Brué demande l'assistance de l'État pour venir en aide à la Compagnie ; Louis XV, de 1718 à 1719, lui accorde une part sur les prises faites par les vaisseaux royaux.

Cependant, l'écroulement définitif est proche et, le 13 décembre 1718, les directeurs de la Compagnie céderont à la Compagnie d'Occident tous leurs droits et leurs établissements. M. Berlioux (2) dit que cette cession fut faite au prix de 1.600.000 livres, M. Bonnassieux au prix de 600.000 livres ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1718 les affaires de la Compagnie n'étaient plus bonnes et qu'elle doit

(1) Le principal roi du Sénégal portait le nom de roi Siratique.

(2) Berlioux, André Brué, *op. cit.*, p. 271.

accepter un prix bien inférieur à la valeur de ses droits et monopoles et de ses établissements.

Le Sénégal gardait les mêmes administrateurs et André Brué restait gouverneur du Sénégal où il demeurait en fonction jusqu'en 1724. L'œuvre de la Compagnie du Sénégal n'avait pas été complètement inutile. Sous l'habile administration d'André Brué, elle avait essayé de s'occuper de culture et de colonisation au Sénégal. Elle chercha à créer des établissements agricoles et industriels. Elle pensait avec raison qu'ayant des esclaves nombreux et à bon compte, n'ayant pas les frais et les pertes dus aux transports, elle pourrait obtenir des résultats meilleurs qu'aux îles (1). Malheureusement, l'hostilité des rois nègres limita ces essais. Enfin, la Compagnie du Sénégal fit tous ses efforts pour empêcher l'influence anglaise de pénétrer dans ses concessions et pour développer la nôtre.

SECTION IV

LA COMPAGNIE DE SAINT-DOMINGUE

En 1715, la Compagnie de Saint-Domingue était régie par la Charte de septembre 1698. Elle avait comme armoiries « un écu en cartouche d'azur, à deux vaisseaux équipés d'or allant vent arrière sur une mer de sinople et un soleil d'or en chef, à côté, deux fleurs de lys de même pour support, un Américain à droite et un nègre à gauche, appuyés chacun sur une massue d'azur, semée de fleurs de lys d'or, l'écu couronné d'une couronne de panache d'azur, d'or, d'argent, de sinople et de gueule, du milieu de laquelle sort en cimier une fleur de lys d'or ».

(1) A. Lefranc, *Les privilèges des compagnies françaises de colonisation*, p. 128-129, thèse Bordeaux, 1908.

Nous avons vu quels étaient les privilèges et les obligations de la Compagnie, ainsi que la durée de ces privilèges. Notons cependant que l'*article 10* de la charte lui concédait toutes les mines et minières d'or, d'argent et de cuivre sans autre droit qu'un vingtième, et aussi l'*article 17* de la même charte qui décidait qu'au cas où l'autorité aurait fermé les ports et interdit à tout négociant d'armer des vaisseaux, la Compagnie pourrait en armer six à elle appartenant. Cela lui donnait un monopole d'armement envers les autres négociants pendant la durée de ces défenses. Enfin, dans l'*article 21*, il y avait une clause d'insaisissabilité par laquelle le roi s'interdisait à lui-même de faire saisir les effets de la Compagnie pour quelque cause que ce fût et défendait aux particuliers de les faire saisir pour le paiement de leurs créances.

La Compagnie avait été remaniée le 15 juin 1714 (1). Un nouvel acte de société avait été dressé et aux onze anciens directeurs on adjoignit quatre nouveaux apportant chacun 100.000 livres.

La colonisation de l'île réussissait peu à peu sous l'influence d'une bonne administration.

Le roi ayant accordé à la Compagnie, par l'article 23 de ses lettres patentes, la faculté de faire les statuts et règlements qu'elle jugeait nécessaires pour la conduite, police et régie de son commerce, les directeurs usèrent de ce droit en 1715 et firent, le 25 juin 1716, des statuts et règlements (2) homologués par le Parlement le 2 septembre, par lesquels elle enjoint aux habitants de représenter leurs actes de concession pour leur en être délivrés sans frais de nouveaux, par

(1) Acte du 15 juin 1714, conservé aux Archives du ministère de la Marine et des Colonies.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, article *Compagnie de Saint-Domingue*, p. 1594, édit. de Copenhague, 1765.

lesquels ils seront déclarés propriétaires incommutables avec le droit d'en disposer par hérédité, ou autrement suivant la coutume de Paris.

L'article 3 restreint la faculté de vendre et d'aliéner les terres à ceux seulement qui en auront défriché au moins les deux tiers.

L'article 4 limite les concessions à mille pas chacune au carré.

L'article 5 fixe le cens, les droits de lots et vente et d'échange.

L'article 7 indique la quantité de bois à bâtir qu'il doit y avoir dans chaque concession.

L'article 9 fixe le nombre minimum de bestiaux nécessaires.

L'article 10 est une mesure de sûreté. Afin que les noirs ne puissent se révolter et restent dans l'obéissance, il ordonne que chaque habitant doit avoir un blanc pour dix noirs.

L'article 11 renouvelle, et sous de plus grandes peines, la défense aux habitants de tout commerce avec les étrangers.

L'article 13 recommande la culture des produits propres au pays et particulièrement le tabac.

Ainsi tout faisait penser que cette Compagnie, qui s'était soutenue avec honneur pendant la guerre qui suivit de si près son établissement et prenait de si sages mesures, ne ferait que prospérer.

Cependant, dès 1716, la Compagnie est en butte aux poursuites de ses créanciers.

En 1717, la composition de la société subit quelques changements, mais les directeurs restent à peu près les mêmes.

Bientôt, aux réclamations de ses créanciers viennent se joindre les plaintes des colons (1).

(1) P. Charlevoix, *Histoire de Saint-Domingue*, Paris, 1732, t. II, p. 393.

Ceux-ci s'élèvent contre le privilège même de la Compagnie. Les habitants de l'île à Vaches adressent, en 1717, un mémoire au marquis de Château-Moran, gouverneur de l'île de la Tortue et de Saint-Domingue. Ils reprochent à la Compagnie de manquer aux divers engagements qu'elle a souscrits lors de l'octroi de son privilège. La Compagnie n'a envoyé qu'un seul vaisseau au lieu de douze, comme elle s'y était engagée pendant l'année 1717. De 1698 à 1717, elle devait transporter 2.900 blancs d'Europe et 5.300 nègres; elle n'a introduit à Saint-Domingue que 400 blancs et à peine la moitié des 5.300 nègres. Elle laisse les colons manquer de vivres nécessaires. Elle néglige à un tel point le ravitaillement de l'île que les nègres n'ont même pas de toile pour se couvrir.

La conclusion de ces plaintes était qu'il fallait enlever à la Compagnie son privilège, pour le bien de la colonie.

Bien entendu, la Compagnie se défendait et répondait à ces attaques en soutenant :

« 1° Qu'une compagnie convenait mieux que tout particulier pour coloniser Saint-Domingue;

» 2° Que s'il est indifférent au roi (la Compagnie savait qu'il en était ainsi) que la Compagnie possède ou non la colonie, il ne peut lui être indifférent que la colonie dépérisse ou non. Or, l'accroissement de la colonie est assuré avec la Compagnie, compromis sans elle, de simples particuliers ne peuvent suffire à remplacer la puissante société;

» 3° Comme dernière raison, la Compagnie invoquait les frais que coûterait au roi le remboursement des dépenses faites par la Compagnie pour Saint-Domingue, dépenses estimées à 4 millions de livres, et les charges qui retomberaient sur lui une fois la Compagnie détruite. Le roi n'aurait même pas de nouveaux droits d'entrée ou de sortie à perce-

voir en compensation, car la Compagnie n'est dispensée d'aucun. »

Les attaques des habitants n'étaient pas les seuls ennuis auxquels était en butte la Compagnie ; à chaque instant, des conflits surgissaient entre elle et les fermiers du domaine d'Occident (1). Bien plus, des dissensions étaient nées dans le sein même de la Compagnie.

Le gouvernement décida, en 1718, de supprimer son monopole. Les directeurs demandèrent, par requête datée du 20 octobre 1718, qu'on suspendit l'arrêt, « ils enverraient aussitôt deux vaisseaux à Saint-Domingue ».

Le régent fit mettre en marge de la requête : « Son Altesse royale ordonne qu'il ne sera rien changé à l'arrêt qui a été rendu qu'il faut faire imprimer et envoyer dans tous les ports. »

La Compagnie, perdant tout espoir, voulut au moins avoir l'air de céder de bon gré. Elle pensait ainsi que le gouvernement serait plus favorable à ses demandes d'indemnité (2).

Les actionnaires se réunirent en assemblée générale à Paris, dans les premiers mois de 1720, et déclarèrent que (3) :

« Depuis vingt-deux ans que la Compagnie avait reçu ses lettres patentes, elle eut lieu de se flatter qu'aucune autre jusqu'alors n'eût plus solidement établi des colonies ; cependant ses succès mêmes lui devenaient à charge et que le pays de sa concession étant déjà habité d'un si grand nombre de familles et que le commerce qui s'y faisait était si

(1) Voir à ce propos l'arrêt rendu, le 23 mai 1711, en faveur de la Compagnie, arrêt conservé aux *Archives nationales*, sous la cote E, 1935.

(2) Bonnassieux, *op. cit.*, p. 422.

(3) *Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique*, t. I, p. 663.

considérable qu'elle n'était plus en état de soutenir les habitations avec ses seuls bâtiments sans s'engager à plus de dépenses qu'il ne lui convenait et faire que dans cette situation il était de la prudence de ne pas se charger au delà de leurs forces et qu'enfin ils croyaient également utile au bien de la Compagnie et des colons de supplier Sa Majesté de rendre à tous ses sujets la liberté du commerce dans la partie de l'île de Saint-Domingue qui lui appartenait et pour cela d'acquérir les fonds et les effets de la Compagnie qu'elle offrait de lui céder en lui accordant une indemnité pour la non-jouissance de ce qui restait encore de son privilège et des terres qui lui avaient été concédées à perpétuité qui fût proportionnée aux avances qu'elle avait été obligée de faire jusqu'alors.

» Le résultat de l'assemblée ayant été conforme à la proposition, et Sa Majesté ayant bien voulu lui agréer et accepter, la Compagnie fit sa cession le 2 avril de la même année 1720. » (1).

D'après Savary (2), le peuplement et le défrichement de la partie de l'île de Saint-Domingue qui appartenait à la France se fit sous la direction de la Compagnie dans des conditions favorables. Il n'y eut, dit-il, « de Compagnie si prospère en France » et, d'après lui, les intéressés se rendirent compte les premiers que la liberté du commerce conviendrait beaucoup mieux à cette île que le régime exclusif et demandèrent d'eux-mêmes au gouvernement royal de leur en reprendre la concession (1720).

Nous avons vu que M. Bonnassieux n'était pas de cet avis,

(1) *Dictionnaire du commerce, de l'Encyclopédie méthodique*, t. I, p. 663.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie de Saint-Domingue*, col. 1595.

et pour lui ce n'est que pressés par les événements que les actionnaires firent contre mauvaise fortune bon cœur.

Quoi qu'il en soit, la rétrocession fut acceptée et des lettres patentes déclarèrent ce commerce libre comme celui des autres Antilles françaises (avril 1720). Ces lettres patentes furent enregistrées au Parlement de Paris, le 29 du même mois (1).

La cession avait eu lieu le 2 avril par-devant Verani et Mahault, notaires au Châtelet de Paris.

Les lettres patentes en forme d'édit, enregistrées le 29 avril 1720, portaient que :

« Pour faire connaître la satisfaction qu'il avait de cette Compagnie et en quelle considération étaient auprès de Sa Majesté ceux qui s'engageaient à de pareilles entreprises, qui tournent à l'avantage du public, comme aussi pour ne pas différer davantage à donner à tous ses sujets la liberté de faire le commerce dans tous les pays concédés à ladite Compagnie, Sa Majesté révoque, éteint et supprime cette Compagnie, permet à tous ses sujets de trafiquer dans l'étendue de sa concession chacun pour son compte particulier, en prenant seulement les passeports et congés ordinaires ; approuvant néanmoins, confirmant, ratifiant et validant toutes les délibérations, ordre, mandement, etc..., faits jusqu'à ce jour par les directeurs... et tous les officiers... ; approuvant, validant et confirmant pareillement les concessions des terres accordées par lesdits directeurs, agents..., Sa Majesté, ordonnant que la Compagnie se pourvoirait par-devant elle pour obtenir le remboursement des effets qu'elle avait actuellement existants, ensemble des sommes qui se trouveraient lui être légitimement dues, même pour obtenir une indemnité pour la non-

(1) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 182.

jouissance de leurs privilèges et la privation des terres à elle concédées à perpétuité, Sa Majesté se chargeant pour l'avenir des soins de continuer cet établissement. »

Peu de temps après la révocation et l'extinction de la Compagnie de Saint-Domingue, il se forma une société de plusieurs particuliers qui offrirent au roi 6 millions pour être subrogés dans les droits de cette Compagnie, aux conditions spécifiées dans un long mémoire, que cette nouvelle société présenta au conseil de la marine; mais la Compagnie royale des Indes ayant pris communication de ce mémoire et ayant demandé au roi « qu'il plût à Sa Majesté de lui donner la préférence sous les offres qu'elle fit par sa soumission du 6 septembre de la même année 1720, d'exécuter toutes les clauses et conditions proposées par ladite société, Sa Majesté, par arrêt de son Conseil d'État du 10 dudit mois, lui accorda sa demande et en conséquence la substitua à tous les droits de la Compagnie de Saint-Domingue, tant en France qu'en Amérique » (1).

La Compagnie des Indes s'engageait à remettre 6 millions aux intéressés de la Compagnie de Saint-Domingue, et l'arrêt du Conseil du 12 septembre 1720 déterminait les sommes que le roi devait à ladite Compagnie.

Le total des effets dus à la Compagnie fut fixé à 3.249.233 livres.

Dès cette époque, la colonie de Saint-Domingue avait pris un grand développement. Depuis le Traité d'Utrecht, des Acadiens, fuyant devant la persécution anglaise, venaient grossir le nombre des colons. Déjà la culture avait enrichi un certain nombre d'habitants et le luxe qui devait être un

(1) *Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique*, t. I, p. 664,

des caractères de cette colonie au XVIII^e siècle se développait. Le Cap et Léogane devenaient des marchés importants.

SECTION V

LA COMPAGNIE DU CANADA

En 1715, la Compagnie du Canada, ou plutôt la Compagnie du castor qui lui avait succédé en 1706, était entre les mains de plusieurs associés, dont les trois principaux étaient Aubert, Gayot et Nérét. Son principal objet était la traite des pelleteries et surtout du castor, dont elle avait le privilège pour toute l'étendue du Canada et autres lieux de la Nouvelle-France (sauf ceux d'Acadie) pour une durée de douze ans.

Son privilège devait donc se terminer en 1718.

En 1715, ses affaires n'étaient pas brillantes, car par le Traité d'Utrecht elle avait perdu son meilleur comptoir, celui de Québec, qu'elle avait été obligée de rendre à sa rivale, la Compagnie anglaise de la baie d'Hudson. Aussi la Compagnie Aubert n'atteindra pas le terme de son mandat et, dès 1717, la Compagnie d'Occident l'absorbera sans difficulté.

L'édit du mois d'août 1717, enregistré au Parlement le 6 du mois de septembre et qui établit la Compagnie d'Occident, réunit la Compagnie du castor du Canada à cette nouvelle Compagnie en lui assurant à elle seule la traite du castor du Canada.

L'article 2 des 56 articles qui renferment les clauses et conditions établissant la Compagnie d'Occident déclare que pendant vingt-cinq ans elle aura la concession et le privilège exclusif de faire tout le commerce de la Louisiane et pour le même temps celui de recevoir tous les castors gras et secs qui seront traités dans la colonie du Canada, le premier à

commencer du jour de l'enregistrement des lettres patentes et l'autre seulement au 1^{er} janvier 1718, pour finir tous deux à la fin de 1742.

SECTION VI

LA COMPAGNIE D'AFRIQUE

La nouvelle Compagnie d'Afrique, créée par l'arrêt du 15 août 1712, devait pouvoir commencer ses opérations à partir du 1^{er} janvier 1713.

Ce n'est que très difficilement et en promettant à la future Compagnie diverses faveurs et l'exemption de nombreux droits, tels que, pour les marchandises restant à Marseille, le droit de table de mer, de poids, de caisse foraine et autres, que l'on était parvenu à la constituer (1).

L'enthousiasme n'avait donc pas été très grand et la foi dans le succès était bien médiocre.

Il est vrai que les causes de doutes et de défiances ne manquaient pas. Les relations avec les puissances barbaresques n'étaient rien moins que faciles. Le bey de Tunis ne se gênait pas, malgré les 30.000 livres que lui versait annuellement la Compagnie pour avoir le droit d'acheter les grains sur les marchés de la Régence, de défendre de vendre avant que lui n'ait fait sa provision. Il enlevait ainsi les plus beaux blés à très bas prix et la Compagnie ne trouvait plus souvent la quantité nécessaire à son approvisionnement et était obligée de payer très cher par le seul fait du manque de produit.

D'autre part, les lois turques ne permettant pas l'exportation des blés pour les pays chrétiens, cette exportation ne pouvait se faire que d'une manière déguisée. On prétendait

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, op. cit., p. 191

que les grains achetés par la Compagnie étaient destinés à la nourriture des pêcheurs de corail employés par elle.

Le dey d'Alger ne se comportait pas mieux que le bey de Tunis. Par le traité de 1694, il avait accordé à la Compagnie un monopole à perpétuité pour le commerce du corail, des laines, cuirs, suifs, cire, sur les points de la côte dont elle avait acquis la propriété : Bastion de France, la Calle, le cap Rosa, Bône, le cap Nègre. Ce traité avait été confirmé par le dey de Tunis en 1714 (1). Cela ne les empêchait point tous les deux de laisser les Siciliens se livrer tranquillement à la pêche du corail sur leurs côtes dans les endroits visés par le privilège.

A cela, il faut ajouter les risques de piraterie fort nombreux malgré les traités et accords passés avec la Régence. On comprend, dès lors, le peu d'empressement des nouveaux associés.

La mode elle aussi avait porté un coup funeste au commerce de la Compagnie. Un de ses principaux articles d'importation en France était le corail. Or, dans la première partie du XVIII^e siècle, le corail ne se porte guère plus.

Les autres objets d'importation étaient le blé, l'orge, les fèves, du millet, de la cire, des cuirs, des chevaux (2). A l'exportation pour les côtes de Barbarie, Bastion de France, la Calle, port du Bastion de France, le cap Rosa, Bône, on envoyait de France de l'argent, des draps, des soieries, de la mercerie, de la quincaillerie.

Outre les 30.000 livres que la Compagnie payait annuellement au dey de Tunis, elle payait 40.000 livres environ de

(1) *Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique* (Voir traité du 15 juillet 1714).

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce, op. cit.*, article *Commerce de Barbarie*, col. 1073 à 1083, et article *Commerce du Bastion de France*, col. 1071.

tribut : 23.000 à Alger, 9.000 pour l'échelle de Bône, 5.000 aux Maures du pays et 2.500 aux gouverneurs de Constantine de qui Bône dépendait.

C'était une charge annuelle de 70.000 livres pour un commerce qui variait entre 1 et 3 millions.

D'après M. Bonnassieux (1), dès l'année 1707, les pertes de la Compagnie s'élèvent à 429.500 livres et ses effets en souffrance à 335.000 livres. Soit une perte totale de 764.000 livres.

Au terme de son privilège, le 31 décembre 1718, son déficit avait encore augmenté; aussi les actionnaires étaient ils pressés d'abandonner un privilège qui leur revenait si cher et il fallut les instances du Conseil de la marine pour qu'ils acceptassent d'entretenir les comptoirs des côtes de Barbarie jusqu'à ce qu'une autre compagnie les remplaçât.

Cette autre compagnie fut celle des Indes, qui, par arrêt du 4 juin 1719, succéda dans ses droits et privilèges comme dans ses charges à la Compagnie d'Afrique.

Elle dut rembourser à l'ancienne Compagnie 68.679 livres pour les meubles et effets mobiliers de ses comptoirs et établissements; en outre, par arrêt du conseil du 31 janvier 1723, elle dut payer 150.000 livres pour les immeubles (maisons, forts, magasins) cédés à elle par ladite Compagnie d'Afrique.

SECTION VII

LA COMPAGNIE CROZAT

En 1715, la Compagnie végétait malgré les efforts de l'habile négociant qu'était Crozat.

Son privilège s'exerçait surtout sur le territoire de la Louisiane.

(1) Bonnassieux, *Les grandes Compagnies*, op. cit., p. 192.

Les lettres patentes lui donnaient la propriété de toutes les mines et minières qu'il pourrait découvrir pendant les quinze années de la durée de son privilège. Le monopole du commerce des pelleteries, sauf celles de castors, et le droit d'importer et de faire la traite des nègres pour le compte et les besoins de la colonie, à charge par lui d'envoyer deux vaisseaux par an à la Louisiane et d'emmenner au moins six colons sur chaque navire.

Pourquoi ne réussit-il pas ?

C'est que Crozat se trouva aux prises avec un pays complètement vierge dont on ne connaissait ni les ressources naturelles, ni les possibilités de production, un pays qu'il fallait peupler afin de le défricher et d'en tirer les richesses ; le pays lui-même était inconnu, sauf les rives du Mississipi. Les sauvages étaient hostiles et avaient déjà massacré des colons, ce qui nécessitait l'entretien de forts et de troupes pour la garde de la population (1).

A cette époque, le gouverneur de la colonie était M. de LaMothe-Cadillac que le navire le *Baron-de-la-Fauche* avait transporté avec sa femme, des soldats, quelques colons et jeunes filles, à la Louisiane en 1713.

En 1717, Crozat comprenait qu'il était dans l'impossibilité de peupler ces solitudes, d'animer ce grand corps sans vie qu'était la Louisiane. Effrayé par ses pertes, il demanda à être relevé de son privilège, ce qui lui fut accordé par arrêt du Conseil d'État du 23 août 1717 et par édit du même mois enregistré au Parlement le 6 septembre suivant.

(1) Voir *Histoire de la Nouvelle-France*, par le P. Charlevoix, t. II, p. 427 à 432, Paris, Nyon fils, 1744.

LIVRE III

La Compagnie de Law.

CHAPITRE PREMIER

La Compagnie d'Occident.

En abordant l'examen de la Compagnie d'Occident, nous commençons un des sujets les plus importants de notre étude. En effet, c'est cette Compagnie qui va servir de point de départ, de première assise, à cet édifice énorme, monstrueux même, élevé par Law : la Compagnie des Indes.

Law avait créé sa banque privée, dite Banque générale, le 2 mai 1716. Ce n'était qu'un des rouages de l'immense machine qu'il voulait former. Un autre rouage devait être une grande compagnie à laquelle la banque fournirait ses fonds sans emploi dans ses prêts au commerce particulier.

D'un côté, c'était assurer à la banque un emploi certain de ses capitaux circulants; d'un autre côté, la Compagnie ayant un pareil appui financier ne pouvait que réussir.

A ce moment Crozat demandait avec impatience qu'on le relevât de son privilège. L'occasion était bonne. La Louisiane, pays lointain, presque encore inconnu, se parait de tous les attraits de ce qui est mystérieux. On supposait le pays rempli de mines, de métaux précieux, la terre très fertile ne demandant que des bras pour produire en abondance, les forêts

renfermant les essences les plus rares et les bois de construction nécessaires pour les îles et aussi, espérait-on, pour construire de toutes pièces des navires et ainsi libérer la France de cette obligation de demander aux pays du nord de l'Europe, et en particulier à la Hollande, une grande partie de ce qui lui était nécessaire pour la flotte.

A toutes ces espérances il y avait bien des échecs à opposer : Les efforts infructueux de Cavalier de Lassalle, assassiné en 1687 ; l'habitation de la baie de Saint-Louis, où il avait laissé quelques hommes, détruite par les sauvages. Bienville et son frère d'Herville avaient en vain essayé de faire prospérer la colonie ; puisque Lamothe-Cadillac, gouverneur, écrivait au contrôleur général : « La colonie ne peut pas être plus, les Canadiens qui y sont ne pouvant vivre s'en retournent au Canada. » En vain aussi, l'habile négociant Crozat avait-il dépensé toute son énergie et une grande partie de ses finances.

Tout cela quelques-uns le savaient, et certainement Law ; mais n'était ce pas par manque de moyens matériels et financiers que l'entreprise n'avait pas réussi ? Une grande compagnie ayant des capitaux, capable de peupler, de ravitailler les colons devait pouvoir profiter des immenses richesses enfouies dans ces terrains vierges.

Law n'hésita pas. Il forma le projet d'établir une compagnie qui réunirait au commerce de la Louisiane la traite du castor du Canada qu'avaient les sieurs Aubert, Nérét et Gayot et dont le privilège devait expirer à la fin de 1717.

Le régent accorda à Law ce qu'il demandait par édit du mois d'août 1717, porté au Parlement le 28 du même mois pour être enregistré. Le Parlement connaissant les plans de Law lui était défavorable, il fit des remontrances. Cependant l'édit fut enregistré le 6 septembre 1717.

La Compagnie d'Occident était créée.

Les clauses et conditions de cet établissement sont contenues dans l'édit en 56 articles (1).

La concession a lieu pour vingt-cinq années. Pour le même temps, la Compagnie aura le privilège exclusif de faire tout le commerce de la Louisiane et celui de recevoir tous les castors gras et secs qui seront traités dans la colonie du Canada : le premier à commencer du jour de l'enregistrement des lettres patentes et l'autre seulement au 1^{er} janvier 1718 pour finir tous deux à la fin de 1742.

L'étendue de la Louisiane est la même que lors de sa concession au sieur Crozat, c'est-à-dire toutes les terres qui sont bornées par celles des Anglais de la Caroline d'un côté et par le nouveau Mexique de l'autre, et en particulier l'île Dauphine et le fleuve Saint-Louis, auparavant Mississipi; depuis le bord de la mer jusqu'aux Illinois, les rivières Missouri et Saint-Jérôme, avec tous les pays, contrées, lacs et rivières qui tombent dans cette partie du fleuve Saint-Louis, Sa Majesté cédant cette partie de l'Amérique « à la Compagnie d'Occident, en toute propriété, seigneurie et justice et ne se réservant, et à ses successeurs rois que la seule foi et hommage avec une couronne d'or de 30 marcs à chaque mutation de roi ».

Il est interdit à la Compagnie, par l'article 20, de se servir d'autres vaisseaux que des siens ou de ceux des sujets du roi de France, dont les équipages seront français et qui seront armés dans les ports du royaume. Il lui est aussi interdit de faire ses retours ailleurs qu'en France et d'envoyer en droiture des vaisseaux de la Louisiane aux côtes de Guinée.

L'article 23 met au nombre des regnicoles non seulement

(1) L. Pauliat, *op. cit.*, p. 252 (statuts de la Compagnie d'Occident de 1717).

tous les Français qui passeront et s'établiront à la Louisiane, mais encore tous ceux qui y naîtront soit de Français, soit d'étrangers catholiques.

Les articles 25, 26, 27, 28 contiennent diverses exemptions, ou totales ou en partie, « des droits d'entrée, de sortie, péages, travers et autres impositions sur les marchandises et effets appartenant à la Compagnie, soit qu'ils soient du cru du royaume, soit qu'elle les fasse venir des pays étrangers en rapportant néanmoins par elle dans dix-huit mois des certificats qui auront été déchargés dans les lieux de leur destination, ce qui s'étend pareillement aux marchandises du cru de la Louisiane appartenant à la Compagnie qui viendraient en France, qui ne paieront que la moitié des droits d'entrée pendant dix ans, à la réserve du plomb, du cuivre et des autres métaux pour lesquels Sa Majesté accorde une exemption totale ».

Sa Majesté, pour encourager la Compagnie à faire construire des vaisseaux à la Louisiane, par l'article 29, lui accorde une prime de 6 livres par tonneau pour les navires de 200 à 250 tonneaux et 9 livres pour ceux de 250 et audessus.

Les magasins du roi (*art. 31*) fourniront chaque année à la Compagnie 40 milliers de poudre à prix coûtant.

L'édit du mois de décembre 1717 fixe à 100 millions les fonds de la nouvelle Compagnie.

Les actions sont fixées à 500 livres chacune payables en billets d'État.

Les actions sont payables au porteur et leurs titres sont de deux sortes : les uns d'une seule action, les autres de dix.

Les étrangers peuvent acquérir autant d'actions qu'ils le désireront. Elles seront déchargées de tout droit d'aubaine et de confiscation. « Les actions seront regardées comme

marchandises et en cette qualité pourront être vendues, achetées et négociées, ainsi que bon semblera aux propriétaires.

» Tout actionnaire qui aura 50 actions aura droit de voix délibérative aux assemblées et 2 voix s'il en a 100 et ainsi par augmentation de 50 en 50.

» Les billets d'État qui feront le fonds des actions seront convertis en rente au denier 25, dont les porteurs des actions jouiront. Les arrérages de l'année 1717, dus pour les billets de l'État qui seront portés à la Compagnie, seront employés à son commerce, sans qu'il soit jamais loisible aux directeurs d'y employer aucune partie des années suivantes. »

Le roi nommera les premiers directeurs. La Compagnie aura le droit, deux ans écoulés, de nommer trois nouveaux directeurs ou de maintenir les anciens en place.

Tous les ans, les directeurs devront dresser un bilan général. Le bilan étant établi, les répartitions seront faites chaque année par l'assemblée générale des actionnaires (1).

Les actions, les effets de la Compagnie, les traitements des directeurs, officiers et employés sont insaisissables, seuls les intérêts et profits des actionnaires peuvent l'être.

Les billets de l'État employés à acheter des actions seront brûlés dans l'hôtel de la ville de Paris en présence du prévôt des marchands, des échevins et d'autres personnes citées par l'article 45 de l'édit.

Par les articles 50 et 51, le roi donne à la Compagnie les forts, magasins, canons, bateaux, etc..., qu'il a à la Louisiane, ainsi que les vaisseaux et marchandises que Crozat avait remis au roi.

(1) « Tout y fut déclaré non saisissable, excepté les cas de banqueroute ou de décès des actionnaires. » Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de 1856, t. XV, p. 237-238.

La Compagnie devra transporter 6.000 blancs et 3.000 noirs dans sa concession pendant les vingt-cinq années de son privilège.

A l'expiration de ces vingt-cinq années, si son privilège ne lui est pas renouvelé, elle n'en conservera pas moins à perpétuité la propriété des terres qu'elle aura ou fait habiter avec les droits utiles qui leur seront attachés (cens, rente, etc.), à condition que ces terres ne pourront être vendues qu'à des sujets du roi de France ; mais elle devra rendre les forts, armes et munitions dont la valeur lui sera remboursée.

La Compagnie (*art. 54*) aura pour armes :

« Un écusson de sinople à la pointe ondée d'argent, sur laquelle est couché un fleuve au naturel appuyé sur une corne d'abondance d'or au chef d'azur, semé de fleurs de lis d'or, soutenu d'une face en devise aussi d'or, ayant deux sauvages pour supports et une couronne trefflée. »

La Compagnie aura le droit de faire des règlements et statuts, lesquels devront néanmoins être confirmés par lettres patentes et enregistrés en Parlement.

Il est défendu à la Compagnie d'accepter dans sa concession un habitant d'une autre colonie, à moins de permission écrite des gouverneurs-généraux.

Le 16 juillet 1718, les 100 millions étaient versés, la caisse fut fermée et l'on commença à payer les intérêts des six premiers mois de l'année (1).

La nouvelle Compagnie était donc constituée par 200.000 actions de 500 livres chacune composant un capital en billets d'État de 100 millions, dépassant de beaucoup celui de toutes les Compagnies antérieures.

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie d'Occident*, col. 1586.

Malheureusement, ces actions étaient payables en totalité en billets d'État (et non, comme le dit M. Thiers, un quart en argent et trois quarts en billets d'État) (1).

A cette époque, le billet d'État perdait 75 p. 100. En réalité donc, la compagnie avait reçu dans sa caisse une valeur correspondante à 25 millions de numéraire.

M. Weber commet lui aussi une erreur en disant : « Law eut bientôt dans sa caisse pour une valeur nominale de 100 millions de livres et une valeur réelle de 75 millions. » (2).

De plus, ces 25 millions, qui auraient été, pour une compagnie de commerce et de colonisation, un capital suffisant pour ses débuts, ne restèrent pas dans sa caisse. Law s'empressa de les confier à l'État qui devait les annuler et en retour payer à la Compagnie une rente annuelle de 4 millions.

« Les billets d'État qui feront le fond des actions seront convertis en rente au denier 25 dont les porteurs des actions jouissent...

» Les billets de l'État employés à acheter des actions seront brûlés dans l'hôtel de la ville de Paris en présence du prévôt des marchands, des échevins, etc... » (3).

Cette rente de 4 millions devait être prise sur les aides, les postes et les tabacs.

Ainsi la Compagnie venait en aide à l'État, retirait du marché la moitié environ de ses billets.

Nous ne nous étendrons pas sur ce rôle de sauveur des finances publiques que va tenter de jouer Law. Notre cadre ne comprend pas l'étude du système Law, mais seulement de la Compagnie d'Occident, puis de celle des Indes. Cepen-

(1) Voir Thiers, *Le système de Law*.

(2) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 303.

(3) Édit d'août 1717 enregistré le 6 septembre 1717.

dant ces deux compagnies étant pour ainsi dire un des deux pôles du système et les actes de banque et de crédit de Law l'autre, il est évident que souvent on ne pourra suivre le développement des unes sans parler des autres.

Nous avons vu que le Parlement avait fait opposition à l'enregistrement de l'édit qui établissait la Compagnie d'Occident, que cet enregistrement n'avait eu lieu que le 6 septembre; l'édit établissant les 4 millions de rentes à payer à la Compagnie ne fut enregistré que le 20 décembre.

Law avait rencontré de l'opposition à ses projets, non seulement au Parlement, mais même dans le conseil; et ses principaux adversaires étaient le duc de Noailles et d'Aguesseau.

Pour briser cette résistance, il y eut, dit Saint-Simon, de grands changements dans le conseil (1).

Le duc de Noailles et d'Aguesseau durent abandonner leurs fonctions. D'Aguesseau reçut l'ordre, le 28 janvier 1718, de se rendre en exil dans sa terre de Fresne et de remettre les sceaux à d'Argenson. Le duc de Noailles n'attendit pas d'être renvoyé et le même jour il donna sa démission.

Le Parlement restait seul opposé aux plans de Law. Sa résistance sera plus tard brisée par le lit de justice du 26 août 1718.

La Compagnie d'Occident n'avait, la première année, pour commencer son commerce, que les 4 millions de rente que le trésor lui versait.

Le public, pendant quelque temps, resta assez froid et les actions demeurèrent au-dessous du pair (2). Elles se trouvaient alors en concurrence sur le marché avec les actions de l'anti-système, qui, elles, offraient un revenu si considérable et si

(1) Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXIX, p. 215.

(2) Thiers, *Le système de Law*.

assuré qu'elles devaient nécessairement avoir l'avantage sur leurs rivales. Pourtant, pendant le premier mois de 1718, les actions de la Compagnie montèrent peu à peu, tout en restant au-dessous du pair. Ce ne fut que le 19 juillet 1718 que la souscription fut close. Pour attirer les acheteurs, on commença à payer les six premiers mois d'intérêt.

« Peu de temps après la clôture de la caisse arriva de la Louisiane le premier vaisseau que la Compagnie royale d'Occident y avait envoyé, et ce retour ne laissa pas de donner de grandes espérances du succès de cette colonie, par quantité d'échantillons, de précieuses marchandises qui s'y trouvent ou qui s'y cultivent et qu'on a lieu d'attendre en plus grande abondance à mesure que l'établissement des Français et leur commerce avec les sauvages s'y fortifieront. » (1).

Pour que la Compagnie réussît, il fallait que la Louisiane se peuplât et produisît. Law l'essaya. Il embarqua des troupes, des filles, des vagabonds, les faux-saulniers qui se trouvaient aux galères. A la fin de 1717, les fondations de la capitale, sous le nom de Nouvelle-Orléans, furent jetées. Ce fut M. de Bienville, alors que M. d'Épinai était encore gouverneur, qui commença ces travaux. Au commencement de 1718, on fit sonder l'embouchure du Mississipi pour s'assurer si les vaisseaux pouvaient entrer avec leur charge. On trouva que la profondeur était suffisante. On y envoya aussitôt le *Neptune* qui venait d'arriver de France et qui remonta sans peine jusqu'à la Nouvelle-Orléans (2).

Au commencement de mars 1718 arrivèrent les premiers

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie d'Occident*, col. 1586.

(2) P. Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. II, p. 434.

concessionnaires. Au mois de juin 1718, M. de Bienville fit prendre possession de la baie de Saint-Joseph et y fit construire un fort. On l'abandonna l'année suivante pour ne pas se brouiller avec les Espagnols. Nous verrons que cela fut inutile.

Ces résultats étaient bien médiocres, mais répondaient à la faiblesse des moyens, 4 millions pour la première année.

De longtemps encore la Louisiane ne pouvait produire, il était donc nécessaire pour la Compagnie de créer d'autres ressources. Pour se procurer immédiatement du numéraire, Law établit 9.000 actions nouvelles à 500 livres, émises par la banque au nom de la Compagnie (1); mais elles devaient être payables en argent et donner ainsi 4 millions 500.000 livres de numéraire.

Les actions restant au-dessous du pair, il n'hésita pas à en acheter 1.200 en dessous mains. Cette manœuvre réussit et le cours s'éleva.

Le 1^{er} août 1718, la Compagnie d'Occident se rend adjudicataire de la ferme des tabacs pour la somme de 4.020.000 livres. L'État et la Compagnie faisaient une bonne affaire. L'État (les tabacs étant afferchés antérieurement pour la somme de 2 millions) y gagnait 2.020.000 livres par an. La Compagnie, elle aussi, faisait une bonne affaire, car il y avait presque compensation avec les 4 millions que le roi lui devait de rente et c'était un moyen sûr de les toucher régulièrement. Le roi ne devait plus rien verser à la Compagnie et celle-ci ne restait débitrice que de 20.000 livres par an, moyennant quoi elle jouissait des revenus des tabacs qui étaient certains et très élevés. Law se proposait d'ailleurs de développer la culture du tabac à la Louisiane et ainsi grossir de beaucoup ses bénéfices.

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 304.

Les actions augmentaient toujours, mais lentement, et restaient au-dessous du pair.

Law, par tous les moyens, va chercher à donner confiance en la Compagnie et à éveiller la curiosité publique.

Afin que les arrivages de pelleteries soient plus importants, il augmente les gratifications données aux chasseurs du Canada. Dans les ports de France et de Hollande, il achète en secret les cargaisons de castors et les livre comme étant apportées par les navires de la Compagnie.

D'un autre côté, il s'oblige à acheter au pair, dans un temps déterminé, 200 actions, elles n'étaient encore qu'au cours de 300 livres (1). Le pair étant à 500 livres, les 200 actions représentaient la somme de 100.000 livres, alors qu'il suffisait, au cours du jour, de 60.000 livres pour se les procurer. Cela supposait qu'il espérait que, pendant ce délai, les actions augmenteraient au moins de 200 livres, soit une augmentation de 40.000 livres pour les 200 actions. Il s'engagea à payer la différence, 40.000 livres, d'avance et consentit à les perdre s'il ne réalisait pas l'acquisition convenue. Pour la première fois, il instaurait ainsi le marché à prime en France.

Cette prime éveilla l'attention des gens. On pensa que Law était bien informé et qu'il ne risquait son argent qu'à coup sûr. On s'empressa d'acheter et les actions tendirent vers le pair.

La Banque de Law étant convertie, par l'arrêt du 4 décembre 1718, en Banque royale, les 6 millions qui formaient son capital furent remboursés à Law. Il s'empressa de les confier à la Compagnie, pensant ainsi augmenter la confiance du public vis-à-vis de la Compagnie.

(1) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières*, Paris, 1859.

A partir de ce moment l'évolution de la Compagnie va se précipiter.

Aux mois de décembre 1718, janvier 1719, la Compagnie acquiert la succession de la Compagnie du Sénégal, moyennant la somme de 1.600.000 livres qu'elle eut à verser à cette dernière. C'était le monopole du trafic avec la côte d'Afrique depuis le cap Blanc jusqu'à la Sierra-Leone qu'elle acquérait ainsi, et le pouvoir de se fournir elle-même de nègres pour la Louisiane. Elle s'enrichissait, en outre, de la flotte de la Compagnie du Sénégal qui se composait de onze vaisseaux tout appareillés (1). Ces onze vaisseaux allaient composer sa première marine. A tout cela il faut joindre un fonds considérable de marchandises.

Ces mesures étaient heureuses, aussi la Compagnie, languissante jusqu'à la fin de 1718, se trouvait avoir, en mai 1719, 3.577.000 livres en caisse, plus de 750.000 livres de marchandises dans ses magasins, 21 bâtiments dans les ports et sur les mers; 10 navires faisaient voiles vers la Louisiane emportant avec eux des munitions et des denrées nécessaires à la nouvelle colonie, 700 hommes d'armes et 500 habitants (2).

Levasseur dit que déjà ceux qui les avaient précédés commençaient à tirer des trésors de cette terre vierge et s'étonnaient chaque jour de son inépuisable fécondité. La chasse était abondante; les castors moins traqués qu'au Canada et les buffles se rencontraient en d'innombrables troupes. Le tabac était supérieur à celui de Virginie et on

(1) Forbannais, t. V, p. 276, et E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 91.

(2) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, Paris, 1854, p. 92.

avait l'espérance de voir bientôt prospérer l'éducation des vers à soie et la culture de l'indigo (1).

Nous croyons que Levasseur nous fait de la Louisiane de 1718-1719 un tableau un peu optimiste, il devance les temps ; car dans les relations de voyage du P. Charlevoix, qui visita la Louisiane vers cette époque ; les teintes sont beaucoup plus sombres.

D'après lui (2), à cette époque, les Français et les Espagnols sont aux prises à la Louisiane, malgré que l'on ait abandonné et détruit le fort de la baie de Saint-Joseph. En 1719, les Espagnols tentent de prendre l'île Dauphine. Ils sont défaits près de la Maubile et repoussés de l'île Dauphine.

Les Français ayant reçu un renfort de cinq navires de guerre et deux de la Compagnie allèrent s'emparer de Pensacole.

Les expéditions arment tous les bras de la colonie, les concessions sont laissées en friches. Pour avoir des vivres, on est obligé d'en demander aux sauvages et l'on verra que dès a fin de 1719, la colonie sera menacée de famine, si bien que M. de Sérigny y séjournant avec une escadre est obligé de ramener du monde en France.

D'autre part, beaucoup de navires arrivent ayant la peste à bord et les décès sont nombreux. La colonie s'affaiblit de plus en plus, les désertions chez les Espagnols, les Anglais et les sauvages se multiplient. On devait s'attendre à cela, dit le P. Charlevoix, cette colonie n'ayant été peuplée que de gens qu'on y avait envoyés par force ou de concessionnaires qui n'y trouvaient point ce qu'on leur avait fait espérer qu'ils trouveraient (les mines).

(1) Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 92.

(2) Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. II, p. 444 et suiv.

Mais le public ne connaissait point ces choses et Law prenait toutes les précautions qu'il lui était possible pour qu'il en soit ainsi.

Lamothe-Cavillac s'en était bien aperçu ; pour s'assurer de son silence, on l'avait envoyé à la Bastille.

On croyait aux mines, aux récoltes magnifiques presque sans travail, à la docilité des sauvages ; puis les esprits, comprimés par les dernières années du règne de Louis XIV, avaient soif de nouveau. Ils étaient mûrs pour les spéculations hasardeuses, pour l'agiotage que Law venait de faire naître et dont il avait donné le premier exemple. Et les actions continuèrent à monter.

Alors, tout-puissant auprès du régent, Law obtint, malgré l'opposition du Parlement, les réclamations de la Compagnie des Indes orientales et celles des Malouins qui faisaient le commerce de l'Orient, l'incorporation de la Compagnie de Chine et de la Compagnie des Indes orientales à la Compagnie d'Occident, mai 1719.

Cette fusion fut effectuée par l'édit de mai 1719, qui portera le nom de l'édit de Réunion. Il autorisait, avec ces éléments nouveaux, la Compagnie d'Occident à prendre le nom de Compagnie des Indes (sans adjectif) et non Compagnie perpétuelle des Indes, comme l'a écrit M. Weber (1). Ce titre ne lui sera accordé que plus tard.

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 306.

CHAPITRE II

La Compagnie des Indes.

L'édit ordonnant l'union de la Compagnie de Chine et des Indes orientales à celle d'Occident est l'édit de mai 1719 qui portera dans l'histoire le nom d'édit de Réunion. C'est par cet édit que la Compagnie des Indes est créée.

L'article 12 de l'édit ordonne le changement de l'ancien nom de la Compagnie d'Occident en celui de Compagnie des Indes.

Dans son préambule, le roi donne les motifs de cette réunion, il s'attaque particulièrement à la Compagnie des Indes orientales pour laquelle il se montre injuste et lui fait des reproches qui, en partie, auraient pu être adressés au gouvernement. Il ne faut pas oublier, en effet, que les guerres continuelles de la fin du règne de Louis XIV ont été une des causes déterminantes de la ruine de cette Compagnie ; à cela il faut ajouter les arrêts de prohibition d'importation de toiles peintes des Indes qui avaient été pendant longtemps le principal article de commerce de la Compagnie.

« Le crédit que la Compagnie d'Occident s'est acquis. nous a déterminé à examiner la situation des anciennes compagnies et nous avons vu avec douleur que, malgré les bienfaits qu'elles ont reçus du feu roi, elles n'ont pu se maintenir. La Compagnie des Indes orientales, au lieu d'employer à l'agrandissement du commerce le privilège exclusif qui lui avait été accordé et les secours réitérés d'argent et de vaisseaux que le feu roi lui avait donnés après avoir contracté des dettes dans le royaume et aux Indes, a totalement abandonné la navigation. L'entreprise avait été formée avec un fonds qui n'était pas

suffisant, les directeurs ont consommé une partie de ces fonds par des répartitions prématurées et des droits de présence dans un temps où il n'y avait aucun profit et pour substituer à ces fonds, on avait fait des emprunts sur la place à des intérêts excessifs. Depuis seize ans, la Compagnie n'a pas envoyé un vaisseau à Surate.
. *Nous avons résolu de supprimer les privilèges accordés aux Compagnies des Indes et de la Chine et de réunir à celle d'Occident l'établissement de ces Compagnies.* Cette Compagnie nouvelle trouvera dans elle-même tout ce qui sera nécessaire pour faire ces différents commerces, et toute sa régie se faisant dans le même esprit, il en naîtra l'union et l'économie dont dépend le succès de toutes les entreprises de commerce. » (1).

Puis l'édit déclare en 13 articles sous quelles conditions et avec quels nouveaux privilèges le roi entend et veut cette réunion.

Par *l'article premier*, le roi révoque et supprime tous les privilèges accordés aux Compagnies des Indes orientales et de Chine (2).

L'article 2 accorde à la Compagnie d'Occident (qui portera dorénavant le nom de Compagnie des Indes) le privilège de négocier seule, à l'exclusion de Sa Majesté, depuis le cap de Bonne-Espérance jusque dans toutes les mers des Indes orientales, île Madagascar, Bourbon, France, côte de Saffala, mer Rouge, Perse, Siam, Inde, Chine, Japon et depuis le détroit de Magellan et de Lemaire dans toutes les mers du Sud pendant les vingt-trois années qui restent à courir sur la concession de la Compagnie d'Occident. Nous verrons

(1) Préambule de l'édit de Réunion de mai 1719.

(2) Le résumé de ces articles se trouve dans Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, p. 1587.

que par l'arrêt du 27 août 1719, ce délai sera prorogé jusqu'à l'année 1770.

L'article 3 défend à tout sujet de Sa Majesté de faire du commerce dans les lieux concédés à la Compagnie pendant la durée de son privilège.

L'article 4 concède en toute propriété à la Compagnie les terres, îles, forts, bâtiments, magasins, meubles, droits, rentes, vaisseaux, munitions, nègres, marchandises, etc., que la Compagnie des Indes orientales et de la Chine possèdent, à la charge seulement pour la Compagnie des Indes de payer les dettes légitimes des deux Compagnies, à moins qu'après estimation des effets et liquidation des dettes, il y eût excédent des effets, auquel cas elle serait tenue de payer cet excédent.

L'article 5 accorde une prime à la Compagnie de 50 livres par chaque tonneau de marchandise de France et de 75 livres pour chaque tonneau de marchandise des Indes que Sa Majesté payait à la Compagnie des Indes orientales.

L'article 6, pour que la Compagnie puisse acquitter les dettes des compagnies ainsi absorbées et pour qu'elle ait un fonds capable de soutenir son commerce, lui permet de créer pour 25 millions d'actions nouvelles qui ne pourront être acquises que contre argent comptant et contre 550 livres pour chaque action, lesquelles seront de même nature et jouiront des mêmes avantages que les 100 millions d'anciennes actions de la Compagnie d'Occident.

L'article 9 permet à la Compagnie de faire venir de sa concession toutes sortes d'étoffes de soie pure et de soie et coton mêlés d'or et d'argent et d'écorce d'arbre et pareillement de toiles de coton teintes, peintes et rayées de couleur, mais à la condition de ne les vendre qu'à l'étranger et en prenant toutes précautions prescrites en pareil cas pour en empêcher la revente et consommation dans le royaume.

L'article 10 accorde permission à la Compagnie de faire venir des pays de sa concession toutes sortes de toiles de coton blanches, soies écrues, café, drogues, épiceries, métaux et autres, excepté les marchandises prohibées au précédent article, en payant les droits que payait la Compagnie des Indes orientales.

L'article 11 ordonne que la valeur des effets et marchandises qui seraient aux Indes et appartenant à des particuliers dont les vaisseaux y seraient allés avec permission et concession de la Compagnie des Indes orientales leur serait remboursés par la Compagnie d'Occident.

L'article 12 donne à la Compagnie le nom de Compagnie des Indes et lui attribue les mêmes armes qu'à la Compagnie d'Occident.

L'article 13 et dernier confère à la nouvelle Compagnie tous les droits accordés par l'édit du mois d'août 1664, la déclaration du mois de février 1683 et autres déclarations et règlements rendus et faits en faveur de son commerce, tout ainsi que la Compagnie en jouissait lors de son union excepté ceux qui ont été révoqués ou modifiés et sans préjudice des droits de l'amiral de France dont il a joui ou dû jouir conformément à la déclaration du 3 septembre 1712 et règlements faits en conséquence.

SECTION II

PROTESTATION DE LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES ET DES MALOÜINS

Ce fut malgré les réclamations de la Compagnie des Indes orientales et celles des négociants malouins, malgré l'opposition du Parlement, que l'ordonnance de mai 1719 transféra

le privilège de cette Compagnie et de celle de Chine à la Compagnie de Law pour former la Compagnie des Indes.

Thiers (1) estime que les compagnies avaient fort mal géré leurs affaires, qu'elles avaient cessé de faire elles-mêmes le commerce et revendu leurs privilèges à un taux qui rendait ce commerce très onéreux. D'après lui, les négociants sous-acheteurs des privilèges n'osaient pas même s'en servir de peur de voir leurs vaisseaux saisis par les créanciers de la Compagnie et qu'ainsi la navigation de l'Orient était donc tout à fait abandonnée et qu'il devenait urgent d'y pourvoir.

C'étaient les mêmes arguments dont s'était servi le roi dans le préambule de l'édit et pourtant nous avons vu que la faute n'incombait pas entièrement aux compagnies, mais bien plus au gouvernement. D'autre part, comment expliquer, si le commerce était si difficile pour ceux à qui la Compagnie des Indes orientales vendait des permissions, que ces intéressés, dans ce cas les négociants malouins, protestèrent avec tant d'énergie contre l'édit de Réunion (2).

Probablement avaient-ils de bonnes raisons pour cela. Dès 1707, ils avaient acheté pour 7 millions la permission de vendre sur le marché de Moka et bientôt après ils avaient passé un traité général qui leur donnait le droit de commercer dans tous les comptoirs de la Compagnie. Depuis 1703, ils avaient, même pendant la guerre, soutenu le commerce maritime, payé 2.500.000 livres à la Compagnie, expédié de nombreux vaisseaux et, au moment de l'établissement de la Compagnie des Indes, ils attendaient une cargaison de 2 millions et quatre navires revenant de Moka et de Pondichéry. Ils avaient établi de nouveaux comptoirs aux îles

(1) Voir Thiers, *Système de Law et de son système*, Paris, 1858.

(2) Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 102.

Manilles ; aussi les négociants malouins se plaignirent qu'on les dépouillât des bénéfices de leurs avances et résultats des efforts de nombreuses années qu'ils avaient faits sous la foi des édits royaux et d'un traité de dix ans qu'ils venaient de signer, en 1715, avec la Compagnie des Indes orientales (1).

Le Parlement, appréciant ces réclamations et hostile aux projets de Law, essaya de nouveau de s'opposer à leur réalisation. Il protesta le samedi 17 juin contre l'édit de Réunion ; mais un arrêt du conseil du même soir décida que d'après la déclaration du 26 août 1718 (lit de justice du 26 août) l'édit serait considéré comme enregistré.

SECTION III

ORGANISATION DE LA COMPAGNIE

La Compagnie des Indes orientales avait conservé, malgré l'abandon de son commerce, son organisation et ses comptoirs. Réunie à la Compagnie d'Occident, elle les lui apporte.

La Compagnie des Indes orientales était, d'après l'édit de Réunion, absorbée par la Compagnie d'Occident ; mais l'importance de sa nouvelle acquisition faisait perdre à cette dernière sa personnalité, non seulement elle changeait de nom pour prendre celui de Compagnie des Indes, mais sa constitution même était modifiée.

Le siège social de la Compagnie des Indes resta à Paris à l'hôtel du président Tubeuf, rue Neuve-des-Petits-Champs et rue Vivienne, hôtel qui prit le nom d'hôtel de la Compagnie des Indes.

Le nombre des directeurs, qui avait été pour la Compagnie

(1) M. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 92 et 93.

d'Occident de six, puis de neuf, fut porté à trente. Law donna ces places nouvelles aux fermiers et aux receveurs généraux que le système privait de leur change. L'arrêt du 31 mai 1719 nomma directeur de la Compagnie les fermiers généraux : Adine, Bertholot, Chevalier, Desvieux, Fillon, de la Houssaye, Lallement de Betz, Legendre, La Live de Bellegarde, Laugeois, La Porte de Féraucourt, Le Normand, Périnet, Thiroux, Savalette, de la Porte (1).

Les établissements étaient divisés en gouvernements parfaits, gouvernements imparfaits, loges et comptoirs. Les gouvernements parfaits avaient à leur tête un gouverneur ou directeur général. La Louisiane était un gouvernement parfait ayant un directeur général qui, à partir de la création de la Nouvelle-Orléans, y résida. La Louisiane était divisée en huit provinces. L'Inde avait un gouverneur général à Pondichéry et le Sénégal à Saint-Louis. Le Sénégal comprenait sept comptoirs et en outre Portendik et la baie d'Arguin.

A côté du gouverneur général siégeait un conseil supérieur qui était à la fois un conseil administratif et un tribunal.

L'administration maritime fut concentrée à Lorient, où résida un directeur faisant fonction de commandant de la marine.

SECTION IV

ÉVOLUTION DE LA COMPAGNIE DES INDES PENDANT LE SYSTÈME DE LAW

L'édit de mai 1719 autorisait la création de 50.000 nouvelles actions pour le chiffre de 25 millions. Elles étaient d'une valeur nominale de 500 livres, mais furent émises à 550 livres, payables en numéraire, afin de les mettre au

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 426.

niveau du cours des actions de l'Occident. Ces actions représentaient nominalemeut 25 millions de livres et devaient faire rentrer, grâce à la prime, 27.500.000 livres dans la caisse de la Compagnie, soit une plus-value de 2.500.000 livres.

La Compagnie avait bien besoin de cette augmentation de numéraire, car si l'œuvre de Law, par des accroissements successifs, prenait de plus en plus d'importance, les moyens financiers dont il avait pu disposer étaient restés bien minimes. Ils se résumaient dans les 4 millions fournis par la première année de revenus des billets d'État (1), plus les 4.500.000 livres environ, provenant de la vente des 9.000 actions émises par la banque au nom de la Compagnie, des revenus de la ferme des tabacs durant huit mois et du prix qu'elle avait pu tirer de son commerce ; au total, 11 à 12 millions de livres.

Avec cela il avait fallu soutenir les frais de la Compagnie d'Occident et surtout des établissements de la Louisiane, commencer la reconstitution de la flotte, payer des indemnités à la Compagnie du Sénégal. D'après M. Levasseur, en mai 1719, la Compagnie avait en caisse 3.500.000 livres.

Pour encourager les souscripteurs, Law avait décidé que les nouvelles actions seraient payées en vingt échéances successives de mois en mois (2), chaque échéance étant de 25 livres, sauf la première, qui comprenait la prime de 50 livres, plus les 25 livres du premier terme, soit 75 livres.

De sorte qu'avec 75 livres comptant, on se procurait une action de 550 livres et qui pouvait être cotée (ce qui arriva)

(1) « Les 100 millions de *billets d'État* qui feront le fonds des actions [seront convertis en rente au denier 25 dont les porteurs des actions jouiront. » Voir édit du mois d'août 1717 constituant la Compagnie d'Occident.

(2) Et non comptant, comme le dit M. Bonnassieux. Voir *Les grandes compagnies*, p. 276.

1.000 livres avant la seconde échéance. Dans ces conditions, l'acheteur, en la revendant au cours, ferait un profit de 450 livres. En effet, le vendeur recevra 1.000 livres — 475 livres dues à la Compagnie, soit 525 livres. En déduisant les 75 livres qu'il a versées, son bénéfice sera bien de 525 livres — 75 livres = 450 livres (1).

Aussi les souscripteurs se précipitèrent-ils en foule aux bureaux d'émission et s'arrachèrent les actions. Law voulut profiter de cet empressement pour augmenter encore le mouvement vers la hausse. A cette fin, il obtint du régent l'arrêt du 30 juin 1719. C'était un nouveau coup d'audace. Par cet arrêt, quiconque voulait acquérir une action de l'Inde devait justifier de la possession de quatre actions d'Occident. Aussitôt on se jeta sur ces actions d'Occident. On les appela *les mères* et celles des Indes *les filles*.

Vers la fin de juillet, l'empressement des acheteurs avait été tel que mère et fille étaient à 1.000 livres. Or, d'après Savary (2), au moment de l'édit de Réunion, les Occident se vendaient à 130 p. 100. En moins de deux mois, elles avaient donc presque doublé et celles des Indes avaient doublé. Leur valeur totale s'élevait à 150 millions de livres au cours.

Pendant ce temps, la Compagnie s'accroissait d'une nouvelle dépouille. Par l'arrêt du 4 juin 1719, confirmé par l'édit de juillet 1720, elle succédait aux droits et privilèges comme aux charges de la Compagnie d'Afrique. La nouvelle concession était faite pour une durée de vingt-six ans à dater du 1^{er} janvier 1719 (3).

(1) M. Levasseur et d'autres auteurs indiquent à tort comme profit 525 livres.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1589.

(3) En vertu d'un compte dressé le 6 mars 1720, la Compagnie des Indes remboursa 686.679 livres à la Compagnie d'Afrique ; elle fut, en outre, condamnée par

Nous avons dit que le total des valeurs des actions en bourse, mères et filles, s'élevait à 150 millions; encore faudra-t-il ajouter la valeur des 9.000 actions créées par la banque au nom de la Compagnie d'Occident. Un tel marché nécessitait une énorme quantité de moyens d'échange, numéraires ou billets, autrement les transactions deviendraient difficiles et pourraient entraîner un fléchissement du cours. Pour l'alimenter, il n'était pas facile d'augmenter la monnaie métallique (à cette époque, le numéraire or et argent était en France à peu près d'un milliard de livres), les mines d'or et d'argent de la Louisiane devaient bien, dans un court délai, inonder le royaume de ces précieux métaux, mais pour le moment il fallait avoir recours aux billets. La banque, dans les seuls mois de juin et de juillet, en émit pour 290 millions de livres, son émission totale atteignait 400 millions.

Law pensa qu'une brusque demande de remboursement en espèces d'une partie des billets en circulation pouvait montrer au public le défaut d'équilibre entre la couverture et la circulation et entraîner la ruine du système. Pour éviter cela, il fallait se rendre le maître de la monnaie métallique, de façon à pouvoir la déprécier et rendre son emploi difficile.

Le 20 juillet, il fit céder pour neuf ans, à la Compagnie des Indes, le privilège de la fabrication des monnaies (1). Cette acquisition lui coûtait 50 millions de livres divisées en quinze paiements mensuels. C'était une bonne affaire, non pas qu'ainsi, comme il le croyait, il évitait le danger de la rupture d'équilibre entre billets et métal, mais parce que

arrêté du Conseil du 31 janvier 1723 à lui payer la somme de 150.000 livres pour les forts, armées, maisons, magasin du cap Nègre et Bastion de France.

(1) Voir Thiers, *Le système de Law*.

l'on gagnait 8 p. 100 sur la fabrication et que les refontes augmentaient encore ce bénéfice que l'on pouvait estimer à 11 ou 12 millions par an.

Pour se procurer les 50 millions, un arrêt du 27 juillet 1719 l'autorisa à émettre 50.000 nouvelles actions de la Compagnie des Indes de 500 livres chacune. A ce moment, les actions, mères et filles, étaient au cours de 1.000 livres et l'avidité des agioteurs toujours croissante. Law décida de livrer les *actions des monnaies* au taux des autres, c'est-à-dire avec une prime de 500 livres par action. En outre, Law décida qu'on n'obtiendrait 1 action qu'en présentant 4 « mères » et 1 « fille ».

Le délai pour se libérer était de vingt mois. Les termes égaux et de mois en mois, de 25 livres chacun, sauf le premier paiement, le titre étant délivré contre 525 livres (500 livres de prime plus 25 livres de premier terme). Le total des 50.000 actions à 1.000 livres l'une donnait 50 millions, somme due au roi.

L'empressement fut ce qu'il avait été précédemment. Il fallait se hâter, les registres de souscription ne devaient être ouverts que pendant vingt jours. Les bureaux furent assiégés, les actions s'arrachèrent et on les baptisa les *petites-filles*.

Du mois de mai à la fin de ce mois de juillet, la situation financière de la Compagnie ne s'était pas autant modifiée qu'auraient pu le laisser supposer les émissions successives d'actions. En effet, les filles, dont le deuxième versement n'était pas encore effectué, n'avaient fait rentrer dans les caisses que 75 livres $\times$ 50.000, soit 3.750.000 livres. Quant aux petites-filles, leur produit devait être versé à l'État.

« Les 300 millions de capital nominal de la Compagnie des Indes se réduisaient, en réalité, à moins de 9 millions et

le reste ne consistait qu'en espérances » (1), dit M. Levasseur.

M. Levasseur, comme M. Weber (2), commet, nous croyons, une erreur en attribuant 300 millions de capital nominal à la Compagnie. Celle-ci avait bien 300.000 actions, savoir 200.000 d'Occident, 50.000 filles et 50.000 petites-filles (nous omettons volontiers les 9.000 émises par la Banque au nom de la Compagnie), mais émises à 500 francs (valeur nominale); cela fait 150 millions.

D'ailleurs, Thiers aboutit lui aussi au même résultat : 300.000 actions et 150 millions de capital nominal (3).

Quoi qu'il en soit, si M. Levasseur se trompe quant au capital nominal de la Compagnie, il est probable qu'il s'est peu écarté de la vérité quant aux fonds réels existants dans la caisse de celle-ci.

Nous avons vu qu'au mois de mai, l'encaisse pouvait s'élever à 3.500.000 livres. Ajoutons-y les 3.750.000 livres de filles, cela nous donne 7.250.000 livres. Supposons que malgré les frais d'organisation, de création de chantiers, de transport de colons, de défrichement, etc., le commerce eût donné quelques bénéfices et, nous arrivons à ce chiffre de 9 millions.

Law connaissait l'état réel des finances de la Compagnie. Cela ne l'empêcha point, le 26 juillet 1719, de réunir une assemblée générale des actionnaires et de leur promettre, à partir du 1^{er} janvier 1720, de leur donner deux dividendes de 6 p. 100 chacun par an, soit 12 p. 100 (4). Cela faisait

(1) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 112.

(2) Weber. *La Compagnie française des Indes*, p. 310.

(3) Thiers, *Le système de Law*.

(4) L'assemblée générale comprenait la direction et les actionnaires ayant au moins 50 actions (statuts de la Compagnie d'Occident).

60 livres par action et 18 millions pour les 300.000 livres qu'il faudrait prélever bon an, mal an, sur la caisse de la Compagnie. Cet intérêt représentait du 12 p. 100 pour les Occident, un peu moins pour les filles, et du 6 p. 100 pour les petites-filles (au prix auquel elles s'étaient vendues au bureau d'émission).

Thiers estime que, quoique très hardie, cette promesse n'était pas impossible à tenir. Au contraire, pour Levasseur, cette promesse « ne pouvait être qu'un appât fourni à l'agio-tage ».

Law avait formé encore d'autres projets et il avait hâte de les réaliser. Il demanda et obtint, le 27 août 1719, le bail des fermes générales enlevées aux frères Paris. La ferme générale comprenait la plupart des impôts indirects que l'ancien régime affermais moyennant une redevance fixe. Les frères Paris donnaient 45.500.000 livres. Law s'engagea à donner 52 millions par an.

Un arrêt du 27 septembre y joignit les droits d'aide et de contrôle, de francs fiefs et d'amortissement, et dans le même mois il obtint, au prix d'une redevance de 1.430.000 livres, la ferme des salines de Moyen-Vic, des gabelles de Franche-Comté et d'Alsace.

Law avait ainsi détruit l'antisystème dont les actions faisaient concurrence aux siennes et établi en France l'unité dans l'administration des impôts indirects.

L'arrêt du 27 août 1719 modifia la durée des privilèges de la Compagnie des Indes ; il lui confirmait tous ceux qui lui avaient été accordés pour une durée de cinquante ans, c'est-à-dire jusqu'en janvier 1770 (1).

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article. *Compagnie des Indes* col. 1589.

Maître de la perception des impôts indirects, Law songea à s'emparer de celle des impôts directs.

Par ordonnance du 10 octobre 1719, Law fit supprimer les receveurs généraux, qui avaient pour mission de percevoir les impôts des receveurs de tailles. Dorénavant, les receveurs de tailles devraient verser les impôts perçus par eux dans les caisses de la Compagnie qui, à l'échéance, devrait elle-même payer au Trésor royal le total de l'imposition de l'année.

Par toutes ces opérations, Law avait engagé la Compagnie « à verser au roi, à différents titres, 125 millions de livres par an » (1).

Il espérait, d'ailleurs, que ces opérations fiscales lui donneraient de gros bénéfices, et cet espoir avait peut-être contribué à lui faire promettre les 12 p. 100 d'intérêt.

Restait à rembourser les dettes de l'État et Law aurait tenu tous ses engagements vis-à-vis du régent. Il n'avait, en effet, obtenu le bail des fermes qu'à la condition de rembourser les rentes. Law, en les recevant, le 27 août 1719, avait promis 1.200 millions.

La dette publique était de 13 à 1.600 millions, l'intérêt à servir de 80 millions. Aussi, dès le 12 octobre, le prêt de la Compagnie fut porté à 1.500 millions (2).

Comment parvenir à faire un pareil prêt? A cette époque, la France tout entière ne possédait pas une pareille somme.

Law eut recours à ses moyens habituels : les billets et les actions.

Le 31 août 1719, les rentes sur l'État furent supprimées.

(1) Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 119.

(2) Forbannais, *Recherches et considérations sur les finances en France depuis 1595 à 1721*, Paris, 1758.

Les porteurs de rentes sur l'État, de billets d'État, des actions de ferme payées en contrats de rentes « furent invités à se rendre aux bureaux du Trésor où l'on devait leur donner un récépissé mentionnant la valeur liquidée de leur créance, et ils devaient ensuite présenter ce récépissé aux bureaux de la Compagnie qui en acquitterait la valeur en argent ou en billets de banque » (1).

La banque devrait fabriquer des billets en quantité suffisante pour opérer ce remboursement et il était décidé qu'on les annulerait immédiatement lorsqu'ils reviendraient dans la caisse de la Compagnie, lors des émissions des actions.

La Compagnie émettrait des actions pour une somme égale au prêt. L'État fournirait un intérêt de 3 p. 100, ce qui produirait 45 millions. Le Trésor obtiendrait ainsi une économie d'une quinzaine de millions. Law, de son côté, promettait un intérêt minimum de 4 p. 100 aux porteurs de la dette convertie en actions. Il comptait sur les 15 ou 16 millions de bénéfices de la ferme générale pour combler la différence (2).

Le 13 septembre 1719, le roi autorisa l'émission de 100.000 actions de 500 livres; mais comme, à ce moment, les *mères* et les *filles* étaient au cours de 5.000 livres, fidèle à son système, Law délivra les nouvelles actions avec une prime de 4.500 livres. Ainsi les 100.000 actions, au lieu de ne donner que 50 millions, donneraient 500 millions, le tiers de ce qui était nécessaire pour rembourser les rentes.

Les facilités de paiement étaient très grandes, au lieu d'exiger le versement immédiat de la prime, on demanda

(1) Thiers, *Histoire de Law et de son système*.

(2) Cette différence provenait de ce que le roi ne lui verserait que 3 p. 100, tandis que Law donnerait 4 p. 100.

seulement 500 livres comptant, d'où le surnom de *cinq cents* donné à ces actions, et l'on n'exigea plus de présenter des mères et des filles. Pourtant, demander comme on l'avait fait jusqu'alors la totalité de la prime aurait peut-être été un sage moyen qui aurait écarté les agioteurs; mais Law ne voulut pas cet obstacle à la hausse et il décida que les actions seraient payées en dix versements égaux de 500 livres.

Aussi l'empressement fut prodigieux; tous croyaient qu'acheter des actions était un moyen sûr et rapide d'arriver à la fortune. De plus, c'était le seul placement de 1.500 millions de la dette publique, et même le seul placement des capitaux en France, puisque la Compagnie absorbait peu à peu toutes les grandes activités commerciales et financières du pays.

On s'empressait donc d'acheter des actions dans l'espoir, les uns de faire un placement, les autres, et c'étaient les plus nombreux, dans l'espoir de revendre ces mêmes actions à un taux beaucoup plus élevé aux malheureux créanciers de l'État. L'accaparement était facile, puisque avec 50.000 livres versées comptant on pouvait avoir 100 actions. Les créanciers de l'État, se voyant ainsi privés de leur placement, se plaignirent de ne pas avoir un tour privilégié sur les autres acheteurs. Law était très heureux de ces plaintes, cela montrait combien les actions étaient demandées, il s'empressa toutefois d'y satisfaire; le 26 septembre, treize jours après l'ouverture de la souscription, il fit rendre un édit par lequel le paiement des actions ne pouvait être fait qu'en billets d'État ou en récépissés de remboursement.

La première souscription fut presque aussitôt remplie. Il manquait encore 1 milliard à la somme nécessaire. L'arrêt du 28 septembre 1719 autorisa l'émission de 100.000 nouvelles actions aux mêmes conditions.

L'empressement fut le même. Par l'édit de constitution de

la Compagnie, la noblesse pouvait acheter des actions sans déchoir. Aussi se livra-t-elle avec frénésie à ce trafic. Les actions délivrées contre 500 livres à l'hôtel de Nevers se vendaient 6, 7, 8.000 livres dans la rue Quincampoix.

Law voulut profiter de cette faveur d'agiotage pour lancer sa troisième souscription de 100.000 actions qui devait lui donner son milliard et demi. Elle fut ouverte le 20 octobre, quatre jours après la deuxième. Cette fois c'était aller trop vite, le cours des actions fléchit, rue Quincampoix, elles descendirent à 6 et 5.000 livres; mais ce ne fut qu'un moment d'hésitation, bientôt elles remontèrent. L'affluence fut la même à l'hôtel de Nevers, où on délivrait les récépissés. Rue Quincampoix, la foule des agioteurs se pressait du matin au soir. Dès fin octobre, le cours des actions y atteignait 11.000 livres; en décembre, le possesseur d'une action achetée au bureau de la Compagnie, qui n'avait encore versé que 1.500 livres, trouvait à la revendre 12.500 livres et plus. Emporté par l'élan, Law créa 24.000 actions qu'aucun arrêt n'avait autorisées; aussi les arrêts du 12 novembre et du 10 décembre 1719 durent intervenir pour décider qu'il n'y aurait plus d'émission de nouvelles actions.

Law était au comble de sa puissance.

« La Compagnie n'est plus à cette époque une entreprise de commerce dont on puisse estimer le capital et les profits. » (1).

Le 30 décembre, Law réunit l'assemblée des actionnaires de la Compagnie des Indes. Ce fut une apothéose. Le régent vint lui-même présider l'assemblée, Law n'y figura que comme simple directeur; mais c'était lui qui dirigeait tout.

(1) *Mémoire* de l'abbé Morellet joint à l'*Encyclopédie méthodique*, à l'article *Compagnie des Indes*.

Considérant que le taux de 12 p. 100 ne donnant que 60 francs par action, dont le cours à ce moment était de 12 et 13.000 francs, ce qui faisait environ 1 et demi p. 100 était insuffisant et entraînerait une chute du cours, il proposa qu'à partir du 1^{er} janvier 1720, l'on servit un intérêt de 40 p. 100, soit 200 livres par action.

Or il y avait, à ce moment, 634.000 actions de la Compagnie qui se répartissaient comme il suit :

Actions de fondation de la Banque générale	4.200
Actions de la fondation de la Compagne d'Occident.	200.000
Actions émises par la Banque au nom de la Compagnie : <i>les mères</i>	9 000
1 ^{re} émission de la Compagnie des Indes : <i>les filles</i> ..	50.000
2 ^e émission de la Compagnie des Indes : <i>les petites-filles</i>	50.000
Émissions des cinq cents :	
1 ^o Créées le 13 septembre 1719	100.000
2 ^o Créées le 28 septembre 1719	100.000
3 ^o Créées le 2 octobre 1719	100.000
4 ^o Créées le 4 octobre 1719 (sans autorisation)...	24.000
Soit au total.....	634.000

Toutes les actions étant, valeur nominale, à 500 livres ; elles représentaient 317 millions, valeur nominale, mais au cours, près de 8 milliards.

M. Thiers (1), lui, établit son compte, non pas d'après la valeur nominale de l'action, mais d'après le prix auquel elle a été délivrée au bureau de la Compagnie au moment de l'émission.

(1) Thiers, *Histoire de Law et de son système*

Il arrive au résultat suivant :

Premières actions...	200.000 actions	400.000.000 de livres
Secondes actions...	50.000 »	27.000.000 »
Troisièmes actions...	50.000 »	50 000.000 »
Pour les dernières...	300.000 »	4 500.000.000 »
Totaux	600.000 »	4 677.500.000 »

La Compagnie ayant émis 634.000 actions en avait gardé 100.000 par devers elle; le roi en ayant autant, il restait 434.000 actions sur le marché. Le roi et la Compagnie pouvant se passer d'intérêt, Law déclara à l'assemblée que, donnant 200 livres d'intérêt par action (1), 84 millions seraient nécessaires. Or, d'après lui, les ressources de la Compagnie étaient suffisantes pour verser un tel taux. Il les établissait de la façon suivante :

Rente des fermes.....	48 millions.
Bénéfices sur les fermes.....	12 »
Bénéfices sur les tabacs.....	6 »
Bénéfices sur les recettes générales.....	1 »
Bénéfices sur les monnaies.....	12 »
Bénéfices sur le commerce.....	12 »
Total.....	91 »

Dans ce tableau, Law exagérait trop les revenus et bénéfices. L'économiste Dutot (2) lui-même, qui était secrétaire de Law et son fervent partisan, arrive à un résultat plus modeste :

(1) 200 livres par action donnaient, au cours du moment, environ 1 liv. 13 sous d'intérêt pour 100 francs en ne mettant ce cours qu'à 1.200 livres. En effet, $\frac{200 \times 100}{1.200} = 5/3$. Ce qui était bien peu et montrait bien que les actions étaient montées aussi haut par le fait de l'agiotage, et que la baisse ne pouvait tarder dès que l'on s'en serait rendu compte.

(2) Dutot fut le secrétaire dévoué de Law et écrivit ses réflexions politiques sur le commerce et les finances.

Rente sur l'État.....	48.000.000 de livres.
Bénéfices des fermes.....	15.000.000 »
Tabacs.....	2.000.000 »
Monnaies.....	4.000.000 »
Commerce.....	10.000.000 »
Recettes générales.....	4.500.000 »
Total.....	80.500.000 livres (1).

M. Thiers arrive au même résultat. Il estime le revenu de la Compagnie, pendant l'année 1719, à 80.500.000 livres.

Law fournit son chiffre de 91 millions à l'assemblée et on le crut. Il fut décidé, en conséquence, qu'à partir du 1^{er} janvier 1720, la Compagnie donnerait 200 livres par action. Le soir même de la réunion, l'enthousiasme était tel que de 12.000 livres, les actions montèrent à 15.000 livres, et le 5 janvier 1720, elles passèrent à 18.000 livres.

Mais la fausseté du chiffre des bénéfices énoncés, la faiblesse même de l'intérêt promis, en admettant que la Compagnie pourrait le verser, $\frac{200 \text{ liv. } \times 100}{18.000} = 1,01 \text{ p. } 100$, devaient entraîner une débâcle dès que l'on ne serait plus grisé et que l'on s'apercevrait de la réalité.

Pour la Compagnie, « triste perspective quand on songe à tous les efforts tentés jusque-là pour peupler sa colonie et étendre son commerce. Par la débâcle, tout cela resterait stérile » (2).

A cet apogée de la valeur des actions, on peut se demander quelle était sa situation commerciale.

Le principal effort de la Compagnie fut de tenter de développer et de mettre en valeur sa concession de la Louisiane « Tous les efforts, toute l'attention sont pour le Mississipi. »

(1) Ce tableau se trouve dans les *Recherches historiques du système de Law*, par M. Levasseur, p. 150.

(2) Bonnassieux, *Les grandes compagnies*.

En France, la réclame dépassait celle qu'avait faite Charpentier au temps de Colbert. On représentait la Louisiane comme un paradis où chacun sans effort pouvait s'enrichir. « On y voit des montagnes remplies d'or, d'argent, de cuivre, de plomb, de vif argent. » (1). On annonçait gravement qu'un officier de la Compagnie avait été prendre possession d'une montagne d'émeraude et que 12.000 Indiennes étaient réunies dans d'immenses ateliers pour travailler la soie, que le tabac y était meilleur que celui du Maryland et l'indigo de premier choix.

Le *Mercur*e publiait que la Nouvelle-Orléans était déjà une grande ville de 800 belles maisons et de 5 paroisses. En 1721, le P. Charlevoix n'y rencontre encore « qu'une centaine de baraques, un grand magasin, deux ou trois maisons » (2).

Cependant, tout n'était point complètement faux. Au Bayagoulas, près des bouches du Mississipi, M. Paris avait une concession dont le terrain était excellent et semé de mûriers. On y récoltait de la soie fort belle et on commençait à y cultiver le tabac et l'indigo.

Aux Natchez, au milieu du canton le plus beau et le plus fertile de la Louisiane (3), un grand nombre de concessions particulières étaient déjà en état de rapport, dont une ayant 4 lieues carrées (c'est-à-dire de première grandeur) appartenait à une société de Malouins qui l'avaient achetée à M. Hubert, président du Conseil de la Louisiane.

La Compagnie y avait aussi une concession qui lui appartenait en propre. Elle y avait envoyé des agriculteurs de Clérac pour y cultiver le tabac. Le tabac y réussit fort bien ;

(1) *Journal de la régence S. F.*, 1886, t. III, p. 1416.

(2) Charlevoix, *La Nouvelle-France*, t. III, p. 414, Paris, Nyon fils, 1744.

(3) Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 430.

malheureusement presque tous les ouvriers de Clérac repartirent trop tôt. On trouvait en outre au Natchez un magasin entrepôt de la Compagnie (1).

Au Yassous, le comte de Belle-Isle et M. le marquis d'Asfeld, ayant formé une société, avaient établi une grande concession. Au confluent de l'Arkansas et du Mississipi, Law établissait sa propre concession où il espérait envoyer 9.000 Allemands, qu'il devait lever dans le Palatinat. Le terrain était bien choisi; mais Law ne put mettre son projet à exécution, les 9.000 Allemands ne vinrent pas et en 1721, M. Charlevoix n'y voit que « les tristes débris de la concession de M. Law dont la Compagnie est restée propriétaire » (2).

M. de Bienville était à cette époque gouverneur de la Louisiane. C'était un officier expérimenté, d'un grand courage, aimé des colons et des sauvages; ce qui était très important.

La Compagnie, de son côté, faisait tout son possible pour peupler cet immense désert et en hâter la colonisation, mais les moyens qu'elle employait n'étaient pas toujours heureux.

Pour fournir des bras à la culture, elle envoya tout d'abord des vagabonds, les sans-travail, ramassés par des agents spéciaux qui arrêtaient souvent arbitrairement et commettaient bien des abus. Les personnes ainsi arrêtées étaient dirigées sur Nantes, d'où les navires les transportaient à la Louisiane. On y envoyait aussi des condamnés, surtout des « faux saulniers » punis aux galères, des prostituées qu'on mariait avec les repris de justice avant l'embarquement, la chaîne aux pieds. Par une permission du roi, faite jadis à la

(1) Charlevoix, *La Nouvelle-France*, t. III, p. 416.

(2) Charlevoix, *op. cit.*, t. III, p. 411.

Compagnie d'Occident, les jeunes gens des deux sexes qui s'élevaient dans les hôpitaux de Bicêtre, de la Pitié, de l'Hôpital général et des Enfants Trouvés, pouvaient aussi être embarqués par la Compagnie pour la Louisiane.

Mais la Compagnie et l'opinion publique se lassèrent bien vite de pareilles recrues et, dès le début, la Compagnie refusa les condamnés et ne fit plus ramasser les vagabonds.

Elle chercha à attirer des émigrés et des concessionnaires. Pour cela elle s'adressa à la vanité et à l'intérêt.

« Elle crée, dans ces terres inconnues et vierges, des duchés, des comtés, des marquisats que les parvenus enrichis de la veille achètent fort cher. » (1).

Elle accorde des concessions à d'entrepreneurs particuliers. Elle fournit à ceux qui veulent s'y établir, de l'argent, des outils et des terres, les dégrevant pendant trois années de tout impôt, puis ne demandant que le dixième du produit de la concession.

Elle engage des Suisses, des Allemands; des nègres sont emmenés du Sénégal et des Iles. Elle vend aux riches et aux nobles des concessions de première grandeur. Certains de ceux-ci se forment en société. Nous avons rencontré aux Yassous celle du comte de Belle-Isle et du marquis d'Asfeld, aux Natchez celle des Malouins. Le 10 janvier 1720, il s'en forme une entre le duc de la Force, M. Girardin de Vauvray, le comte de Masetti, le chevalier Fontana et le comte de Grancey. Les associés apportèrent chacun une concession de 4 lieues carrées, sauf le duc de la Force qui en apportait une de 8 lieues.

La plupart de ces sociétés ne pouvaient donner de bons résultats, souvent leurs propriétaires restant en France et ne se rendant pas sur leur concession.

(1) Weber, *op. cit.*, p. 315.

En résumé, en janvier 1720, la Louisiane n'était pas l'Eldorado promis par la réclame et ne renfermait point toutes les merveilles représentées par les estampes et les réclames de M. de Law; mais la Compagnie avait déployé de grands efforts pour peupler ses solitudes. Des villages, des concessions s'étaient formés; les bases d'une ville étaient posées, la culture du mûrier, du tabac, de l'indigo, du riz, de la canne commençait et promettait de bons résultats. D'autre part, le gouverneur Bienville avait su s'allier tous les sauvages voisins des concessions, ce qui était un gros élément dans la vie et la prospérité de la colonie. Malheureusement, nous verrons qu'il n'en sera pas longtemps ainsi. Mais la Compagnie des Indes étendait ses privilèges et son monopole sur d'autres pays que la Louisiane.

Elle déploya une activité sans pareille. En mars 1719, elle n'avait que 16 vaisseaux. A la fin de la même année, Michelet lui en attribue 30. Il est au-dessous de la vérité; car, à cette époque, 30 de ses navires mettaient à la voile pour la Louisiane, le Sénégal, Madagascar, l'Inde, la Chine, dont 7 pour la Louisiane et 11 pour les trois dernières destinations emportant 8 millions en espèces et à la même époque un convoi revenait de la mer du Sud avec un chargement de 12 millions, ce qui d'ailleurs provoqua des réclamations de la part du gouvernement espagnol; le commerce de la mer du Sud nous étant interdit depuis le Traité d'Utrecht.

D'autre part, la Compagnie avait quelques navires pour son commerce avec la Barbarie. Le total de ses vaisseaux dépassait donc 30.

En France, Lorient prenait de l'extension. La Compagnie y faisait élever des magasins, des ateliers. Elle acquit du roi Belle-Isle, moyennant une redevance de 50.000 livres par an. Elle voulait y établir des magasins et des chantiers.

Malgré les précautions de Law, la vérité concernant la Louisiane ne pouvait pas tarder à se faire jour. Il avait bien pu s'assurer du silence de l'ancien gouverneur Lamothe-Cadillac en l'envoyant à la Bastille; mais des caricatures faites en Hollande circulaient à côté des merveilles représentées par les estampes de la Compagnie. Les marins, les déserteurs, les ouvriers de retour du Mississipi racontaient ce qu'ils avaient vu, les mauvaises nouvelles étaient ainsi colportées, grossies. Peu à peu on douta, la confiance disparut en cet Eldorado promis.

Law était encore en plein triomphe. Le 3 janvier 1720, devenu catholique, il était nommé contrôleur général; puis au mois de mars le régent rétablit en sa faveur le titre de surintendant des finances (1).

Cependant la chute était proche. Les mauvaises nouvelles de la Louisiane, la trop grande quantité de papiers en circulation, la disproportion entre l'intérêt servi et le cours des actions produisirent leurs premiers effets. Les gens renseignés ou prudents commencèrent à réaliser leurs titres. Le public ne reçut plus les billets qu'avec défiance, les ouvriers n'en voulurent plus pour leur salaire. De leur côté, les commerçants commençaient à comprendre qu'il existait une différence entre l'or, l'argent et les billets; que ces derniers n'avaient de valeur que par la volonté du roi et par la garantie en caisse. Mais quelle était cette garantie? Certainement bien inférieure à l'immense quantité de billets en circulation (plus de 1 milliard en 1720). Et eux aussi ne voulurent plus de billets.

Law déclara que l'on n'émettrait plus ni actions, ni billets, mais il força les rentiers à recevoir leurs intérêts ou leur

(1) *Journal de la régence S.-F.*, 883, t. II, p. 1078.

remboursement en billets et il fit proscrire l'emploi de l'or et de l'argent dans les paiements au-dessus de 100 livres. En outre, pour empêcher le commerce de s'en servir, on fixa arbitrairement la valeur de ces métaux. On décida que les billets vaudraient toujours 5 p. 100 de plus que les valeurs métalliques. On défendit aux particuliers d'en avoir chez eux, d'où des mesures vexatoires, telles que nombreuses perquisitions. Toutes ces mesures étaient malheureuses et ne pouvaient que diminuer la confiance ou plutôt augmenter la défiance vis-à-vis des papiers. L'or et les titres quittaient le royaume. Aux frontières, on dut augmenter la surveillance. Beaucoup de voyageurs furent trouvés porteurs de valeurs qu'ils essayaient de passer à l'étranger. Les frères Paris furent de ce nombre. On leur confisqua 7 millions qu'ils faisaient passer en Lorraine, et chez eux on leur en prit 7 autres.

Au début de janvier 1720, les actions étaient à 17 et même 18.000 livres. Cette hausse prodigieuse n'avait été possible que parce que la banque avait créé sans compter les billets. Les billets n'inspirant plus la même confiance, les transactions devinrent plus difficiles. A cela il faut ajouter le discrédit qui rejaillit sur les actions et l'effet de mauvaises nouvelles répandues dans le public. Les actions baissèrent à 11 et 10.000 livres.

Law, pour enrayer la baisse, voulut empêcher l'agiotage des particuliers. Le 11 février 1720, il fit défendre de vendre autrement qu'au comptant les actions de la Compagnie, celle-ci se réservant seule le droit de prime.

Pour sauver le système, il aurait fallu :

1° Séparer complètement le sort des billets et celui des actions;

2° Laisser les actions baisser et prendre peu à peu un cours normal. C'était peut-être un grand sacrifice, mais il aurait peut-être empêché la banqueroute.

Law résolut le contraire : 1° unir complètement la banque à la Compagnie ; 2° enrayer par tous les moyens possibles la baisse des actions.

Pour prendre ces mesures, il convoqua, le 22 février 1720, à l'Hôtel de la Banque, une assemblée générale de la Compagnie.

« C'était, dans l'espace de deux mois, la seconde fois que les actionnaires se trouvaient réunis ; mais les choses avaient bien changé depuis le 1^{er} janvier 1720. A l'ivresse du succès avaient succédé le désenchantement et les terreurs de la banqueroute prochaine ». (1).

« Son Altesse royale Mgr le duc d'Orléans, régent du royaume, ayant fait l'honneur à la Compagnie des Indes de venir présider à son assemblée générale, ce prince y fit plusieurs propositions de la part du roi ; entre autres que la Compagnie se chargerait de la régie et administration de la Banque royale, dont elle compterait tant en recette qu'en dépense, par état au vrai, au conseil et par un compte en forme à la Chambre de la manière prescrite par la déclaration du 4 décembre 1718 ». (2).

Ainsi était décidé : 1° l'union des deux grands rouages du système : la Banque et la Compagnie ; 2° on rendait cette dernière responsable de toute l'administration. La Compagnie devait recevoir les 6 millions du capital de la Banque ; mais il n'en fut rien et cette omission fut plus tard utile à la Compagnie ; 3° on régla les rapports de la société avec le roi afin de rassurer les actionnaires et les possesseurs de billets « contre le débordement et la prodigalité royale. C'est

(1) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 210.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1590.

pourquoi Sa Majesté était suppliée de céder à la Compagnie 100.000 actions qui lui appartenaient et qui lui seraient payées 900 millions sur le pied de 900 livres l'action ; sur cette somme, 600 millions seraient acquittés par la Compagnie qui, pendant dix ans, verseraient tous les mois 5 millions au Trésor ; les 300 autres seraient, dans le courant de l'année 1720, déposés dans la caisse de la Banque pour les besoins de l'État. Ce dépôt devait servir de mesure au crédit du prince et la Compagnie ne devait, en aucun temps et dans aucune circonstance, lui faire d'avances.

» 3° De soutenir les billets en augmentant leurs privilèges, en diminuant leur quantité » (1).

Enfin la Compagnie fut autorisée à créer pour 500 millions d'actions rentières sur elle-même à 2 p. 100 d'intérêt ; mais ce devait être sa dernière émission.

Par arrêt du lendemain, 23 février 1720, le roi approuve, confirme et ordonne l'exécution des décisions de l'assemblée, nomme le sieur Law contrôleur général des finances, inspecteur général de la Compagnie des Indes et de la banque réunies et commettant un conseiller d'État pour, conjointement avec le prévôt des marchands de la ville de Paris, assisté de deux des plus anciens échevins, le juge, le premier consul de la juridiction consulaire, faire la visite des caisses et livres de la banque quatre fois par an et même plus souvent s'ils le jugeaient à propos sans aucun avertissement préalable.

Le résultat de ces mesures ne fut pas ce qu'en attendait Law.

Après avoir remonté pendant quelques jours, les actions recommencèrent à descendre.

(1) Voir Duhautchamp, *Histoire du système*, t. III, p. 50.

Le 5 mars 1720, Law fit rendre un édit par lequel le prix des actions était fixé à 7.000 livres. Le même édit portait qu'un bureau serait ouvert à la banque pour changer à volonté une action contre 9.000 livres billets ou 9.000 livres billets contre une action (1).

Cette combinaison était assez ingénieuse. Toute action convertie en billets et déposée à la banque cessait de porter intérêt, ce qui faisait que le nombre d'actions portant intérêt diminuait et que, par conséquent, on pourrait élever le dividende de ces dernières.

Malheureusement, le public ne tenait pas plus aux billets qu'aux actions, et d'autre part c'était une erreur de vouloir fixer le cours de ces dernières.

Le moment était venu de payer les 200 livres d'intérêt promises par actions. Il y avait dans le public 634.000 actions, moins 100.000 que devait remettre le roi et 100.000 appartenant à la Compagnie, soit 434.000. Pour les 200.000 actions du roi et de la Compagnie, il n'était pas nécessaire de verser les intérêts. Il restait à payer ceux des 434.000 actions, desquelles il faut déduire celles qui avaient été remboursées au bureau de la banque.

Les particuliers, de leur côté, devaient encore à la Compagnie, pour le prix des actions, 878.500.000 livres. Il fallait faire rentrer au plus vite le plus de numéraire possible, autrement c'était la banqueroute.

Pour y parvenir, Law, par les arrêts des 5 et 12 mars, fit décider que les souscriptions et les primes seraient converties en actions. On recevrait en paiement les souscriptions et les primes à un prix fixé.

Par cette mesure, le nombre des actions se trouva diminué

(1) Levasseur, *Recherches historiques du système de Law*, p. 215.

d'un tiers (1). Cependant cela n'arrêta pas la chute. Law fit fermer le marché de la rue Quincampoix, toujours dans l'espoir d'empêcher l'agiotage qui était maintenant à la baisse et qu'il avait encouragé tant qu'il était à la hausse. Les agioteurs se transportèrent place de la Victoire, puis place Vendôme.

Dès l'ouverture des bureaux de conversion, les porteurs d'actions s'y précipitèrent. Ils avaient hâte, en effet, de les rendre à la Compagnie pour 9.000 livres, alors que depuis le début de mai ils en auraient trouvé à peine 8.000 livres.

La banque fut obligée de payer en billets les actions qu'on lui présentait. Bientôt elle en manqua et fut obligée d'en émettre de nouveaux. La circulation des billets s'éleva au chiffre fantastique de 2 milliards et plus, et ils perdirent 40 et 50 p. 100 de leur valeur.

« Il ne restait plus qu'une ressource, réduire sur le champ la valeur nominale de l'action et du billet. On n'avait pas voulu, à temps, abandonner les actions pour sauver les billets; maintenant, il fallait tout sacrifier. » (2).

Le régent, poussé par d'Argenson, garde des Sceaux, fit rendre l'édit du 21 mai 1720. Law, quoique opposé à l'édit, en fut cependant le rapporteur.

M. Weber pense, au contraire, que l'édit émane de Law; « son intervention (en parlant de l'édit) était si inattendue qu'on s'est demandé si elle n'était pas l'œuvre des ennemis que Law avait dans le conseil et leur première victoire sur lui. Il paraît bien cependant qu'elle émane de lui... Law signait ainsi lui-même l'arrêt de mort » (3).

(1) Thiers, *Histoire de Law et de son système*, et E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 216.

(2) Thiers, *op. cit.*, p. 320.

(3) Weber, *La Compagnie française des Indes*.

Il est, en effet, à remarquer que le début de l'édit était très habile et faisait retomber la responsabilité de la situation sur les ennemis du système « qui avaient voulu réunir la Banque et la Compagnie et avaient, par suite, forcé le roi à affaiblir les espèces pour les soutenir ; mais comme cette diminution de leur valeur devait amener celle du prix des denrées, des immeubles et des meubles, Sa Majesté croyait devoir, dans l'intérêt général, diminuer la valeur numéraire des actions de la Compagnie et des billets de la Banque, pour les mettre en juste proportion avec les espèces et les autres biens ».

Cependant, M. Thiers est bien d'avis que ce sont les ennemis de Law qui furent les vrais auteurs de l'édit de mai et M. Levasseur estime que tout au moins Law dut hésiter longtemps avant de se décider à prendre des mesures qui diminuassent de moitié la valeur de la Compagnie.

Les actions devaient être réduites par échelonnement de la façon suivante :

Au 22 mai.....	8.500 livres.
Au 1 ^{er} juillet.....	8.000 »
Au 1 ^{er} août.....	7.500 »
Au 1 ^{er} septembre.....	7.000 »
Au 1 ^{er} octobre.....	6.500 »
Au 1 ^{er} novembre.....	6.000 »
Au 1 ^{er} décembre.....	5.500 »

2^o Les billets de banque ne devaient plus valoir au 1^{er} décembre que la moitié de leur valeur au 21 mai.

L'édit causa, dès qu'il fut connu, la stupéfaction et la terreur. De toutes parts, les clameurs s'élevèrent. Il avait été décidé en l'absence du conseil de régence ; dès que ses membres en eurent pris connaissance, ils élevèrent de véhémentes protestations. Le duc de Bourbon, ami de Law même

après sa chute, et qui avait un grand nombre d'actions, fut le plus violent (1). Le Parlement lui aussi protesta, mais dans l'intérêt des particuliers lésés et aussi par aversion contre l'homme du système.

Devant tant de résistance, le régent céda et, par l'arrêt du 27 mai, il cassait celui du 21 du même mois.

C'était un acte de faiblesse de la part du régent. Il cédait à tort à la clameur publique. L'arrêt du 21 mai aurait peut-être eu de bons effets s'il avait été maintenu. Il devenait une calamité dès qu'il était révoqué, car il n'avait eu alors comme résultat que de hâter le discrédit du système.

Des pamphlets circulaient contre Law.

On faisait peser sur lui toute la responsabilité de l'édit du 21 mai et de ses conséquences. N'en avait-il pas été le rapporteur (2) ?

Le 29 mai, le régent fit demander à Law de se démettre de la surintendance des finances et le déchargeait de l'emploi de contrôleur général. En même temps, il lui envoyait une garde soi-disant pour sa sûreté, mais bien plutôt pour s'assurer de la garde de l'hôtel.

Le même jour, les conseillers d'État de la Houssaye et Fagon, accompagnés du prévôt desmarchands, perquisitionnèrent à l'hôtel de la Compagnie et en vérifièrent sa comptabilité qui fut trouvée très bien tenue. On constata la présence dans ses coffres de 21 millions en espèces, 28 millions en lingots et 240 millions en lettres de change. Au total, 289 millions servant de couverture aux 3 milliards de papier en circulation (3).

(1) Cela prouve bien que l'édit avait été pris à l'encontre de Law.

(2) « D'Argenson... fut très accusé d'avoir suggéré cet arrêt par malice et en prévoyant bien tous les maux ». *Saint-Simon*, t. XXXIV, p. 100, édit. Delloye 1842.

(3) *Journal de la régence S. F.*, 1886, t. III, p. 1450.

Malgré, ou plutôt surtout à cause de la révocation de l'arrêt du 21 mai, le coup mortel était porté à la Compagnie et les actions continuèrent à descendre. A la fin de mai, elles étaient à 6.000 livres.

Law fut rappelé; on n'osa pas lui remettre son portefeuille, mais il fut nommé intendant général du commerce (1).

A peine revenu, les édits de mai n'ayant pas rétabli la situation, il chercha, par de nouveaux moyens, à arrêter la débâcle.

Le régent avait ordonné à la Compagnie de dresser son bilan, il fut présenté le 3 juin. Il donnait 300 millions en caisse, 500 vaisseaux sans compter les chaloupes et les brigantins sur mer, une grande quantité de marchandises.

Dans les premiers mois de l'année, la Compagnie, au point de vue commercial et maritime, avait donc pris une grande extension (nous sommes loin, en effet, de la trentaine de navires de fin 1719). Cette prospérité redonna confiance aux directeurs et ils espérèrent, par d'énergiques mesures, éviter la catastrophe.

Il restait sur le marché 194.000 actions. La Compagnie en avait 330.000 et le roi 100.000, qu'il n'avait pas remises, comme le lui prescrivait l'arrêt du 23 février.

Les directeurs prièrent le roi d'abandonner gratuitement ces 100.000 actions; la Compagnie, de son côté, en annulerait 324.000; de cette façon, il ne resterait plus que 200.000 actions et, par cette mesure, la Compagnie se délivrerait d'une dette de 900 millions vis-à-vis du roi.

En revanche, comme il fallait aussi diminuer les billets de banque, la Compagnie faisait remise au roi, sur les 48 mil-

(1) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 248.

lions qu'il devait lui verser annuellement, de 25 millions avec lesquels on constituerait pour 1 milliard de rente à 2,5 p. 100. Ainsi un milliard de billets serait retiré de la circulation.

Les directeurs demandaient aussi la permission de faire aux actionnaires un appel volontaire de 3.000 livres en sus par action. Ceux qui verseraient les 3.000 livres (cela portait l'action à $9.000 + 3.000 = 12.000$ livres) recevraient comme intérêt 360 livres par action, ce qui faisait $\frac{360 \times 100}{12.000} = 3$ p. 100, tandis que les autres actionnaires continueraient à ne toucher que 2,5 p. 100.

Ces mesures étaient bonnes, elles supprimaient les deux tiers des actions, la moitié des billets, débarrassaient la Compagnie d'une dette de 900 millions de livres envers le roi. Le roi lui-même n'y perdait pas, étant dédommagé par l'abaissement de 48 millions à 23 millions de la rente qu'il devait verser annuellement à la Compagnie. Peut-être pouvait-on critiquer les directeurs de promettre 3 p. 100 d'intérêt, car si toutes les 200.000 actions avaient reçu le complément de 3.000 livres, il aurait fallu verser $360 \text{ livres} \times 200.000 = 72$ millions de livres par an ; mais on espérait que les profits du commerce augmenteraient encore et combleraient bientôt le trou creusé dans les revenus de la Compagnie par les 25 millions que le roi donnerait en moins.

Le régent accepta ces mesures et les arrêts des 3 juin et 20 juin 1720 les consacrèrent.

Ces sages mesures venaient trop tard. Le public avait complètement perdu confiance. Bien peu furent les actionnaires qui portèrent les 3.000 livres, et au lieu d'essayer par tous les moyens de diminuer le nombre de billets, un arrêt du 26 juin permit à la Compagnie d'en créer 100 millions de nouveaux.

On courait à la catastrophe. Les groupes se formaient nombreux et compacts sur la place Vendôme où se vendaient les dépouilles des Mississipiens. Le public, par dérision, appela cette place le « Mississipi renversé ». La foule continuait à se presser aux bureaux de remboursement. Autour de la rue Vivienne, on s'écrasait même la nuit. Des scènes de sauvagerie et de désespoir s'y déroulaient. Des émeutes eurent lieu (1). Dès le 5 juin, la troupe fut obligée de faire usage de ses armes et de charger par deux fois. Le régent fut insulté.

Cependant Law tenait tête à l'orage. Il essaya de se servir d'un avantage qu'il avait jusqu'alors négligé. La Compagnie avait vu prolonger ses privilèges par l'arrêt du 27 août 1719, de cinquante ans. Ils devaient expirer en janvier 1770 (2). Law résolut à se les faire concéder à perpétuité. Le régent accepta. L'édit fut présenté au Parlement le 17 juillet et portait qu'à l'avenir la Compagnie prendrait le titre de Compagnie perpétuelle des Indes. Ce jour était mal choisi. Dans la nuit du 16 au 17, une quinzaine de personnes avaient été écrasées par la foule rue Neuve-des-Petits-Champs et rue Vivienne. Au matin, les corps furent placés sur des brancards et portés devant la maison de Law qui fut assaillie à coup de pierres. Un cadavre de femme fut porté au Louvre et exposé sous la fenêtre de Louis XV. La foule, se rendant au Palais Royal pour y montrer trois cadavres au régent, rencontra Law. Il faillit être mis en pièces et ne dut son salut qu'au sang-froid de son cocher.

C'est dans cette atmosphère d'émeute que l'édit fut présenté au Parlement.

(1) *Journal de l'avocat Barbier* à la date du 2 juin; *Journal de la régence S. F.*, 1886, t. III, p. 1451 et 1476.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1589.

Il refusa de l'enregistrer. Le régent exila le Parlement à Pontoise.

Ce même jour, 17 juillet, les coffres de la banque étaient presque vides ; il fallut l'autoriser à ne plus rembourser que les billets de 10 livres. Cette mesure connue, une nouvelle émeute éclata et il y eut encore trois personnes étouffées (1).

« Law essaya d'ouvrir un compte en banque de 600 millions au profit des porteurs de billets et de racheter les 600 autres millions au moyen de l'émission de 70.000 nouvelles actions de 9.000 livres en billets. Ces mesures ne réussirent point. » (2).

Dès ce moment, Law jugea la partie perdue ; mais il tenta encore de sauver la Compagnie en prouvant et affirmant son caractère commercial. Il espérait ainsi la désolidariser de la banque. A cette fin, il se fit octroyer, par les arrêts des 10 septembre et 27 septembre, les privilèges de la Compagnie de Saint-Domingue et le commerce exclusif de la côte de Guinée.

Inutile accroissement, les actions continuèrent à baisser. L'arrêt du 13 septembre les fixa à 2.000 livres.

De la place Vendôme, le marché des papiers avait été transporté à l'hôtel de Soissons ; il fut fermé.

Dès le début d'octobre, on commença les poursuites contre les spéculateurs enrichis. Une liste fut dressée sur laquelle une commission extraordinaire inscrivit les noms que la notoriété publique désignait comme Mississipiens ayant fait fortune par l'agiotage. Ils furent condamnés à déposer un certain nombre d'actions à la Compagnie et s'ils n'en avaient pas ou s'ils n'en avaient pas le nombre suffisant, ils devaient

(1) Thiers, *op. cit.*

(2) Weber, *op. cit.*, p. 328.

en acheter. C'était un moyen par trop arbitraire. Des honnêtes gens furent victimes de fausses dépositions et, par contre, bien des puissants profiteurs du système ne furent pas inquiétés.

Enfin, l'arrêt du 28 octobre donna ordre aux actionnaires de rapporter toutes les actions pour qu'il y fût apposé un nouveau timbre (1). Elles devaient être ensuite rendues aux actionnaires de bonne foi dans les trois jours, aux autres dans les trois ans seulement.

Afin d'éviter la fuite à l'étranger, il fut défendu, sous peine de mort, de voyager sans passeport. Ce fut le dernier coup porté au système. Le public vit, derrière les mesures prescrites par l'arrêt du 28 octobre, une menace de confiscation.

Les ennemis de Law, et ils étaient nombreux, et quelques-uns fort puissants, comme le maréchal de Villars et le duc de Villeroy, proposèrent de le faire arrêter. Lui-même, dès lors, songea à sortir de France.

Le 12 décembre, il résigna ses fonctions; le 13, il partit pour Guernande (2) et demanda au régent ses passeports.

Le duc de Bourbon ne cessait pas de le protéger, et peut-être est-ce grâce à lui qu'il ne fut pas arrêté. Le 20, le duc lui écrivit, lui annonçant qu'il avait obtenu ses passeports. Le 21, il les lui envoya avec une certaine somme d'argent. Law refusa l'argent, prit les passeports et partit aussitôt avec son fils pour la Belgique. Il voyagea dans la voiture de M^{me} de Pric, que le duc avait mise à sa disposition. Il emportait, lui qui était arrivé en France avec plusieurs millions et qui avait tenu dans ses mains, pendant plus d'une année,

(1) E. Levasseur, *Recherches sur le système de Law*, p. 282 et 283.

(2) E. Levasseur, *Recherches sur le système de Law*, p. 286.

toute la richesse du royaume, quelques milliers de francs (8.000 louis) et un magnifique diamant. « A son passage à Maubeuge, l'intendant Sénac de Meilhan arrête Law et demande des instructions à Paris. Le régent répond : Laissez passer. Et le hardi aventurier, le brillant financier s'enfuit à Bruxelles, puis de là à Venise, où il mourut quelques années plus tard dans la pauvreté ». (1).

CHAPITRE III

Liquidation de la Compagnie des Indes.

A peine Law fut-il parti que le séquestre fut mis sur ses biens consistant en terres et en actions.

« Law s'était plus occupé de ses idées que de sa fortune. Tandis que les riches Mississipiens avaient gagné des 30 et 40 millions, lui, possesseur de tous les trésors du système, avait à peine gagné 10 millions, les avait placés en France et n'avait rien envoyé à l'étranger ». (2).

On séquestra ses biens afin de régler ses comptes personnels avec la Compagnie. Cette mesure était injuste, car il était en réalité créancier de celle-ci et non son débiteur.

Le 27 décembre, le conseil se réunit. Le Pelletier de la Houssaye fut nommé contrôleur général de la Compagnie; Crozat et Bernard furent chargés de surveiller l'administration de la Banque et de la Compagnie. Les principaux administrateurs de cette dernière : Bourgeois, Fénélon, Denevest, furent arrêtés et envoyés à la Bastille (3).

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies*, p. 279.

(2) Thiers, *Le système de Law*.

(3) *Mémoire* du maréchal de Villars (collection Petitot et Mommenqué), t. I, p. 56.

Le 5 janvier 1721, le bail passé au nom d'Armand Pilla-voine fut cassé, les fermes générales, la fabrication des monnaies, les recettes générales furent enlevées à la Compagnie « afin de la décharger de la régie et administration des finances, en sorte qu'étant particulièrement occupée de son commerce, elle pût travailler efficacement au bien de l'État ».

Le système avait vécu.

Par l'arrêt du 16 janvier 1721, il fut décidé que toutes les valeurs qui avaient eu cours pendant le système seraient vérifiées. Les unes seraient annulées, les autres réduites, et à la suite de cette épuration, on ferait connaître la somme totale des dettes à liquider.

Les frères Paris furent chargés de diriger cette opération. Étant donné qu'ils étaient les ennemis de Law et de son système, il n'y avait point de complaisance à craindre de leur part, mais plutôt un excès de sévérité.

La Compagnie dut remettre un état détaillé de ses dettes et de ses créances et de l'émission de ses actions.

Les particuliers durent présenter dans l'espace de deux mois tous les contrats de rentes, les récépissés du Trésor, les actions et dixièmes d'actions, les reconnaissances d'actions délivrées à ceux qui avaient déposé leurs actions pour obéir à l'arrêt du 28 octobre, les comptes en banque et les actions rentières.

Le régent réunit le conseil de régence le dimanche 21 janvier 1721 et, dès l'ouverture de la séance, déclara qu'il s'agissait de la Compagnie des Indes.

Le contrôleur général demanda alors que la Compagnie fût déclarée responsable de la banque. Il s'appuya sur les termes de l'arrêt du 23 février 1720, d'après lequel l'administration de la banque n'avait été accordée à la Compagnie que sur sa requête (1).

(1) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, p. 291.

Le duc de Bourbon et d'Armenonville s'opposèrent énergiquement à cette proposition, affirmant avec raison que les nouveaux billets et les nouvelles actions, dont la multiplication avait causé la débâcle, avaient été émis sans consulter les actionnaires, sans décision préalable d'une assemblée générale comme il était prescrit.

Cependant, à la presque unanimité, moins les deux voix de M. le duc de Bourbon et de M. d'Armenonville, la Compagnie fut déclarée responsable de la banque, et l'arrêt du 4 février 1721 ordonna « que la Compagnie serait tenue de rendre compte de la banque ».

La Compagnie ayant fait opposition à l'arrêt, il en fut rendu un second le 7 août 1721 qui la débouta de son opposition et ordonna l'exécution du premier (1).

Le même jour, par décision du conseil, les privilèges de la Compagnie furent annulés, ses pouvoirs suspendus et quatre commissaires furent nommés pour dresser procès-verbal des papiers de la Compagnie. « Sa Majesté ordonne que par les sieurs Trudaine, Fagon, Ferrand et Machauld, conseillers d'État, il sera dressé un procès-verbal des registres, papiers et effets de ladite Compagnie et banque y joints, pour être ensuite lesdits effets régis et administrés par des personnes expérimentées du commerce, commises et préposées par Sa Majesté. A cet effet, jusqu'à ce que sur la connaissance plus exacte que Sa Majesté aura de l'état des affaires de la Compagnie et de l'impossibilité où elle sera d'acquitter son débet, Sa Majesté puisse pourvoir à la sûreté et à l'intérêt desdits actionnaires légitimes par l'établissement d'une nouvelle Compagnie dans la forme qui sera jugée la plus convenable. »

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1590.

Le 29 avril 1921, le bail de la ferme des tabacs, seul qu'elle eût conservé, lui fut enlevé et remis au sieur Duverdier.

Conformément aux décisions prises au conseil du 4 février les quatre nouveaux directeurs ou régisseurs (comme ils furent appelés) envoyèrent à Lorient, dès la fin du mois de mai de la même année, plusieurs directeurs, sous-directeurs, commissaires royaux, écrivains et commis, pour veiller et travailler aux soins du commerce, aux cargaisons de vaisseaux destinés à ce commerce dans ledit port de Lorient, où ils remplacèrent les anciens agents de la Compagnie (1).

En fait, la société se trouvait supprimée, son capital était absorbé par les dettes qu'on lui imputait, et des anciens actionnaires il ne devait rester, après la liquidation, que ceux qu'il plairait au roi et aux frères Paris d'épargner (2).

Le 30 juin, les registres du visa furent arrêtés. Un arrêt du conseil déclara que tous les papiers qui à cette époque n'avaient pas été déposés seraient nuls comme n'ayant pas passé au visa.

A cette époque, on estime que plus de 3 milliards de papiers avaient été mis en circulation par le système ; or, il n'en fut remis que pour 2 milliards 1/2 et environ 125.000 actions, tant on se défiait des mesures et des procédés des frères Paris et des agents sous leurs ordres. Ils furent, en effet, trop sévères, brutaux et partiaux. Les 2 milliards 1/2 de papiers furent réduits à 1.700 millions environ. Dutot dit 1.700.798.294 ; Paris, 1.613.911.081 livres ; Weber 1.800 millions. Quant aux actions, les 125.000 se réduisent à 50.000.

Tous les papiers non visés furent déclarés nuls et leur trafic puni.

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, col. 464.

(2) *Recherches historiques sur le système de Law*, par E. Levasseur, p. 237.

Le 17 octobre 1722, on mit le feu à tous les papiers qui avaient servi à établir cette liquidation, et cela en présence du public dans la cour de la banque.

Pendant tout le visa, la Compagnie était restée en tutelle du gouvernement et frappée d'interdit. Le visa fini, sa conservation étant décidée, elle recouvra sa liberté.

Que restait-il de cette immense machine qu'était la Compagnie de Law ?

La Banque avait été abolie ; la Compagnie, après un interdit, une tutelle étroite de plus de deux ans, surnageait seule du naufrage ; mais combien désemparée, dépouillée des fermes, des recettes générales, de tous les revenus de l'État, bornée au seul commerce d'outre-mer !

SECTION II

CAUSES PRINCIPALES DE LA CHUTE DE LA COMPAGNIE DE LAW

On peut diviser ces causes en deux catégories :

A. Les causes qui sont communes à la plupart des échecs des grandes compagnies privilégiées ;

B. Les causes particulières à la Compagnie des Indes.

A. *Causes communes à la plupart des échecs des grandes compagnies.* — 1° La Compagnie des Indes, comme ses devancières, a débuté avec un capital beaucoup trop faible relativement à l'étendue de ses privilèges. Au moment de sa constitution (Voir édit de Réunion), elle avait le monopole du commerce des Indes, de la Chine, de la Louisiane, etc. ; elle s'engageait à peupler et coloniser cette dernière contrée et son encaisse ne s'élevait qu'à 3 ou 4 millions. Pouvait-on espérer avec un si petit levier faire mouvoir cette immense, colossale machine ?

Cette disproportion entre le capital réel initial et l'œuvre à accomplir sera l'aiguillon qui poussera continuellement Law vers de nouvelles acquisitions, par suite à de nouvelles créations d'actions et de billets. Il creusera inlassablement de nouveaux trous pour combler les anciens ; un jour le vide se fera sous ses pieds, ce sera la chute, l'écroulement final. Au cours de l'évolution de la Compagnie, nous avons assisté à cette lutte entre Law et le capital ; l'habile financier fut vaincu.

2° La Compagnie, au moment de sa constitution, n'avait pas une flotte suffisante pour l'étendue de ses privilèges. Au début de 1719, c'est à peine si elle peut mettre une trentaine de bateaux à la mer. Dans ces conditions, elle ne peut réaliser de grands bénéfices et sauvegarder ses monopoles.

Partout, les interlopes se multiplient (ces interlopes étaient des vaisseaux étrangers venant charger des marchandises dans les concessions de la Compagnie, ou des français appartenant à des particuliers). Ils se livraient surtout à la traite des nègres. Le commerce d'Inde en Inde échappe en grande partie à la Compagnie, le commerce de Chine, du Siam, ne se fait plus directement, la Louisiane n'est pas ravitaillée. Faute d'envois de France, au lieu de produire, la colonie languit, et comme on lui défendra le commerce direct avec les îles et les possessions espagnoles, à la chute de la Compagnie elle-même ne sera plus qu'une vaste ruine dont le P. Charlevoix rencontrera, en 1721, les misérables débris à travers les solitudes qu'il parcourra.

Nous pouvons réunir ces deux premières causes en disant qu'à ses débuts la Compagnie ne possédait pas les matériaux nécessaires à l'œuvre qu'elle voulait accomplir.

3° Ignorance des dirigeants, des besoins et des nécessités du commerce avec les pays sur lesquels s'étendaient les privilèges de la Compagnie.

Les fautes commises furent surtout relatives au commerce avec la Louisiane. On défendit à celle-ci de rentrer en relations directes avec les îles, et, d'autre part, de commercer avec les Espagnols. C'était la priver de deux ressources importantes. Jusque-là, elle avait envoyé des bois de construction aux îles, d'où elle recevait de l'indigo, du tabac et des produits de France. Avec les Espagnols, surtout ceux de Pensacole, elle faisait un commerce important de légumes et de vivres frais contre des piastres et de l'or.

La Louisiane manqua bientôt des objets de première nécessité, les navires de la Compagnie n'arrivant pas assez souvent de France; l'or se fit plus rare, la source espagnole étant tarie.

A cela il faut ajouter des négligences inconcevables. La Compagnie ne s'occupait pas de la santé des hommes à bord. Le scorbut et la peste faisaient de grands ravages parmi les marins et passagers. Plusieurs navires arrivant à la Louisiane durent repartir sans remplir le but de leur voyage; d'autres, au contraire, ne purent reprendre la mer, la plupart des marins étant morts de la peste.

La quantité des vivres et d'eau embarquée était presque toujours insuffisante, un calme plat de quelques jours (fréquent sous ces latitudes), une erreur de route souvent possible à cette époque, et c'étaient les spectres de la famine et de la soif qui apparaissaient, entraînant à leur suite la révolte, la perte du navire et de la cargaison (1).

Souvent aussi, le commandement des navires était attribué sans discernement (2). Un jeune homme, ancien matelot, pourra impunément prendre le commandement de deux

(1) Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. III, p. 458 à 473.

(2) Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. III, p. 455.

navires et aller s'échouer sur les récifs du golfe du Mexique. Le P. Charlevoix nous en fait le triste récit.

B. *Les causes particulières à la Compagnie des Indes.* — Aux causes qui sont pour ainsi dire communes aux compagnies privilégiées ayant précédé la Compagnie de Law et à elle-même, on doit en ajouter deux qui lui sont plus particulières :

1° La Compagnie de Law fut, dans une grande mesure, une compagnie de colonisation. Elle devait peupler et mettre en valeur l'immense territoire de la Louisiane. Elle a bien d'autres privilèges qui s'étendent sur des pays où il n'est point question de colonisation ni de peuplement, mais la Louisiane est considérée comme le plus beau fleuron de ses domaines, c'est vers elle qu'iront toutes les espérances, tous les efforts de la Compagnie. Celle-ci est et sera avant tout la Compagnie du Mississippi et les porteurs de ses actions seront des Mississipiens.

La colonisation d'un pays, surtout d'un pays de peuplement, est toujours au début fort onéreux. Les profits ne se réalisent qu'après de longues années; encore faut-il, pour qu'il y ait profit, que le pays soit de bonne production et que ses exploiters lui demandent ce qu'il est à même de fournir. Or, la Compagnie des Indes n'eut ni le temps, ni les moyens de donner la vie à cet immense corps. C'est à peine si elle eut le temps de jeter les bases des premiers établissements, de faire des essais de culture. Ici encore l'ignorance des dirigeants sur les besoins et la possibilité de production du pays fut une cause de graves erreurs.

La Louisiane possédait d'immenses forêts, un terrain fécond. Que fallait-il lui demander?

Des bois et des produits agricoles et lui envoyer des paysans, des bûcherons, des laboureurs capables de mettre en valeur ces terres riches, mais incultes.

Que lui demanda-t-on ?

Des mines qu'elle ne possédait point et on lui envoya des « faux saulniers », des repris de justice, des vagabonds qui dédaignèrent la pioche et la hache pour courir les bois et prospector en vain les cours des rivières et les flancs des montagnes. Il semblait qu'on était esclave de deux directives, la recherche de l'or et le rapprochement continuél avec les colonies espagnoles qui, elles, possédaient cet or.

Ce fut une fascination telle qu'elle fit oublier les richesses que pouvait donner la fécondité du sol, et cela à un tel point que, faute de ravitaillement venant de la mère patrie, la colonie sera vouée à la famine, cherchera vainement à se procurer sa subsistance chez les sauvages, et ceux-ci la voyant à merci se réuniront contre elle pour la piller et la saccager.

2° Une autre cause d'insuccès, bien autrement importante et tout à fait spéciale à la Compagnie de Law, vient de ce qu'elle ne fut pas seulement compagnie de commerce de navigation et de colonisation, mais partie intégrante d'une vaste entreprise financière, d'un système financier. Elle ne vaudra que ce que vaudra le système, tous les autres éléments de réussite ou de ruine ne sont rien comparés à celui-là.

Et le système croula. La Compagnie fut entraînée dans sa chute. A supposer que son commerce fût des plus florissants, que la Louisiane fût le paradis promis, de quel poids auraient été les quelques millions que la Compagnie en aurait retirés, si l'on évoque la danse de milliards que fut le système. Le résultat aurait été le même. La débâcle !

SECTION III

QUELLE ÉTAIT LA SITUATION DE LA COMPAGNIE AU SORTIR DU SYSTÈME

Le visa avait reconnu 50.000 actions. En fait, il en fut timbré 54.000 par les commissaires, Dutot dit 55.481 (1). L'arrêt du 22 mars 1722 ordonna que le nombre d'actions serait fixé à 56.000, dont 48.000 actions entières et 80.000 dixièmes d'actions. « Lesdites actions et dixièmes d'actions et leur six dividendes (années 1722, 1723, 1724 partagées en semestres) seraient timbrés d'un sceau aux armes de la Compagnie dont l'attitude des supports seulement serait différente de celle des armes accordées à ladite Compagnie en 1717, pour les distinguer des anciennes actions. » (2).

La Compagnie était toujours créancière vis-à-vis du roi d'une rente de 3 millions pour les 100 millions de billets remboursés en 1717. Tout d'abord, la rente avait été de 4 millions, puis elle avait été réduite à 3 millions. Pour se libérer de cette dette, le roi, par l'arrêt du 22 mars 1723, remet à la Compagnie la ferme des tabacs dont le produit était évalué à 2.500.000 livres.

« Sa Majesté accorde à la Compagnie le privilège de la vente exclusive du tabac pour en jouir de même que faisait Duverdier, en conséquence de quoi Sa Majesté demeure quitte envers elle du paiement de 3.000.000 de livres de rentes assignées sur ladite ferme jusqu'à la concurrence de la somme de 2.500.000 livres à laquelle Sa Majesté a évalué ledit pri-

(1) Dutot, *Réflexion politique sur les finances et le commerce*, publié en 2 volumes en 1738, coll. des *Économistes français*, par Guillaumin.

(2) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1602.

vilège, sans néanmoins que ladite évaluation puisse espérer aucune garantie, recours, etc..., tant contre le roi que contre la Compagnie en cas de plus ou moins de bénéfices dudit privilège se réservant Sa Majesté de pourvoir au paiement des 500.000 livres restant desdits arrérages, ainsi qu'il appartiendrait. » (1).

Par l'arrêt du 23 mars de la même année, le roi remit à la Compagnie les droits du domaine d'Occident évalués à 500.000 livres, se rendant ainsi quitte vis-à-vis de la Compagnie « dont il était reliquataire par l'arrêt du jour précédent ».

Ces conditions étaient avantageuses pour la Compagnie. Les bénéfices de la ferme des tabacs pouvaient dépasser 4 millions et ceux du domaine d'Occident 1 million.

Création du Conseil des Indes. — Le lendemain, le 24 mars 1723, le roi rendit un nouvel arrêt par lequel il établit un comité de surveillance sous le titre de Conseil de la Compagnie des Indes ou Conseil des Indes, dont le président fut le contrôleur général Dodun; il devait être composé, outre le président, d'un chef du conseil qui fut le cardinal Dubois, premier ministre, de vingt conseillers, dont six choisis parmi les membres du Conseil d'État, quatre officiers de marine, dix notables commerçants, d'un procureur général, d'un secrétaire général et d'un greffier (2).

Le même arrêt fixait le dividende des actions de 100 livres en 1722 et de 150 pendant les années suivantes et promettait à la Compagnie de lui concéder de nouveaux privilèges en retour de ces charges et de cette surveillance.

Le Conseil des Indes devait tenir ses séances à Paris dans

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1597.

(2) Weber, *La Compagnie française des Indes*, op. cit., p. 429.

l'hôtel de la Compagnie des Indes. Il était partagé en deux bureaux ; le premier composé du chef, du président, des conseillers choisis dans le Conseil et des quatre conseillers, officiers de marine. L'autre bureau comprenait les dix conseillers notables commerçants.

Les deux Conseils s'assemblaient conjointement ou séparément, suivant la nature des affaires.

Le deuxième bureau avait toute l'administration. Mais une ordonnance du roi, portant règlement pour la régie et administration de la Compagnie des Indes (1), vint remanier la distribution du travail. Le premier bureau n'eut pas d'attribution déterminée ; il eut à exercer un contrôle général, sauf, cependant, que les quatre officiers de marine formèrent un comité chargé « de tout ce qui concernait la marine, la construction et la condamnation des vaisseaux, les fortifications et les troupes de la Compagnie ». Le deuxième bureau fut divisé en deux chambres. La première, *la chambre du commerce*, divisée elle-même en dix départements :

- 1° Département des Indes orientales et vente ;
- 2° Louisiane, traite avec l'étranger castor ;
- 3° Sénégal ;
- 4° Guinée ;
- 5° Caisse, livres, ordonnances de paiement et de recette ;
- 6° Inspection de comptes, bilans, répartitions ;
- 7° Achat ;
- 8° Appointements, affaires contentieuses ;
- 9° Barbarie, change et correspondance, étranger, archives, commerce du Nord ;
- 10° Armements, vivres, livres d'équipages, magasins généraux.

(1) Voir *Archives nationales*, f. 50, 4.

La deuxième, *la chambre du tabac*, qui devait être postérieurement constituée et qui ne le fut peut-être jamais.

Seuls les 10 membres du deuxième bureau étaient rétribués. Ils avaient 12.000 livres d'appointements.

En somme, le premier bureau était presque uniquement un organe de surveillance et par cela même portait ombrage à la Compagnie. Le duc d'Orléans, devenu premier ministre, y remédia par l'ordonnance du 30 août 1723. Le contrôle gouvernemental devint plus discret, quoique aussi efficace, et les actionnaires parurent avoir plus de liberté.

Le nombre des directeurs fut réduit de 24 à 12. Ils furent tous désignés par le roi et ils devaient être titulaires de 50 actions. La durée de leur mandat était indéterminée. Les actionnaires eurent le droit de nommer leur remplaçant aux places qui deviendraient vacantes, soit par la mort ou la retraite du titulaire. Ils eurent aussi le droit de destituer et de remplacer les directeurs quand ils le jugeraient nécessaire.

Pour surveiller l'administration des directeurs, on créa les inspecteurs et les syndics. Les premiers représentant l'œil du roi, les seconds celui des actionnaires.

Les inspecteurs devaient avoir 50 actions, être choisis par le roi dans son conseil et veiller, sous les ordres du Contrôleur général, au maintien de l'ordre, de la fidélité, de l'exactitude dans le travail et à l'exécution des règlements. En somme, ils remplissaient le rôle de l'ex-premier bureau.

Les syndics étaient au nombre de 8, élus tous les ans par l'assemblée générale des actionnaires; eux aussi devaient posséder 50 actions. Ils avaient la même mission que les inspecteurs, surveiller les directeurs; mais] ils rendaient compte de leur mission aux actionnaires et non au contrôleur général.

Tous les ans, le 15 mars, une assemblée générale des actionnaires devait se réunir ; il fallait, pour y siéger, être porteur d'au moins 50 actions.

L'ordonnance apporta moins de transformation dans le deuxième bureau ; cependant, le nombre de départements de sa première chambre ou *chambre de commerce* fut porté de 10 à 12 dont voici la liste :

- 1° Département de Moka, Perse, Surate ;
- 2° » des Iles, de la Chine, Madagascar ;
- 3° » de Pondichéry, Bengale, Calicut ;
- 4° » de Guinée ;
- 5° » de la Louisiane, du Castor ;
- 6° » du Sénégal ;
- 7° » Armements, achats, construction, radoub ;
- 8° » Désarmement ;
- 9° » Achats de marchandises et ordres d'équipages ;
- 10° » Commerce de Barbarie ;
- 11° » Inspection des caisses, dépenses de l'hôtel ;
- 12° » Compte des correspondants.

A la tête de chaque département était un directeur responsable de ce qui s'y passait (1).

La chambre du tabac fut transformée en régie du tabac, comprenant 8 régisseurs ayant rang de directeurs et devant, eux aussi, être titulaires de 50 actions (2).

Afin d'augmenter le fonds de la Compagnie et de lui permettre de payer les intérêts prescrits par l'arrêt du 24 mars 1723, le roi, par celui du 31 août 1723, lui accorde le privi-

(1) Voir arrêt du 30 avril 1723. Règlement du 24 septembre 1723 rendu pour l'exécution dudit arrêt.

(2) La direction de la ferme du tabac fut retirée à la Compagnie en 1729. Jusqu'à cette date, il n'y eut aucune modification dans son administration des tabacs.

lège exclusif pour la vente du café, décision modifiée par un autre arrêt du 10 octobre de la même année, qui permettait l'entrée libre du café du Levant dans les ports de Marseille ; mais ce café devait rester en entrepôt à Marseille et ne pouvait être vendu dans le royaume qu'à la Compagnie. De plus, ce café ne pouvait arriver à Marseille que sur vaisseaux français (1).

Dès le début de l'année 1724, la Compagnie fit publier et afficher qu'elle paierait les dividendes des actions et dixièmes d'actions pour l'année 1723 sur le pied de 150 livres avec espérance d'un dividende extraordinaire si les affaires de la Compagnie le permettaient.

Le roi, voulant encourager la Compagnie, lui accorda, par l'arrêt de son conseil du 15 février 1724, le droit exclusif d'établir des loteries (2).

Ce fut en conformité de cette disposition que trois loteries eurent lieu pendant l'année 1724.

Le 8 mai et le 3 juin 1724 furent rendus des arrêts qui, pour assurer le débit des marchandises de la Compagnie et empêcher la vente dans le royaume de celles qui étaient prohibées, les divisèrent en trois classes : celles qui n'étaient pas sujettes à la marque, celles qui devaient être marquées avant d'être vendues aux acheteurs et celles qui ne pouvaient pas être vendues en France.

En balance de ces privilèges accordés par le roi à la Compagnie, celle-ci avait une énorme dette vis-à-vis de l'État.

Law s'était engagé à rembourser les 2.226 millions dus par l'État « à la fin de la liquidation du système ; 848 millions avaient été effectivement annulés, il en restait encore 1 mil-

(1) *Dictionnaire de Savary*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1598

(2) *Dictionnaire de Savary*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1599.

liard 1/2. Pour y pourvoir, on créa, en juillet 1723, de la rente viagère à 4 p. 100 et du perpétuel à 2,5 et tous les papiers de l'État se trouvèrent ainsi transformés en 31 millions de rente perpétuelle et 16 millions de rentes viagères » (1).

La Compagnie des Indes en était débitrice, conséquence des arrêts du 26 janvier et du 7 avril 1721. Heureusement, elle en fut bientôt déchargée et cela en considération de ce que le roi devait à la Compagnie les 6 millions de capital de la Banque qu'il ne lui avait jamais versés et aussi de ce qu'elle avait retiré une grande partie des 1.500 millions de billets du Trésor. D'autre part, elle trouva des amis puissants dans le conseil et celui-ci lui devint plus favorable.

Entre temps, le 30 mai 1721, le roi avait accordé de nouveau à la Compagnie le privilège exclusif de la vente du castor; mais sur les représentations des négociants de La Rochelle, il dut en suspendre l'exécution par un arrêt du 20 juillet 1721. Enfin, un arrêt du 28 juillet 1722 ordonna l'exécution de celui du 30 mai et, en conséquence, rétablit la Compagnie dans la jouissance exclusive de la vente du castor.

Au mois de septembre 1723, le duc d'Orléans, devenu premier ministre, fut déclaré directeur perpétuel de la Compagnie des Indes (2). Les actionnaires espérèrent en des jours meilleurs. Malheureusement, il mourut le 2 décembre, et ainsi la Compagnie perdit un puissant défenseur.

(1) Weber, *La Compagnie des Indes*, op. cit., p. 326.

(2) E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système Law*, p. 315.

SECTION IV

ÉVOLUTION DE LA COMPAGNIE DES INDES A PARTIR DE LA MORT DU DUC D'ORLÉANS

A la nouvelle de la mort du duc d'Orléans, les actions baissèrent au-dessous de 900 livres. Heureusement pour la Compagnie, le duc de Bourbon, fervent partisan du système, le remplaça comme premier ministre.

Dès le 13 février 1724, il faisait accorder à la Compagnie le droit et le monopole d'établir des loteries. Les actions remontèrent à 3.000 livres.

Une première assemblée des actionnaires avait eu lieu le 27 septembre 1723. Le 13 mars 1724, il en fut réunie une seconde au cours de laquelle l'administration de la Compagnie fut remaniée. Il fut décidé de grouper les directeurs en trois comités. Les comités remplaceraient les départements. En outre, un nouveau directeur serait nommé comme chef des services de Lorient.

Le premier comité était celui des Indes. Il comprend deux directeurs, dont Godehen, et un syndic.

Le deuxième comité était chargé des affaires du Sénégal, de Guinée, de la Louisiane, du Canada, Iles d'Amérique, Archives de la Compagnie, affaires ecclésiastiques. Il comprend trois directeurs et un syndic.

Le troisième comité s'occupait du commerce de Barbarie, des achats, examen des comptes, inspection des livres et de la caisse et comprenait lui aussi trois directeurs et un syndic.

Enfin, en plus de trois comités, comme nous l'avons déjà dit, un nouveau directeur était créé et nommé « chef des services de Lorient ».

D'après la composition des comités, un fait est à constater.

L'Inde absorbe l'un de ces comités à elle seule. La Louisiane, au contraire, est réunie avec le Sénégal, la Guinée, le Canada, etc., etc. On doit en conclure que pour la Compagnie l'Inde est désormais le plus important de ses privilèges et que la Louisiane n'offre plus qu'un intérêt secondaire.

Cela n'est pas étonnant si l'on considère l'état de la Louisiane à cette époque.

Tous les efforts de la Compagnie pour mettre cette concession en valeur n'ont abouti à aucun résultat satisfaisant, et il en sera ainsi jusqu'au moment où la Compagnie la rétrocédera au roi (1).

A partir de 1723, les désertions se multiplièrent et la colonie s'affaiblit de plus en plus. Pour comble de malheur, le 12 septembre 1722, il s'éleva sur le Mississipi un ouragan qui saccagea la ville de la Nouvelle-Orléans. Le Biloxi fut encore plus maltraité. Des navires s'échouèrent, certains furent engloutis.

En 1726, M. Perrier remplaça M. Bienville comme gouverneur. Il demanda en vain des renforts. Le résultat des refus qu'il subit ne se fit pas longtemps attendre. Le 28 novembre 1729, le poste des Natchez fut massacré par les sauvages, quelques jours après celui des Yassous. Jusqu'en 1731, ce fut une guerre continuelle contre les Natchez (2).

En dix ans la Compagnie perdit plus de 25 millions à la Louisiane.

Le 22 janvier 1741, la Compagnie délibéra de rétrocéder la Louisiane à Sa Majesté, ainsi que son privilège exclusif de commerce avec cette colonie.

(1) E. Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1911, 1^{re} partie, p. 467.

(2) P. Charlevoix, *La Nouvelle-France*, t. II, p. 462 à 502.

Le 27 mars, cette délibération fut homologuée par un arrêt, et en vertu de lettres patentes du roi du 10 avril suivant, M. Perrier reçut le titre de gouverneur pour le roi.

Le duc de Bourbon, après avoir fait accorder les loteries à la Compagnie, allait lui prouver d'une façon encore plus évidente sa sollicitude. En effet, les édits de juin 1723 vinrent la confirmer dans la possession de ses monopoles et la proclama entièrement déchargée de toutes les opérations passées.

« Pour donner à la Compagnie un nouvel éclat et de nouvelles forces, furent faits, au mois de juin 1723, deux édits : l'un portant confirmation de privilèges qui lui ont été accordés et des concessions et aliénation qui lui ont été faites, et l'autre sa décharge et libération pour toutes ses opérations passées. » (1).

Ces deux édits vont servir de nouvelles bases à la Compagnie des Indes. Aussi je crois bon de les résumer.

SECTION V

RÉSUMÉ DE L'ÉDIT DU ROI DE JUIN 1723 COMPORTANT CONFISCATION DES PRIVILÈGES ET CONCESSIONS DE LA COMPAGNIE DES INDES

Par l'article premier, Sa Majesté statue et ordonne que la Compagnie des Indes, créée sous le nom de Compagnie d'Occident par les lettres patentes du mois d'août 1717, *jouisse à perpétuité* des concessions et privilèges à elle accordés tant par lesdites lettres patentes que par des édits, déclarations, arrêts rendus depuis en sa faveur.

Article 2 : La Compagnie jouira du privilège exclusif de commerce dans toutes les mers des Indes, aux îles Bourbon et de France, à la Côte orientale d'Afrique depuis le cap de

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1599.

Bonne-Espérance jusqu'à la mer Rouge. Elle jouira de tous les privilèges qui avaient été accordés à la Compagnie de Chine. Il sera défendu à tous les Français de faire aucun commerce dans lesdites mers et pays de la concession de la Compagnie des Indes à peine de confiscation de vaisseaux et marchandises au profit de la Compagnie.

L'article 3 lui donne le commerce exclusif de la traite des nègres, poudre d'or et autres marchandises, à la Côte d'Afrique, depuis la rivière Sierra-Leone inclusivement jusqu'au cap de Bonne-Espérance, ainsi qu'en avait joui la Compagnie de Guinée.

Article 4 : La Compagnie ayant acquis en 1718 le privilège et les effets de la Compagnie du Sénégal, elle jouira seule du commerce de la traite des nègres, cuirs, morfil, poudre d'or, etc., depuis le cap Blanc jusqu'à la rivière Sierra-Leone.

Article 5 : Elle continuera à jouir de la concession de la Louisiane et du commerce exclusif du castor.

Article 6 : La Compagnie des Indes jouira du privilège de commerce de la Côte de Barbarie comme les Compagnies auxquelles elle a été subrogée.

Articles 7 et 8 : Sa Majesté confirme à la Compagnie l'aliénation de la ferme du tabac, sans toutefois pouvoir augmenter le prix du tabac.

Les articles 9 et 10 confirment la Compagnie dans le privilège de la vente du café, sans toutefois déroger aux privilèges de la ville de Marseille.

L'article 11 défend à la Compagnie de prétendre à tout autre privilège que ceux qui lui sont confirmés par le présent édit, « entendu qu'il est de bon ordre et même contre l'intérêt de cette Compagnie qu'elle entre dans rien de ce qui peut avoir recours aux finances ; il lui est défendu de s'immiscer,

en aucun temps, directement ou indirectement, dans aucune affaire de finance », Sa Majesté voulant qu'elle reste une Compagnie purement de commerce.

L'article 12 révoque l'arrêt du Conseil du 27 mars 1723, par lequel le domaine d'Occident avait été aliéné à la Compagnie.

L'article 13 supprime le privilège exclusif des loteries à elle accordées, sans toutefois la priver de la liberté de faire des loteries, mais sous condition de prendre des permissions particulières pour en établir.

Article 14 : Les actions ayant été fixées par arrêt du Conseil du 22 mars 1723 au nombre de 56.000, la Compagnie en ayant depuis retiré quantité à son profit, il lui est ordonné que ces actions ainsi retirées soient annulées et brûlées en présence des actionnaires.

L'article 15 ordonne l'exécution de l'arrêt du Conseil du 20 juin 1724 concernant les rentes viagères constituées par la Compagnie et lui défend de retirer ou racheter à l'avenir aucune action que pour être annulée et brûlée en présence des actionnaires.

Article 16 : Il sera tenu tous les ans, au mois de mai, une assemblée générale des actionnaires, dans laquelle sera lu le bilan de l'année précédente et fixé le dividende.

Article 17 : Tout actionnaire qui sera porteur de 25 actions pourra prendre part à l'assemblée générale.

L'article 18 crée un dépôt d'actions pour la sûreté des particuliers qui voudraient y porter les leurs.

L'article 19 ordonne que conformément à l'article xvi des lettres patentes du mois d'août 1717, tout procès qui pourrait naître pour raison des affaires de la Compagnie soit jugé par les juges conseils de Paris en dernier ressort jusqu'à 15 livres et au-dessus, appel à la cour du Parlement de Paris, sauf les

matières criminelles qui seront jugées par les juges ordinairement compétents.

SECTION VI

RÉSUMÉ DU DEUXIÈME ÉDIT DU ROI DE JUIN 1725 DONNANT DÉCHARGE A LA COMPAGNIE POUR SES OPÉRATIONS PASSÉES

« Sa Majesté ayant considéré que pour affermir la Compagnie des Indes et ramener pour toujours le grand nombre d'anciennes familles qui s'y trouvent liées par des événements dont ils n'ont pas été maîtres, il ne suffisait pas de confirmer les privilèges de cette Compagnie, mais qu'il fallait encore lui accorder une pleine et entière décharge pour toutes les opérations passées, afin qu'étant à couvert de toutes recherches et tranquilles à cet égard, elle soit de plus en plus encouragée à faire fructifier les diverses parties de son commerce qui, seul, doit l'occuper à l'avenir. A ces causes, Sa Majesté... lui accorde toutes les décharges et libérations... » (1) contenues dans le treizième article de l'édit considéré.

Article premier : La Compagnie sera déchargée des opérations de la Banque, laquelle décharge lui est accordée en vertu du compte général des billets de la Banque rendu à la Chambre des comptes, le 15 novembre 1723, par lequel la dépense est égale à la recette, savoir : 3.070.939.400 livres.

L'article 2 confirme le don fait par le roi de 583 millions de livres (arrêts du Conseil des 7 et 14 juin 1732) en raison de différentes non-jouissances de pertes et indemnités.

L'article 3 tient quitte la Compagnie du fonds primitif de

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Compagnie des Indes*, col. 1002.

6 millions de la Banque et des intérêts que cette somme aurait pu produire, le roi reconnaissant que la déclaration du 4 décembre 1718 n'a pas été exécutée.

L'article 4 la dispense non seulement de rendre compte des profits de lettres de change et autres opérations de la Banque provenant de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 4 décembre 1718, mais encore des bénéfices provenant de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 21 décembre 1719 qui fixait l'argent de banque à 5 p. 100 au-dessus de l'argent courant.

Par l'article 5, la Compagnie est tenue quitte des bénéfices de la fabrication des monnaies n'en ayant pas joui et les ayant laissés aux hôtels des monnaies dans les mains des directeurs. Ceux-ci seront tenus d'en rendre compte, la Compagnie étant dispensée d'en rendre aucun compte.

Article 6 : La Compagnie n'ayant jamais rien reçu des 10 p. 100 qu'elle devait prélever sur tout l'or et l'argent qui rentreront dans le royaume (arrêt du 22 janvier 1722), elle n'aura pas à en rendre compte.

Article 7 : Le roi décharge la Compagnie des 900 millions qu'elle devait lui payer pour les actions à lui appartenant.

Article 8 : Elle ne pourra être obligée de rendre aucun compte pour raison du droit établi à son profit sur les castors par l'arrêt du 16 mai 1720.

L'article 9 dispense la Compagnie de rendre aucun compte du fonds des billets d'emprunt qu'elle a reçus en vertu des arrêts du Conseil des 27 octobre, 27 novembre 1720 et 9 janvier 1721, le roi supprimant et annulant ces dits billets.

L'article 10 octroie à la Compagnie le bénéfice des réductions faites par les commissaires du Conseil sur les billets de banque, récépissés, actions, dixièmes d'actions et autres effets, lesquels ont été versés et liquidés en exécution des arrêts du Conseil des 26 janvier et 23 novembre 1721.

L'article 11 libère la Compagnie de tous les effets qui n'ont pas été présentés au visa. Leurs propriétaire et porteur ne pourront lui en demander aucun compte, ces effets étant annulés.

L'article 12 ordonne de brûler publiquement les effets apportés au visa et qui ne l'ont pas encore été.

L'article 13 ordonne de même que tous les papiers enregistrés qui ont servi aux achats d'actions et autres opérations de la Compagnie pendant la minorité du roi soient brûlés à l'exception de ceux qui concernent le commerce de la Compagnie.

SECTION VII

FINANCES ET MARINE DE LA COMPAGNIE EN 1725

Le capital net de la Compagnie était alors de 137 millions.

Elle avait, outre les profits commerciaux, un revenu de 6 millions environ sur la ferme des tabacs et 300.000 livres de rente sur le roi (1).

La valeur nominale des actions avait été fixée à 2.000 livres. Sur le marché, en 1725, elles valaient moins, cependant elles se relevèrent peu à peu et atteignirent le pair en 1736.

Le revenu de chaque action devait se composer de deux parts :

1° Une part fixe, indépendante des fluctuations du commerce et assurée par ses revenus financiers, laquelle devait être de 150 livres, sauf la première année (1723) où elle n'aurait dû être que de 100 livres ;

2° D'une part variable, proportionnelle aux bénéfices commerciaux.

(1) Levasseur, *Le commerce de la France*, op. cit., 467,

C'était un minimum de 8 millions de livres que la Compagnie avait à verser annuellement à ses actionnaires.

D'après M. Bonnassieux (1), le bilan de la Compagnie, en mars 1723, aurait donné comme fonds capital de la Compagnie 139.385.940 livres, tandis que celui de mars 1724 donnait 143 millions de livres. Ces deux bilans accusaient donc une diminution de 3.614.060 livres en une année.

Quant à sa marine, la Compagnie expédia, pendant les années 1723-1726, 33 vaisseaux avec un chargement en marchandises de 2.597.016 livres, un chargement en espèces de 35.268 marcs. Les retours en France furent, pour le même temps, de 22 vaisseaux dont les chargements furent vendus en France pour 9.643.344 livres, donnant un bénéfice de 4.222.157 livres sur leur prix d'achat.

A cette époque, la flotte de la Compagnie comprenait :

1° Comme vaisseaux :

Noms des vaisseaux.	Tonnage.	Nombre de canons.	Années du lancement.
Le Jason.....	700	30	1719
L'Hercule.....	700	30	1719
Le Dauphin.....	970	46	1720
Le Duc-de-Chartres.....	600	32	1719
Le Triton.....	550	26	1720
Le Duc-du-Maine.....	320	24	1719
L'Américain.....	200	12	1720
L'Annibal.....	200	14	1720
Le Saint-Albin.....	300	30	1720
Le Comte-de-Toulouse..	600	24	1720
Le Pontchartrain.....	230	16	1719
Le Duc-de-Noailles.....	300	18	1720
Le Royal-Philippe.....	300	18	1723
L'Appolon.....	500	18	1722

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, op. cit., p. 281.

Noms de vaisseaux.	Tonnage.	Nombre de canons.	Années du lancement.
Le Jupiter	560	24	1720
L'Alexandre.	340	20	1719
Le Solide	330	24	1719
L'Africain.....	400	18	1719
Le Maure.....	325	24	1719
Le Foudroyant.....	400	18	1718
L'Aventurier.....	340	16	1719
Le Profond	340	16	1719
Le Maréchal-d'Estrée....	300	22	1719
La Fortune.....	300	»	1725

2° Comme frégates :

Noms des frégates.	Tonnage.	Années du lancement.
La Diane.....	250	1724
La Mutine.....	260	1719
La Minerve.....	560	1724
L'Amphitrite.....	550	1720
La Galatée	275	1720
La Danaé	558	1721
La Sirène.....	250	1719
La Thétis	630	1720
La Badine.....	380	1720
La Junon	450	1724
La Dryade.....	280	1725
La Flore.....	250	1725
La Vierge-de-Grâce	360	1720
Le Courrier-de-Bourbon...	130	1723
L'Union.....	550	1719

3° Comme flûtes :

Noms des flûtes.	Tonnage.	Années du lancement.
L'Éléphant.....	630	1719
Le Chameau	750	1719
La Baleine.....	800	1719
La Gironde.....	600	1723
La Durance	600	1725
La Bellonne.....	450	1723 (1)
La Seine	500	1719
La Loire	550	1719

(1) Elle s'échoue à Madagascar durant l'année 1725.

4^o Comme senaux (1) et brigantins :

Noms des senaux et brigantins.	Tonnage.	Années du lancement.
Les Deux-Frères.....	120	1719
Le Protée.....	150	1723
L'Alouette.....	30	1723
L'Alcyon.....	70	1725
Marie.....	35	1719
Le Saint-Édouard.....	70	1719
Le Rubis.....	120	1719
L'Aquilon.....	35	1723
La Bonne-Aventure.....	70	1723
La Sainte-Élisabeth.....	120	1719

Soit 25 vaisseaux, 24 frégates et flûtes, 10 senaux et brigantins (2).

(1) Les senaux étaient de petits navires destinés à des trajets de courte durée.

(2) Ce tableau a été établi d'après le tableau de la flotte de la Compagnie des Indes (de 1719 à 1769) se trouvant dans Weber (p. 520 à 522), en considérant les dates de lancement, les cas de naufrages et de prise.

LIVRE IV

Les compagnies privilégiées de 1725 à 1770.

CHAPITRE PREMIER

La Compagnie des Indes aux Indes.

En 1725, une ère nouvelle commence pour la Compagnie, non seulement au point de vue financier et administratif, mais aussi au point de vue commercial.

Pendant le système et jusqu'à la fin de la régence, le but principal de la Compagnie était la mise en valeur de la Louisiane et l'exploitation des trésors que l'on espérait y découvrir, enfin la fondation d'une nouvelle France.

A partir de 1725, les directeurs et les actionnaires sont désabusés par leur échec prolongé. Ce n'est plus vers l'Amérique que leurs efforts se dirigeront afin de créer un grand courant commercial. Les Indes orientales et surtout l'Inde constitueront l'objectif qui attirera toute leur attention.

Pour bien comprendre l'histoire de la Compagnie aux Indes, il faut connaître le milieu où ses établissements vont naître, se développer, prendre en quelques années une puissance considérable, puis agoniser et mourir faute de secours de la métropole.

Sans aucune connaissance de la situation de l'Indoustan au commencement du xviii^e siècle, il est difficile d'apprécier comment les Dumas, les Duplex ont pu, avec une poignée

d'hommes, élever l'œuvre magnifique qui aurait dû donner un empire incomparable à la France, si Versailles avait eu un peu de clairvoyance et de sagesse.

L'empereur Mogol Aureng Zeb, parvenu au trône par le meurtre de son père et de ses trois frères, ainsi que de plusieurs neveux, acheva la conquête de la péninsule de l'Inde que ses ancêtres avaient commencée (1). La mort de ce tyran cruel, mais vigilant et laborieux, survint au commencement du xvm^e siècle. Aussitôt le désordre éclata par la multitude des prétendants au trône (2). Jusqu'alors chaque empereur avait disposé de sa couronne selon son goût, sans égard à l'ordre de naissance. Il suffisait que la chose fût faite dans la famille des Tamerlan. Mais les descendants d'Aureng Zeb ne voulurent pas reconnaître les dispositions d'un despote qui n'était plus. Chacun voulut avoir une part de la succession. Bientôt l'Indoustan fut en feu.

L'intérêt que chacun avait à multiplier le nombre de ses partisans fit fermer les yeux sur le relâchement de tous les devoirs, de tous les principes. La milice de plus de 12 millions d'hommes était sans discipline, sans attachement au prince.

Les nababs devinrent moins dépendants et plus considérables. En 1739, Thamas Koulikan, avec 50.000 hommes, envahit l'empire. Il dispersa les innombrables mais faibles troupes qu'on lui opposa. Il prit Dehli où régnait alors Muhammet. Après s'être fait verser des contributions énormes et avoir réuni à la Perse les provinces qui lui convenaient, il s'en alla, laissa Muhammet sur son trône, le méprisant trop pour supposer qu'un jour il pût se venger. Muhammet devint un objet de dérision pour ses sujets et surtout pour les grands.

(1) Voir E. Levasseur, *Le commerce de la France*, t. I, p. 468.

(2) Voir Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, Paris, 1892, p. 285.

Ceux-ci aspirèrent, dès lors, à leur indépendance. Le prince parut consentir au démembrement de son royaume et à ce que son pouvoir despotique se transformât en un gouvernement féodal (1).

Il n'imposa plus aux nababs qu'un faible tribut. Il voulut cependant que la charge restât amovible, mais ceux-ci avaient intérêt à ce qu'elle devint inamovible et héréditaire. Aussi, dès la mort d'un nabab, si l'empereur nommait un successeur, il arrivait que la famille du mort s'opposait par la force à l'installation du nouveau nabab. Les révoltes étaient endémiques. Bientôt il suffit qu'un homme eût de l'argent pour aspirer à devenir nabab. Il levait des troupes. Des chefs indépendants leur menaient les leurs, pourvu qu'il pût les nourrir et les bien payer. S'il réussissait, Dehli ne manquait pas de se déclarer pour l'audacieux qui avait su ainsi se servir de sa fortune et de sa chance.

Ces guerres, celles que se faisaient entre eux les rajas et autres princes dont l'ambition n'avait plus de frein, ravageaient l'Indoustan. L'anarchie s'étendait peu à peu sur toute la péninsule et atteignit la côte de Coromandel, jusque-là préservée par le sage gouvernement du soubab du Decan Nézim-Elmalouk. Mais à sa mort, on put craindre que le commerce des Européens dans l'Inde reçût un coup mortel. Les navires seraient obligés de repartir souvent à vide ou avec de faibles cargaisons si les peuples qui avaient des établissements aux Indes ne parvenaient pas à rassembler un assez grand nombre d'ouvriers et d'agriculteurs pour leur fournir une grande partie des marchandises dont ils avaient besoin. En somme, il était nécessaire que les Européens créent,

(1) Voir Th. Raynald, *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, Amsterdam, 1770.

sous la protection de leur pavillon et de leur puissance, des zones à l'abri de l'anarchie et des guerres civiles où l'ouvrier et l'agriculteur pourraient travailler sans crainte du pillage et des massacres.

Tel est le milieu où les établissements de la Compagnie des Indes vont se développer.

On comprend mieux ainsi l'importance et la nécessité de la politique de Dumas, de Dupleix, et combien il est vain de leur reprocher d'avoir voulu établir des domaines et des principautés au lieu de s'occuper uniquement de commerce.

Nous n'allons pas retracer ici l'histoire des Français aux Indes (1), mais simplement faire un rapide exposé des changements qu'y subirent leurs établissements ou plutôt ceux de la Compagnie française des Indes.

Le premier établissement français aux Indes avait été établi par Caron à Surate en 1668. Les Français s'étaient emparés de Saint-Thomé en 1672, qu'ils avaient reperdu en 1674. Martin arrive avec une escadre, recueille les débris de la colonie de Saint-Thomé et en peuple la bourgade de Pondichéry. Il fonde ainsi la future capitale des établissements de la Compagnie française aux Indes.

En 1698, Chandernagor est cédé à la Compagnie par le grand Mogol.

En 1693, Pondichéry avait été prise par les Hollandais ; mais ceux-ci furent forcés de la rendre à la 'paix de Ryswick et en meilleur état qu'ils ne l'avaient trouvée.

Martin, directeur pour la Compagnie, y conduisit ses affaires avec sagesse et intelligence et il put se concilier la bonne grâce des princes voisins.

(1) Voir pour l'histoire des Français aux Indes, Bonnassieux, *Les compagnies de commerce sous l'ancien régime*, p. 283 à 320, et Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 383 à 399.

Nous ne nous étendrons pas sur les difficultés qui enrayèrent les efforts de Martin et qui vinrent surtout de la mère patrie sous forme de prohibitions, d'augmentations de droits d'entrée, ni sur les fautes de la Compagnie et les guerres qui entraînèrent sa ruine et la stagnation de ses comptoirs aux Indes.

En 1721, Lenoir fut nommé gouverneur des établissements des Indes. Il était autoritaire et s'attacha uniquement à développer les intérêts commerciaux de la Compagnie.

En 1727, Mahé fut acquis par la Compagnie.

En 1735, Dumas remplaça Lenoir comme gouverneur à Pondichéry. Il reprit la politique de Martin et comprit l'utilité de donner un territoire, un hinterland aux établissements.

Il se fit céder le territoire de Karikal en 1739 par le roi de Tanjore (1). Le grand Mogol lui donna la permission de battre monnaie, et peu après lui décerna le titre de nabab pour lui et ses successeurs.

Quand, en 1741, Dumas obtint de revenir en France, la Compagnie française était la plus puissante des compagnies européennes.

La même année, la rupture de la France et de l'Angleterre allait mettre aux prises Pondichéry et Madras.

Les Hollandais avaient abandonné l'Île-de-France. Elle était déserte lorsque les Français y abordèrent en 1720. Ils changèrent son nom d'Île Maurice, lui donnèrent celui d'Île-de-France. Les premiers habitants vinrent de Bourbon, on les y oublia pendant quinze ans. La Compagnie, longtemps incertaine, se décida enfin à conserver l'Île-de-France.

La Bourdonnais fut chargé en 1735 de la rendre utile. Aussitôt, il y déploya tous ses talents d'organisateur et de chef. Il fit cultiver l'île afin que les navires allant aux Indes

(1) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, t. I, p. 468.

puissent y faire relâche et s'y ravitailler. Il la fortifia, construisit des vaisseaux avec les matériaux que le pays lui fournissait, établit deux ports.

Dupleix, de son côté, de 1730 à 1741, donnait au Comptoir de Chandernagor (notre seul établissement au Bengale) un grand développement.

L'année 1741 fut pour les Indes une des plus florissantes. Les retours en France s'élevèrent à 24 millions.

En 1741, Dupleix fut nommé gouverneur général de Pondichéry à la place de Dumas. Il suivit sa politique et prit comme lui le titre de nabab. Nous ne retracerons pas les prodiges de valeur que Dupleix déploya pendant la guerre de succession d'Autriche. A la paix d'Aix-la-Chapelle, grâce à lui, la puissance de la Compagnie s'étendait sur tout le Carnatic. Malheureusement, cette paix décrétait le *Statu quo ante bellum* aux Indes, et Madras dut être remis aux Anglais.

C'est à partir de cette époque que Dupleix va commencer véritablement sa politique d'intervention qui consistera à s'immiscer dans les querelles entre les princes hindous et peu à peu les réduire à une sorte de vassalité vis-à-vis du tout-puissant nabab de Pondichéry. Pour cela, il créa une armée hindoue instruite à l'européenne. Il fut secondé merveilleusement par ses lieutenants et surtout par le marquis de Bussy. Grâce à cette politique habile, Dupleix fut nommé nabab de toute l'Inde méridionale avec comme apanage l'aldée de Valdaour par Muzzaffer-Sing, soubab du Deccan. De plus, le soubab reconnut solennellement la Compagnie des Indes souveraine de Masulipatam et de ses dépendances, de Yanaon, de l'île de Devi, des provinces d'Elaour, de Montapanagar, de Ragimendruc, de Chicakol; Karikal et Pondichéry virent augmenter leur territoire d'un espace de 10 lieues et de 80 villages.

Dupleix pouvait croire enfin à la réalisation de ses vastes projets. Le soubab du Deccan était son ami et son protégé. Le grand Mogol craignait autant qu'il respectait le nabab de Pondichéry (lettre de Bussy à Dupleix). Les Français étaient maîtres de la côte entière de Coromandel et arbitres suprêmes dans les Indes.

La puissance du gouverneur général des établissements de la Compagnie des Indes à Pondichéry et les honneurs dont il était comblé ne pouvaient qu'être favorables au développement du commerce de la Compagnie. Mais ce qui était un plus grand avantage pour elle, c'était d'avoir acquis le gouvernement de toutes les possessions mogoles situées au sud de la rivière Krisnha et de recevoir dans ses caisses tous les revenus de ces riches contrées, sans avoir à en rendre compte qu'au nabab du Deccan, qui, protégé par les Français, se gardait bien d'être exigeant (1).

Cependant, la Compagnie n'approuvait pas les actes de Dupleix. A l'assemblée générale de décembre 1751, Terray de Rosieu, se faisant l'interprète de la généralité des actionnaires, s'écriait : « Quoi donc, on nous engagera à des guerres si considérables... On nous fera dépenser en armements, en flottes, en armées, et nous n'en saurons rien. » (2).

Louis XV et ses ministres craignaient de leur côté les complications que la politique de Dupleix pouvait faire survenir avec l'Angleterre. En effet, le gouvernement anglais apprenant les succès des Français aux Indes s'en émut et menaça Louis XV de rompre si l'on n'arrêtait pas ces succès.

Louis XV et ses ministres s'empressèrent d'accéder à ces

(1) Voir pour l'histoire de la Compagnie aux Indes, Henry Bloune, *Dupleix*, Paris, 1831, 2 vol., et Tibulle-Hamont, *Un essai d'empire français dans l'Inde au XVIII^e siècle, Dupleix d'après sa correspondance inédite*, Paris, 1881.

(2) D'Argenson, *Mémoires*, t. VII, p. 64-65, édit. de l'*Histoire de France*.

exigences. La Bourdonnais fut appelé à Versailles (juillet 1753) pour aller « réparer les sottises de M. Dupleix » (1); mais La Bourdonnais mourut peu après et Godeheu fut nommé à sa place.

Le 1^{er} août 1754, le Duc de Bourgogne mouilla en rade de Pondichéry, apportant le nouveau gouverneur.

Nous savons comment, après avoir signifié son rappel à Dupleix, Godeheu s'aboucha avec le gouverneur anglais Sanders et signa avec lui le Traité de Sadras (2) (26 décembre 1754), par lequel toutes les places acquises pendant les dernières guerres devaient être remises aux princes indous, sauf pour les Anglais : Madras, Fort Saint-David et Divicotta; pour les Français : Karikal, Masulipatam. Divi serait indivis entre les deux Compagnies.

C'était l'anéantissement de l'œuvre de Dupleix, le triomphe des Anglais.

Le traité ne fut pas exécuté. La guerre de sept ans éclata avant que de Leyrit, nouveau gouverneur général des établissements des Indes, n'eût commencé de l'exécuter.

Les Anglais prirent Chandernagor en 1757.

Pendant les premiers mois de 1758, l'avantage resta à nos armes. Malheureusement Lally, commandant des troupes françaises aux Indes, ne sut pas profiter de ses victoires pour se concilier les princes indigènes et par sa hauteur et ses dédains il se fit détester des officiers français sous ses ordres.

Aussi, à peine eut-il échoué devant Madras (décembre 1758) que le découragement, la mutinerie se répandirent dans ses troupes.

(1) D'Argenson, *Mémoires*, t. VIII, p. 83 (édit. de la Société de l'Histoire de France.

(2) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, p. 470, *op. cit.*

Bientôt il en fut réduit à s'enfermer dans Pondichéry, où après une défense héroïque il dut capituler le 14 janvier 1761.

Arcot, Valdaour, Divicotta, Karikal étaient déjà tombés. Mahé ne tarda pas à suivre et sa chute consumma la ruine des Français aux Indes.

« Le honteux Traité de Paris (10 février 1763) consacra la victoire de la Compagnie anglaise. » (1). De toutes les possessions de la Compagnie française aux Indes, seuls les cinq comptoirs de Chandernagor, Karikal, Mahé, Pondichéry, Yanaon lui étaient rendus, mais chacun ayant comme dépendances un territoire infime enserré par les possessions de la Compagnie anglaise.

CHAPITRE II

La Compagnie des Indes de 1725 à sa suppression.

En 1725, la Compagnie des Indes est complètement délivrée des suites du système. Elle va vivre sa propre vie. « C'est le premier moment auquel on puisse connaître sa véritable situation débarrassée de toutes les suites du système. » (Mémoire de Morellet) (2).

Il est par conséquent intéressant de savoir de quoi se composaient à cette époque ses monopoles et privilèges.

La Compagnie possède :

1° Le monopole du commerce avec l'Inde, la Chine et les Mascareignes ;

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 300, *op. cit.*

(2) *Mémoire de Morellet sur la Compagnie des Indes joint au Dictionnaire de l'Encyclopédie méthodique.*

2° De 1723 à 1730, elle conserve le monopole du commerce de Barbarie ;

3° Le monopole du commerce de la Louisiane qu'elle rétrocédera au roi le 10 avril 1732 ;

4° Le commerce du Sénégal et de Guinée ;

5° Le monopole de la traite du castor de Canada ;

6° Le monopole de la vente du café (sauf les permissions accordées aux négociants de Marseille) ;

7° La ferme des tabacs (1).

SECTION PREMIÈRE

DOMAINE DE LA COMPAGNIE

La Compagnie divisait ses possessions d'outre-mer en trois groupes :

1° Les gouvernements parfaits ;

2° Les gouvernements imparfaits ;

3° Les loges et comptoirs.

1° GOUVERNEMENTS PARFAITS. — Ils étaient divisés en provinces. Ils avaient à leur tête un gouverneur général assisté d'un conseil supérieur. Dans chaque province se trouvait un directeur particulier assisté d'un conseil provincial.

L'Inde, plus tard l'île-de-France et de Bourbon furent des gouvernements parfaits.

2° GOUVERNEMENTS IMPARFAITS. — Ils étaient, eux aussi, divisés en provinces et avaient à leur tête un gouverneur général assisté d'un conseil supérieur ; mais au-dessous il n'y avait pas de directeurs particuliers ni de conseil provincial, seulement dans chaque province des chefs de comptoir.

(1) Levasseur, *Le commerce de la France*, *op. cit.*, p. 467 ; mais l'édit de juin 1725 retirait à la Compagnie le privilège exclusif des loteries et la ferme du domaine d'Occident.

La Louisiane, le Sénégal, la Guinée, la Barbarie, étaient des gouvernements imparfaits.

3° LOGES ET COMPTOIRS. — Les plus importants avaient à leur tête des directeurs, les autres de simples chefs de comptoir.

Moka, Québec, le cap Français, à Saint-Domingue, étaient des comptoirs.

Domaine et commerce de la Compagnie en Amérique.

a) *La Louisiane*. — La Compagnie posséda la Louisiane jusqu'en 1732. C'était un gouvernement imparfait ayant comme capitale la Nouvelle-Orléans où se trouvait le siège de la direction générale. Elle se divisait en neuf départements :

1° La Nouvelle-Orléans (siège de la direction) ; 2° les Ali-bamos ; 3° l'Arkansas ; 4° le Biloxi ; 5° les Illinois ; 6° la Mobile ; 7° les Natchez ; 8° les Natchitoches ; 9° les Yafous.

Ces neuf provinces renfermaient seize établissements dont les principaux étaient : l'île Dauphine, l'île aux Vaisseaux, la Mobile, les Natchez, le Biloxi, la baie Saint-Bernard et les Padoncas (1).

Le commerce de la Compagnie avec la Louisiane était très faible (2). Le seul article intéressant et ayant vite donné des profits fut la culture et le commerce du tabac. Avec du temps et du courage, d'autres productions auraient pu donner de bons revenus ; exemple : celle du riz, du cotonnier, de même que l'élevage des bœufs et des moutons ; mais la Compagnie, comme toute société de commerce, ne pouvait pas attendre

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Commerce de la Louisiane*, col. 1481.

(2) Ce commerce ne s'élevait en 1736, d'après M. Levasseur, *Commerce de la France*, p. 484, qu'à 2 millions.

le résultat de ses avances pendant de nombreuses années. Or, ses avances pour la Louisiane s'élevèrent, de 1722 à 1732, à plus de 25 millions. D'autre part, les révoltes des sauvages, en particulier celle des Natchez en 1728 et 1729, la décidèrent à demander au roi la rétrocession de la Louisiane à la couronne. Le 10 avril 1732, la Compagnie en rendait l'administration au roi.

b) *Comptoir du cap Français*. — A la suite des troubles répétés et des attaques incessantes des colons de Saint-Domingue contre la Compagnie, le roi lui avait retiré ses privilèges de commerce exclusif et avait déclaré ce commerce ouvert à tous les navires français comme celui des autres îles d'Amérique (1). La Compagnie continua à y envoyer ses vaisseaux au même titre que les négociants particuliers. Son comptoir, centre de ses affaires à Saint-Domingue, était au cap Français.

Les principaux articles que l'on importait de Saint-Domingue étaient le sucre, le café, l'indigo et le coton. La Compagnie y exportait surtout des nègres. Il en fut ainsi jusqu'en 1763, époque où le Traité de Paris enleva Saint-Domingue à la France.

c) *Comptoir de Québec*. — Le monopole de la Compagnie pour la traite du castor du Canada lui avait été confirmé par l'arrêt du 28 janvier 1722. Son comptoir était à Québec. Ce commerce lui donna de bons bénéfices, les débouchés étant certains en France (dans la chapellerie). Elle exportait même une assez grande quantité de castors en Hollande, lorsque les arrivages le lui permettaient.

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 423.

Domaine et commerce de la Compagnie en Afrique.

a) *Barbarie*. — En Barbarie, elle avait cinq possessions : La Calle, Bône, le Collo, le cap Nègre et le Bastion de France.

Elles formaient un gouvernement imparfait (1).

L'arrêt du 4 juin 1719 avait accordé ces concessions à la Compagnie pour vingt-quatre années. L'arrêt de juin 1723 les lui accorda à perpétuité.

Les principales marchandises qu'elle exportait de Barbarie étaient le corail dont elle avait le débouché en France et aux Indes, les blés de la Calle et de Bône, les cuirs et cire du Collo, les laines, l'huile d'olive, l'orge.

Cependant, la Compagnie n'y fit pas de bonnes affaires. De 1724 à 1730, elle y perdit près de 2 millions. Aussi demanda-t-elle au roi de la relever de son privilège au profit de négociants de Marseille. Ce qui fut accepté. L'arrêt du 19 novembre 1730 confirma la rétrocession faite par la Compagnie au roi et accorda au sieur Auriol et à ses associés la succession de ses privilèges pour une durée de dix ans.

b) *Le Sénégal*. — Il comprenait la partie de la côte d'Afrique entre le cap Blanc et la rivière Sierra-Leone.

C'était la concession la plus importante de la Compagnie en Afrique. Elle la conserva jusqu'à sa prise par les Anglais durant la guerre de sept ans.

Le Sénégal formait un gouvernement imparfait dont le siège de la direction générale était à Saint-Louis. Il était divisé en six départements : Saint-Louis, Galam, Gorée, Joal, Gambie et les Bisseaux. Chose exceptionnelle pour un gou-

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 465.

vernement imparfait, chacun de ces départements avait un directeur particulier (1).

Les principaux comptoirs de la Compagnie au Sénégal étaient Saint-Louis, Gorée, Portudal, Rufisque, Albredo, Bissao, Joal, Galam (2). En 1743, elle créa le Comptoir de Podor.

Elle possédait en outre, proche du Sénégal, l'échelle de Portendik et l'île d'Arquim.

Le principal commerce de la Compagnie au Sénégal fut la traite des nègres. Elle en achetait 1.200 à 1.800 par an, qu'elle transportait aux îles. Le roi lui donnait une prime de 13 livres par pièce d'Inde qu'elle transportait.

On appelait pièce d'Inde tout nègre sans défaut notable, depuis 15 jusqu'à 36 ans, de même que les négresses du même âge ayant enfant à la mamelle ou non. A l'égard des nègres qui étaient d'un âge moindre ou supérieur, mais sans défaut, on en faisait des équivalents de pièce d'Inde. Ceux de 8 à 14 ans, 3 pour 2; de 35 à 45 ans, 3 pour 2; de 2 à 7 ans, 2 pour 1. Ceux au-dessous de 2 ans suivant leur mère n'étaient pas comptés.

Outre les nègres, le Sénégal fournissait.

La gomme, 15 à 1.800 quintaux dont les principaux lieux de vente étaient Saint-Louis, 1.200 quintaux, et Portendik.

Les cuirs de bœufs, 6.500 à 7.000 peaux par an. Saint-Louis en fournissait près de 4.000, Gorée, 2.400 à 2.500, Joal, 4 à 500.

Le morfil, 450 à 500 quintaux dont 200 venaient de Gambie et 250 des Bisseaux.

(1) Weber, *La Compagnie des Indes françaises*, p. 480.

(2) Savary, *Dictionnaire*, t. V, article *Compagnie du Sénégal et commerce du Sénégal*.

La cire, 4 à 500 quintaux. Gambie en produisait 200 et les Bisseaux au moins autant (1).

A cela il faut ajouter 40 à 60 marcs d'or venant de Galam, des plumes d'Autruche, de l'ambre gris, de la civette et du mil.

Les objets d'importation servant pour ce commerce étaient :

Les barres de fer, l'eau-de-vie, des bassins de cuivre, des serges grosses et étroites bleues, des draps rouges, jaunes, bleus, des satins rouges, la laine peignée blanche, bleue, rouge, de la verroterie, du corail en roche, des sabres, des trompettes de cuivre, des couteaux de matelots, des chapeaux, de grosses chemises, des bouteilles de verre avec des bouchons d'étain, des sifflets, quelques bijoux d'argent, des petits miroirs, des armes, des fusils, pierres à fusil, quelques monnaies et aussi des cauris, coquillages des maldives qui servaient de monnaie sur presque toute la Côte occidentale d'Afrique, ainsi que les bouges, autres coquilles des maldives.

Ce commerce ne s'exerçait pas sans difficulté, car les autres nations, Portugais, Anglais, Hollandais, sans compter une foule d'interlopes français, faisaient une rude concurrence à la Compagnie. Elle avait aussi à compter avec les roitelets nègres qui se faisaient payer par elle un tribut. Le plus important était le roi siratique. La Compagnie lui versait 2.000 livres par an pour avoir la liberté de la navigation et du commerce « de la rivière Sénégal ».

c) *Guinée*. — La Guinée était un gouvernement imparfait ayant pour capitale administrative Wydat (2). C'est là que résidait le directeur général. La Compagnie y possédait en

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Commerce du Sénégal*, col. 1084 et suiv.

(2) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, p. 472.

outre le fort d'Assinie et les comptoirs d'El Mina; Ardra, Cormentin, Petite-Dieppe, Takoray, cap Monte, Petit Popo.

Le principal commerce que la Compagnie faisait en Guinée était celui des nègres pour lequel elle jouissait de la même prime qu'au Sénégal. Ce commerce y était même plus important, le Sénégal ne fournissant en moyenne que 1.500 à 2.000 pièces d'Inde, tandis que la Guinée en livra plus de 16.000 de 1723 à 1726.

Peu à peu, la Compagnie diminua ses relations avec la Guinée et permit, tout en conservant son monopole, aux négociants particuliers d'y faire le commerce. Aussi, l'arrêt du Conseil d'État du roi du 30 septembre 1741 autorise « les négociants, les armateurs des ports faisant le commerce des colonies de l'Amérique, d'armer et équiper leurs vaisseaux pour la côte de Guinée, et ce après que lesdits négociants et armateurs en auront obtenu la permission de la Compagnie des Indes », arrêt confirmé par celui du 3 décembre 1748.

La Compagnie percevait des particuliers à qui elle permettait le commerce un droit de 10 livres par pièce d'Inde. Ce droit fut supprimé par l'arrêt du 30 septembre 1767 qui enleva le monopole de la traite à la Compagnie.

De Guinée, la Compagnie traitait aussi de la poudre d'or, pour laquelle elle recevait une gratification de 20 livres par marc qu'elle importait en France. « Sa Majesté veut que par forme de gratification il soit payé à la dite Compagnie... 20 livres par chacun marc de poudre d'or qu'elle justifiera avoir apporté dans le royaume. » Les marchandises nécessaires pour trafiquer en Guinée étaient les mêmes qu'au Sénégal.

SECTION II

DOMAINE ET COMMERCE DE LA COMPAGNIE EN ASIE

a) AUX INDES. — Ce domaine fut très variable sous les directions des Dumas et des Dupleix. Il se modifiait suivant les hasards de la guerre (1). Nous avons vu ces modifications dans notre court aperçu historique des établissements français aux Indes (2).

Les établissements de la Compagnie dans la péninsule des Indes formaient un gouvernement parfait ayant son gouverneur général à Pondichéry sur la côte de Coromandel.

Le gouvernement général des Indes était lui-même divisé en trois provinces :

1° *Province de Pondichéry*, dont dépendaient les comptoirs de Surate, Yanaon, Karikal, acquis en 1739, et Masulipatam, acquis en 1750 ;

2° *Province du Bengale*, avec comme chef-lieu Chander-nagor ;

3° *Province de Malabar*, chef-lieu Mahé. Dupleix créa les loges de Patna, Dacca, Jougddia et releva celles de Babassor et de Casambazar (3).

Principales marchandises que la Compagnie importait de l'Inde.

Savary, dans son *Dictionnaire du commerce* (4), les divisait en quatre classes :

1° Les épiceries et les drogues ;

(1) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, p. 468.

(2) Voir Gaffarel, *Les colonies françaises*.

(3) Weber, *La Compagnie française des Indes*, p. 466, 467.

(4) *Dictionnaire du commerce de Savary*, article *Commerce de Coromandel, de la côte de Malabar et du Bengale*.

2° Les soies et les diverses étoffes qui s'en fabriquent ;

3° Coton et toiles de coton ;

4° Métaux, diamants, pierreries, bois et autres curiosités des Indes.

1° *Drogues et épiceries.* — La cannelle, les clous de girofle ne se cultivaient pas aux Indes, ils y étaient apportés des possessions hollandaises. Il en était de même des noix muscades et du macis.

Le poivre se cultivait sur la côte de Malabar. Mahé en était le grand entrepôt.

Le gingembre venait dans plusieurs endroits des Indes, surtout d'Amadabat.

L'indigo se cultivait dans plusieurs provinces de l'Inde ; mais le plus estimé était celui d'Agra ; celui du Bengale et de Golconde était aussi de bonne qualité.

2° *Soies et étoffes de soie.* — Les plus fines étaient apportées de Chine, de Cochinchine, du Tonkin aux comptoirs des Indes par le commerce d'Inde en Inde. Au Bengale et à Tripera, on fabriquait aussi des soies et des soieries, mais elles étaient moins fines.

3° *Coton et toiles de coton.* — Le coton se cultivait tout le long des côtes de Coromandel, dans tout le royaume de Bengale. Les toiles faites de coton aux Indes étaient de trois sortes. Les toiles blanches, les toiles colorées et les toiles peintes.

On appelait les plus belles étoffes de coton blanc des mousselines. Elles avaient ordinairement une raie d'or ou d'argent le long de la pièce et aux deux bouts. Les mousselines les plus estimées étaient celles du Bengale.

Les toiles colorées étaient ou tout d'une couleur, ou rayées de diverses couleurs, ou à carreaux. Les toiles peintes se faisaient soit imprimées avec des moules, soit peintes au

pinceau. Toutes les toiles peintes prenaient le nom de chites.

Les plus belles chites se fabriquaient dans le royaume de Golconde, et particulièrement à Masulipatam ; on y fabriquait aussi des mousselines et des mouchoirs.

Le commerce des toiles était le plus considérable qui se fasse aux Indes, malgré les arrêts de prohibition ou de réglementation. On divisait ces étoffes en trois groupes : *a*) Celles dont la vente est autorisée dans le royaume. Exemple : les étoffes de coton blanc et ne pouvant pas servir à l'impression ; *b*) celles qui, pour être autorisées à circuler dans le royaume, devaient porter la marque de la Compagnie ; *c*) les étoffes prohibées, mais que la Compagnie avait le droit de transporter à Lorient ou à Nantes sous l'obligation de les réexporter hors du royaume dans un certain délai. Pendant ce délai, elle les laissait en entrepôt. La contrebande faisait rentrer une grande quantité d'étoffes prohibées dans le royaume. Elle se faisait par les interlopes et surtout par les agents de la Compagnie, par les officiers et matelots. Ceux des bateaux qui rejoignaient Brest avaient soin de décharger leur pacotille à l'île Sainte-Croix avant que les commissaires du roi viennent passer l'inspection de la cargaison du navire.

Mais ces commissaires faisaient eux aussi la contrebande, et dans les mémoires de d'Argenson on voit que les ministres, le roi lui-même, ne se privaient pas de se livrer au commerce clandestin des étoffes prohibées qui donnait de très gros bénéfices.

Enfin vint le moment où le gouvernement se vit impuissant devant la fraude et la mode. Il fallait condamner tout le monde ou bien fermer les yeux. On se résigna à ce dernier parti. D'ailleurs, dès 1724, on autorisa la vente en France des mousselines et mouchoirs de Masulipatam. Celle des toiles

rayées et à carreaux était permise, à condition qu'elles fussent marquées « en tête et en queue ».

4° *Pierreries, diamants, métaux, etc.* — On ne rapportait pas d'or ni d'argent des Indes, au contraire, on en importait sous forme de ducats, sixdales et piastres. Les diamants venaient principalement de Golconde, de Visapour, de Bengale et aussi de l'île de Bomès.

Les pierres de couleur (topazes, saphirs, améthystes) se trouvaient surtout dans la mine de Hava dépendant du Pégu. Camboya produisait les plus belles agates orientales. Enfin Tutucorin et Anian donnaient la presque totalité des perles qui se trouvaient en Orient (1).

D'après Morellet (2), voici le résultat du commerce de l'Inde :

Années.	Prix d'achat dans l'Inde.	Prix de vente en France.	Bénéfices.	Taux ‰
1725-1726 ..	50.980.429	99.981.948	49.001.519	96,12
1736-1743 ..	45.714.320	88.538.635	42.824.315	93,66
1743-1756 ..	62.585.825	120.835.156	58.269.531	93,10
1766	3.070.645	3.787.181	2.716.536	88,50
1767	6.571.385	10.467.779	3.896.394	59,33
1768	10.045.915	15.880.975	5.835.060	58,50

Morellet ne donne aucun chiffre pour les années 1756 à 1766. C'est sans doute parce que cette période fut celle de la guerre de sept ans.

b) *COMMERCE DE CHINE.* — C'est le commerce qui donnait le taux de bénéfices le plus élevé aux compagnies européennes,

(1) Voir, pour le commerce des Indes, *Le dictionnaire du commerce* de Savary, articles *Commerce de la côte de Malabar*, col. 1228, t. V, et *Commerce de la côte Coromandel et du royaume de Bengale*, col. 1236 à 1245.

(2) Ce tableau est pris d'après le mémoire de Morellet sur la Compagnie des Indes joint au *Dictionnaire de l'Encyclopédie méthodique*, à l'article *Compagnie des Indes*.

seulement le chiffre des affaires était très limité, les Européens n'y pouvant commercer qu'à Canton et à Ning-Po, sauf les Portugais qui possédaient Macao.

Les chargements pour les navires à destination de la Chine devaient se faire en piastres, en horlogerie, en vins, liqueurs, étoffes de drap et toiles de lin.

Les retours se faisaient en porcelaine, soieries, thé, ouvrages de laque, éventails peints, papier, etc. Un des gros avantages de ce commerce était que le rapport de l'argent à l'or était de 1 à 10 en Chine, tandis qu'en Europe ce rapport s'élevait de 1 à 15.

Tableau du commerce de la Compagnie en Chine.

Années.	Prix d'achat en Chine (en livres).	Prix de vente en France (en livres).	Bénéfices (en livres).	Taux ‰
1725-1736 .	9.272.899	18.961.448	9.688.549	104,50
1736-1743 .	9.779.705	23.602.112	13.822.407	141,25
1743-1756 .	19.232.520	41.695.947	22.443.427	116,66
1764	2.796.480	5.173.666	2.377.186	85 »
1765	2.427.366	4.429.615	2.002.249	82,50
1766	4.157.696	7.130.910	2.973.214	71,50
1767	3.013.340	5.055.716	2.356.488	67,66

c) MONOPOLE DU CAFÉ. — Le café était le principal objet du commerce de l'île Bourbon. Pendant longtemps, il fut le seul avec celui de Moka que l'on pût introduire en France, et la Compagnie, durant toute son existence, posséda le monopole de son importation (elle le détenait en vertu de l'arrêté du 31 août 1723).

La Compagnie eut toujours des relations suivies avec Moka. Le café de Moka était apporté en France par ses navires, mais un deuxième courant commercial existait de Moka aux différentes échelles du Levant, d'où par la Méditerranée il

Tableau du commerce total de la Compagnie de 1725 à 1771 (1).

ANNÉES	ENVOIS			RETOURS			
	VAISSEAUX	CHARGEMENTS en marchandises	CHARGEMENTS en espèces.	VAISSEAUX	PRIX D'ACHAT aux Indes	PRIX DE VENTE en France	BÉNÉFICE de l'achat à la vente
		livres	marcs		livres	livres	livres
1725-1726	33	2.597.016	35.268	22	5.422.187	9.643.344	4.221.157
1727...	15	1.658.778	70.129	24	5.924.945	13.153.231	7.228.286
1728...	20	1.555.266	106.523	19	4.874.486	11.433.807	6.559.321
1729...	19	2.193.970	105.293	12	5.213.629	9.722.611	4.508.982
1730...	17	1.541.936	111.809	19	5.273.576	10.661.272	5.387.696
1731...	30	2.641.277	178.737	16	4.930.186	9.401.304	4.471.118
1732...	25	1.714.703	197.119	26	7.994.803	15.146.284	7.152.021
1733...	23	2.257.679	208.163	22	7.498.194	14.501.689	7.003.495
1734...	16	2.025.146	133.040	13	9.850.488	19.421.547	9.571.059
1735...	16	2.016.716	100.335	21	10.974.136	18.884.448	7.910.312
1736...	17	2.309.615	200.140	14	11.400.671	18.384.791	6.984.120
1737...	20	1.802.287	190.004	13	6.917.658	12.861.899	5.944.241
1738...	21	2.244.935	264.654	18	9.235.538	17.230.625	7.995.087
1739...	22	2.860.998	267.839	21	11.677.034	21.787.307	10.110.273
1740...	24	3.264.454	247.791	13	8.877.966	17.339.259	8.461.293
1741...	26	4.225.282	224.558	20	13.434.141	25.761.345	13.327.204
1742...	16	3.665.668	88.964	19	10.281.468	21.889.901	11.608.433
1743...	17	3.975.530	114.360	15	12.408.189	21.418.273	9.010.084
1744...	26	3.291.546	200.000	16	11.434.310	21.801.869	10.367.559
1745...	24	1.400.954	101.393	18	9.031.165	17.498.846	8.467.681
1746...	17	1.692.390	52.726	5	4.957.291	8.580.310	3.623.019
1747...	13	2.297.592	201.579	14	3.514.819	6.423.601	2.908.782
1748...	14	2.703.511	9.500	5	1.509.465	972.380	"
1749...	20	2.938.592	272.730	11	3.454.454	5.721.239	2.266.785
1750...	16	3.034.030	300.321	5	2.910.094	8.351.824	5.441.730
1751...	20	4.025.988	285.713	7	9.015.513	17.636.579	8.621.066
1752...	15	5.458.387	274.173	22	13.046.806	26.766.159	13.719.353
1753...	24	6.618.484	135.202	14	10.836.852	21.637.763	10.800.911
1754...	19	5.947.128	191.654	16	11.897.855	20.745.752	8.747.897
1755...	24	5.978.324	303.135	15	15.295.963	28.081.408	12.785.445
1756...	10	2.170.092	60.000	10	9.815.391	18.406.904	8.561.513
1757...	18	3.997.678	121.152	3	3.692.690	6.336.688	2.643.998
1758...	13	1.862.535	107.871	7	9.794.429	14.260.111	4.465.682
1759...	15	2.742.110	"	4	8.440.789	10.534.817	2.094.028
1760...	8	1.846.553	"	4	2.244.987	2.598.188	353.201
1761...	11	3.064.264	2.400	4	2.419.107	5.030.013	2.610.906
1762...	8	1.886.603	13.640	3	1.973.609	4.805.321	2.831.712
1763...	6	1.348.201	12.848	6	410.061	675.388	265.327
1764...	5	611.565	82.762	8	591.423	1.200.163	608.740
1765...	7	3.322.133	188.804	9	3.579.467	6.857.939	3.278.472
1766...	10	3.481.279	213.138	7	2.549.081	4.746.587	2.197.506
1767...	13	3.642.003	113.331	7	7.657.134	14.179.386	6.522.252
1768...	10	4.396.053	109.578	15	10.024.419	16.411.001	6.386.582
1769...	15	7.793.372	20.460	8	12.600.388	23.691.552	11.091.164
1770...	3	1.510.269	"	6	9.510.945	15.904.844	6.393.899
1771...	"	"	"	9	9.604.497	17.863.428	8.258.431
46 années.	761	132.632.313	6.219.919	585	344.032.818	636.363.557	292.330.739

(1) Ce tableau a été emprunté au *Dictionnaire du commerce de l'Encyclopédie méthodique*, à l'article *France*.

parvenait en Europe. Les navires marseillais avaient obtenu le droit de l'apporter à Marseille. Ce café ne pouvait être vendu qu'à la Compagnie ou bien réexporté. A partir de 1732, les îles d'Amérique obtinrent le droit d'introduire leur café dans le royaume, mais à condition de le vendre elles aussi à la Compagnie ou de le réexporter. En 1736, la vente du café des îles devint libre et la Compagnie ne conserva son monopole que pour les cafés de Moka et de Bourbon. La Compagnie protesta, et en 1746 elle réussit à faire supprimer cette liberté de la vente du café. L'arrêt de 1736 fut révoqué. Il en fut ainsi jusqu'en 1764, époque à laquelle l'île de France et l'île Bourbon furent remises au domaine royal et le monopole de la vente du café enlevé à la Compagnie moyennant une indemnité.

CHAPITRE III

Administration de la Compagnie des Indes de 1725-1767.

Le siège de la Compagnie à Paris était et resta jusqu'à sa dissolution l'hôtel du président Tubœuf, rue Neuve-des-Petits-Champs.

En 1723 avait été créé le Conseil des Indes. Nous avons vu quelle était sa composition.

Depuis 1723, les affaires étaient divisées en douze départements. Le nombre des directeurs avait été réduit, en 1724, de douze à huit, et en 1726, on avait substitué aux douze départements trois comités. Le roi avait, en outre, nommé un directeur, chef des services de Lorient, et il y avait quatre inspecteurs et huit syndics (1).

(1) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, op. cit., p. 473

Les actionnaires estimaient que cinq directeurs et inspecteurs auraient été suffisants. Aussi, par l'arrêt du 23 janvier 1731, l'organisation de la Compagnie fut encore modifiée.

Les quatre inspecteurs furent supprimés et remplacés par un commissaire du roi. Les directeurs furent réduits à six, les syndics à deux et les comités remplacés à leur tour par six départements, chacun ayant un directeur à sa tête.

Quatre de ces départements devaient avoir leur siège à Paris, le cinquième à Lorient et le sixième à Nantes.

Le premier département était celui des Indes, Chine, Moka et les Iles.

Le deuxième département était celui du Canada, Sénégal, Guinée.

Les troisième et quatrième départements étaient ceux des achats de marchandises, suite des fonds, examens des livres.

Le cinquième département était celui de Lorient, comprenant les constructions, les armements, désarmements, chargements, déchargements, envois et réception des marchandises.

Le sixième département, celui de Nantes, comprenait aussi l'envoi et la réception des marchandises pour ce port, la mise en magasin de ces marchandises et les ventes publiques.

Dès 1732, les armements et le Sénégal furent retirés aux directeurs surchargés de travail pour être donnés aux deux syndics. Les syndics, à partir de cette époque, eurent le même traitement que les directeurs. Directeurs et syndics recevaient comme émoluments les 3 p. 100 des bénéfices annuels. Chacun avait donc un huitième de ces 3 p. 100. Selon cet arrangement, d'après Morellet, pendant neuf années, du 1^{er} juillet 1731 au 1^{er} juillet 1740, les directeurs partagèrent entre eux 1.003.661 livres, ce qui supposait pendant ce temps que la Compagnie aurait dû faire un bénéfice net et

réel de 33.522.003 livres tandis qu'elle était presque toujours en pertes. Comme on s'aperçut de ces calculs forcés, il fut convenu qu'on attribuerait aux directeurs et syndics des honoraires fixes, ce qui fut réglé par un arrêt du Conseil de mars 1742 qui fixa leurs appointements à 12.000 livres et supprima les 3 p. 100 sur les bénéfices (1).

Le roi décida que les deux syndics prendraient désormais le titre de directeur. En fait, il y eut donc à partir de cette époque huit directeurs.

Devant les menaces de guerre avec l'Angleterre, on réunit l'assemblée générale des actionnaires le 30 janvier 1745. Ceux-ci nommèrent à nouveau six syndics, considérant que les syndics étaient le meilleur moyen de surveiller leurs intérêts.

Ceci fut la cause d'un nouveau et définitif remaniement de l'organisation de la Compagnie qui fut soumis à l'approbation de l'assemblée des actionnaires du 3 juin 1748 et consacré par un arrêt du 11 juin suivant.

« L'administration se composa désormais de six syndics élus par les actionnaires et renouvelables par sixième lors de l'assemblée générale et des huit directeurs qui existaient depuis 1739. »

Les affaires furent réparties en cinq départements dont deux généraux et trois particuliers. Ce furent :

1^{er} département général : Les armements et le commerce de la Compagnie ;

2^e département général : La caisse, les livres, les achats, les traites ;

1^{er} département particulier : Les ventes ;

2^e département particulier : L'administration du port de Lorient ;

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, op. cit., p. 438.

3^e département particulier : Les archives, les affaires contentieuses, les registres, le détail de l'hôtel de Paris.

Par ce qui précède, on voit que dans le fonctionnement de l'administration de la Compagnie il y avait quatre facteurs principaux : 1^o les directeurs ; 2^o les commissaires du roi ; 3^o les syndics ; 4^o les actionnaires.

L'unité de l'administration entre les divers services était réalisée par la réunion quotidienne de l'*assemblée d'administration* qui se faisait chaque jour à l'hôtel de la Compagnie et à laquelle tous les directeurs et syndics présents à Paris devaient assister.

Chaque semaine les commissaires du roi siégeaient à l'assemblée d'administration et s'y faisaient donner connaissance de toutes les affaires des sept jours précédents. Le contrôleur général devait y présider une fois par mois.

Cela constituait une des formes du contrôle du gouvernement sur la Compagnie. Il y en avait une autre depuis 1745. c'était le comité secret. Il se composait de trois directeurs et de deux syndics agréés par le roi.

L'assemblée générale de 1748 décida qu'il y aurait chaque année, en décembre, une assemblée générale où les syndics devaient rendre compte du bilan général arrêté par eux et les directeurs de la situation générale du commerce.

Pour avoir voix délibérative à ces assemblées, il fallait être porteur de vingt-cinq actions. En dehors de l'assemblée annuelle, les syndics et directeurs pouvaient convoquer extraordinairement les actionnaires avec l'agrément du gouvernement royal.

Les commissaires du roi. — Comme les inspecteurs qui les précédèrent dans les mêmes fonctions, ils étaient des administrateurs de profession, car le roi les désignait parmi les maîtres des requêtes de son conseil. Ils furent toujours les

véritables directeurs de la Compagnie, tout en restant, bien entendu, d'accord avec les ministres dont ils relevaient directement (1).

Ory de Fuloy était seul commissaire; mais M. de Rouillé, son successeur, se fit donner un commissaire adjoint, et il y eut dès lors deux et quelquefois trois commissaires. Ils touchaient 12.000 livres de traitement.

La ruine de l'empire colonial de la Compagnie, consommée par la guerre de sept ans, fut l'occasion d'une dernière réforme dans son administration, la réduisant dans la proportion où étaient réduites ses affaires.

L'édit d'août 1764 (portant confirmation de l'établissement de la Compagnie des Indes sous le nom de Compagnie commerciale des Indes) affecta de donner à la Compagnie un but purement commercial (2), réalisa la liquidation des dettes et ordonna une suite des réformes financières.

Les lettres patentes contenant le règlement général pour l'administration ne parurent que le 28 juin 1768. La Compagnie n'avait plus qu'un an à vivre. L'expérience fut de courte durée.

L'administration était confiée à six directeurs élus par les actionnaires. Il fallait qu'ils soient propriétaires d'au moins vingt-cinq actions. Les affaires étaient réparties entre cinq départements. Les commissaires du roi étaient supprimés. Enfin il devait y avoir chaque année deux assemblées générales des actionnaires. L'une en janvier, l'autre en juillet.

(1) Weber, *La Compagnie française des Indes*, op. cit., p. 444.

(2) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, op. cit., p. 473.

CHAPITRE IV

Finances de la Compagnie des Indes de 1725 à sa chute (1).

En 1725, tous les effets appartenant alors à la Compagnie, en y comprenant les 100 millions dus par le roi, se montaient suivant l'état actif du bilan de la Compagnie, à 143.640.987 livres.

D'après Morellet, dans son <i>Mémoire sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes</i> , pour avoir le capital vraiment libre, il fallait déduire de ces.....	Liv.	143.640.987
1 ^o Dettes.....	Liv.	4.255.046
2 ^o Fonds morts.....		2.089.774
3 ^o Le principal de 9.462 livres de rentes viagères.....		94.620
		6.349.440
Soit capital libre de.....	Liv.	137.291.547

Par l'arrêt du 23 mars 1723, le roi, pour se libérer des 3.000.000 de livres de rentes qu'il devait à la Compagnie, lui avait rendu la ferme des tabacs et le domaine d'Occident, estimant le revenu de la première à 2.500.000 livres et celui du second à 333.333 livres.

L'édit de juin 1725 enleva à la Compagnie le domaine d'Occident, mais le roi se reconnut débiteur d'une nouvelle rente de 300.000 livres.

Le deuxième édit de juin 1725 lui donna pleine et entière décharge pour toutes les opérations passées, mais lui retirait le monopole de l'organisation des loteries.

(1) Dans ce chapitre des finances, nous nous sommes surtout référé aux chiffres donnés par Morellet dans son *Mémoire sur la Compagnie des Indes*, puisque plus tard ces chiffres furent acceptés par la Compagnie.

Elle exploita la ferme des tabacs jusqu'en 1730. A cette époque, elle passa un bail de huit années avec la ferme générale qui se chargea, dès lors, de son exploitation. La ferme générale devait verser à la Compagnie une redevance de 7.500.000 livres pendant les quatre premières années, 8 millions pendant les quatre dernières (arrêt du 1^{er} octobre 1730). En 1738, ce bail fut renouvelé pour six ans au prix de 8 millions.

En 1747, le tabac revint au roi moyennant une rente au profit de la Compagnie de 8.700.000 livres.

Bilans de la Compagnie de 1725 à 1730.

Bilan au 29 mars 1726.....	138.360.000 livres.	
» 11 juin 1727.....	138.800.000	»
» 30 avril 1728	141.246.000	»
» 3 avril 1729	142.093.000	»
» 29 avril 1730	143.425.000	»

En 1730, la Compagnie se libère du commerce de Barbarie.

En 1731, elle rétrocède la Louisiane au roi se reconnaissant débitrice envers lui de 1.150.000 livres payables en dix ans.

D'après Dernis (1), les bilans de 1730 à 1740 sont les suivants :

29 avril 1731. Liv.	162.000.000	30 juin 1736. Liv.	147.700.000
30 juin 1732.....	135.800.000	30 juin 1737.....	152.000.000
30 juin 1733.....	139.600.000	30 juin 1738.....	154.000.000
30 juin 1734.....	142.900.000	30 juin 1739.....	159.000.000
30 juin 1735.....	145.000.000	30 juin 1740.....	161.900.000

(1) Dernis, *Histoire des compagnies de commerce* (manuscrite), Bibliothèque nationale, Mss, n° 8036.

Nous voyons que pendant cette période l'état de la Compagnie semble florissant. Il en sera ainsi jusque vers 1744.

Pendant cette même période, le dividende versé fut toujours de 150 livres par action. Les actions montèrent de 680 livres, prix de 1725, à 2.100 livres en 1744.

Les actionnaires, se fiant aux comptes que les administrateurs rendaient aux assemblées générales, se croyaient à l'abri de toute diminution de dividendes. Il semblait, en effet, d'après les bilans de la Compagnie, que son capital augmentait sans cesse. Cependant, comme le fait remarquer Morellet, il aurait fallu tenir compte des fonds morts (bâtimens, casernes, forts, ports, etc.) et des mauvaises dettes qui ne devaient pas être compris dans le calcul du capital libre, et alors on se serait aperçu que ce capital libre diminuait.

D'après Morellet, le capital libre qui était de 137.201.547 livres en 1725, n'était plus que de 128.163.303 livres en 1736 et de 117.637.549 livres en 1743, accusant, pour la période de 1725-1743, une diminution de capital libre de 41.325.874.

Morellet avait raison, car à la surprise des actionnaires, en 1744-1745, le dividende fut retranché, et ils furent obligés de convertir leur revenu en capital et d'y joindre encore 200 livres en argent par action.

Depuis 1745, la diminution de dividende fut continuelle. De 1745 à 1750, il fut de 70 livres. De 1750 à 1759, il remonta légèrement et est porté à 80 livres. En 1759, il tombe à 40 livres; en 1764, à 20 livres, puis en 1765, il remonte à 80 livres, mais cela grâce à un apport de 400 livres par action que les actionnaires furent obligés de fournir. Voici quelles furent les variations de la valeur de l'action de 1725 à 1769,

Tableau des valeurs des actions de 1725 à 1769 (1).

1725	680 livres.	1748	1.348 livres.
1726	711 »	1749	1.658 »
1727	1.032 »	1750	1.821 »
1728	1.329 »	1751	1.885 »
1729	1.420 »	1752	1.845 »
1730	1.330 »	1753	1.765 »
1731	1.548 »	1754	1.781 »
1732	1.776 »	1755	1.623 »
1733	1.517 »	1756	1.500 »
1734	1.199 »	1757	1.493 »
1735	1.521 »	1758	1.407 »
1736	2.085 »	1759	1.275 »
1737	2.110 »	1760	792 »
1738	2.056 »	1761	751 »
1739	2.268 »	1762	725 »
1740	2.316 »	1763	838 »
1741	1.986 »	1764	932 »
1742	2.024 »	1765	1.367 »
1743	2.101 »	1766	1.317 »
1744	1.978 »	1767	1.263 »
1745	1.173 »	1768	1.227 »
1746	1.262 »	1769	»
1747	1.310 »		

Nous remarquons que c'est en 1740 que le cours des actions atteint son maximum ; puis, de 1740 à 1744, le cours est hésitant, fléchit un peu. Cela est dû aux bruits de guerre. En 1742 et 1743, il y avait une légère hausse par rapport à 1741, c'est que l'on espérait alors en la neutralité des compagnies. En 1744, cette neutralité apparaît plus que douteuse. Enfin, en 1745, la certitude de la guerre et le retranchement du dividende annuel entraînent l'effondrement du cours à 1.173 livres.

(1) Ce tableau est établi d'après les chiffres donnés par Morellet dans son mémoire *Sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes*.

A partir de 1744, la situation financière de la Compagnie devient de plus en plus difficile.

L'assemblée du 23 juin 1745 approuva un emprunt de 28 millions.

Le produit du bail des tabacs fut affecté, jusqu'à due concurrence, à la garantie du paiement des intérêts annuels.

Les premières prises faites par les Anglais, dès le début de la guerre de la succession d'Autriche, causèrent une perte de 5 à 6 millions à la Compagnie.

Les frais de l'escadre de La Bourbonnais, les frais de guerre qu'elle subissait étaient des charges trop lourdes. Elle fut obligée de faire appel au roi.

Le roi lui offrit de lui retirer la ferme des tabacs et de lui faire, en revanche, une rente annuelle de 9 millions de livres au lieu de 300.000 livres comme il lui versait jusqu'alors (1).

Or, la Compagnie recevait, outre les 300.000 livres du roi, 8 millions de la ferme générale pour le bail des tabacs, soit au total 8.300.000 livres. C'était donc une augmentation de revenu de $9.000.000 - 8.300.000 = 700.000$ livres contre quoi elle perdait tout droit sur les tabacs.

La Compagnie accepta et l'édit de juin 1747 consacra le marché (2). Cela ne suffit pas pour combler ses déficits du fait de guerre. La paix signée, la Compagnie se vit écrasée par une dette de 35 millions occasionnée par la perte de vingt-neuf de ses navires et de leur cargaison.

Aussi, un arrêt du 13 mai 1748 l'autorisa à faire une nouvelle constitution de rentes viagères de 1.200.000 livres représentant un capital de 12 millions.

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, article *Compagnie des Indes*, col. 1604, t. V.

(2) P. Bonnassieux, *op. cit.*, p. 325.

Il est à remarquer que la politique de Dupleix ne fut pas une lourde charge pour la Compagnie, et ce serait une erreur de croire que cette politique fut une des causes de la ruine de celle-ci.

En effet, de la paix d'Aix-la-Chapelle à 1754, la différence entre les recettes et les dépenses aux Indes ne fut que de 3.350.000 livres.

Malheureusement, la période de paix entre la fin de la guerre de la succession d'Autriche et celle de sept ans fut trop courte pour que la Compagnie puisse se relever.

Aussi, nous voyons les actions, dont le cours était remonté à 1.700 et même 1.885 livres en 1751, diminuer à partir de 1755 (1) et s'effondrer au-dessous de 1 000 livres de 1760 à 1764.

La Compagnie, dès le début de la nouvelle guerre, fut obligée d'équiper en guerre la flotte de Lally-Tollendal. Il lui fallait de nouvelles ressources. Un emprunt fut autorisé par l'arrêt du 21 octobre 1755 au capital de 12 millions donnant 5 p. 100. C'était une nouvelle charge annuelle de 600.000 livres.

La paix revint après une série de désastres pour la Compagnie. Les comptoirs de l'Inde et du Sénégal étaient dévastés. Beaucoup de ses navires avaient été pris et son commerce était ruiné. Cependant, la paix lui rendit ses comptoirs ; mais sans territoire. Pondichéry était rasé et Saint-Louis aux mains des Anglais. La Compagnie, à bout de ressources, n'avait plus la force de se relever.

(1) A cette époque, Vincent Gournay, intendant général, fit paraître une brochure intitulée : *Observation sur le rapport fait à M. le Contrôleur général par M. de S. le 26 juin 1755 sur l'état de la Compagnie des Indes*, où il demandait la liberté du commerce de l'Inde en laissant à la Compagnie le soin d'entretenir ses comptoirs.

Elle essaya pourtant, en 1669, de contracter un nouvel emprunt. Le gouvernement lui demanda de fournir l'état de sa situation.

Voici le résumé de cet état fourni par les députés et administrateur de la Compagnie :

**État de la situation de la Compagnie des Indes du 1^{er} avril 1769
au 31 décembre 1772.**

ACTIF

Les biens que possédait la Compagnie des Indes au 1^{er} avril 1769 consistaient en :

- 1^o 9.000.000 de livres de rentes au principal de 180.000.000 de livres;
- 2^o Effets mobiliers et immobiliers à l'usage du commerce;
- 3^o En fonds circulant dans le commerce;
- 4^o En dettes actives provenant de son commerce.

I. *Contrat de 180.000.000 de livres.* — Sur le contrat de 180.000.000 de livres produisant 9.000.000 de livres de rentes, il a paru convenable de déduire les sommes en capitaux et rentes perpétuelles viagères dont ce contrat était grevé à l'époque du 1^{er} avril, ainsi qu'il suit :

	Rentes.	Capitaux.
<i>a</i>) Rentes perpétuelles..... Liv.	5.677.350	118.371.946
<i>b</i>) Rentes viagères.....	3.074.899	30.748.990
RÉSULTATS..... Liv.	8.752.249	149.120.936
Partant, à l'époque du 1 ^{er} avril 1769, il restait de libre en rentes et en capitaux.....	247.751	30.879.064
Ce qui fait bien..... Liv.	9.000.000	180.000.000

II. *Effets mobiliers et immobiliers à l'usage de la Compagnie :*

<i>a</i>) Effets mobiliers dont le total des valeurs est de..... Liv.	10.156.648
<i>b</i>) Effets immobiliers dont la valeur totale est de.....	7.743.939
TOTAL..... Liv.	17.900.587

III. *Fonds circulant dans le commerce dont le total s'élève d'après*
l'état à..... Liv. 71.451.730

IV. *Des dettes actives provenant de son commerce dont le total s'élève*
à Liv. 16.962.412

RÉCAPITULATION

Chapitre premier	Liv.	30.879.064
Chapitre II.....		17.900.587
Chapitre III.....		71.451.730
Chapitre IV.....		16.962.412
TOTAL DE L'ACTIF... Liv.		136.893.493

PASSIF

Les dettes de la Compagnie autres que les hypothécaires, qui ont été déduites sur le contrat de 180.000.000 de livres, sont de deux espèces :

1^o Les dettes anciennes, c'est-à-dire celles créées avant le 1^{er} juillet 1764;

2^o Les dettes créées depuis le mois de juillet 1764 et payables à diverses époques.

1 ^o Total des dettes anciennes.....	Liv.	12.458.678
2 ^o Total des dettes depuis le 1 ^{er} juillet 1764		69.677.860

TOTAL DES DETTES..... Liv. 82.136.538

RÉSULTAT DU NOUVEL ÉTAT DE SITUATION

L'actif monte à.....	Liv.	136.893.493
Le passif monte à		82.136.537
.PARTANT RESIE NET. Liv.		54.756.956

Maynon d'Inveau, alors contrôleur général, à qui l'état fut fourni, le communiqua à l'abbé Morellet, qui était à cette époque un des économistes les plus en vue, afin qu'il en juge.

Le résultat de l'étude de Morellet fut son mémoire. Après avoir montré combien les bilans successifs fournis par la Compagnie étaient enflés, quant à l'actif libre, il concluait que la véritable situation financière de la Compagnie était beaucoup plus critique que ne le faisait supposer le dernier état fourni par ses administrateurs.

D'après lui, voici quelle aurait été la situation réelle de la Compagnie des Indes le 1^{er} avril 1769 (1).

ACTIF

Les effets qui forment l'actif de la Compagnie sont de trois sortes :

- 1^o Des contrats;
- 2^o De l'argent;
- 3^o Des fonds morts dont la valeur restera aux actionnaires en contrat ou en argent en cas de discontinuation du commerce.

	Revenus.	Capitaux.
I. <i>Actif de la Compagnie en contrat.</i> Liv.	664.493	42.205.118
II. <i>Actif de la Compagnie en argent.</i>	»	72.482.440
III. <i>Actif de la Compagnie en fonds morts.</i>	»	12.672.513
TOTAL DE L'ACTIF DE LA COMPAGNIE..... Liv.		<u>127.360.071</u>

PASSIF

	Revenu.	Capital.
I. <i>Dettes à acquitter en contrats</i> Liv.	738.347	18.458.677
II. <i>Dettes à payer en argent.</i>	»	<u>69.677.860</u>
TOTAL DU PASSIF..... Liv.		<u>88.136.537</u>

(1) Morellet, dans son mémoire *Sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes*, détaille en de longues pages l'actif et le passif de la Compagnie. J'ai résumé toute cette comptabilité en quelques lignes qui, je crois, sont suffisantes pour établir la situation financière de la Compagnie au 1^{er} avril 1769.

BALANCE DE L'ACTIF ET DU PASSIF DE LA COMPAGNIE

	Rente.	Capital.
1° Contrats :		
L'actif monte à.....Liv.	664.493	42.205.118
Le passif monte à.....	738.347	18.458.677
MANQUE SUR LE REVENU...Liv.	74.454	
RESTE SUR LE CAPITAL.....Liv.		23.746.441
2° Fonds en argent :		
L'actif monte à.....Liv.	72.482.440	
Le passif monte à.....	69.677.860	
RESTE.....Liv.		2.804.580
3° Fonds morts :		
L'actif monte à.....Liv.		42.672.513
TOTAL DU CAPITAL LIBRE DE LA COMPAGNIE ... Liv.		39.223.534

Morellet ne donnait donc à la Compagnie qu'un capital net de 39.223.536 livres et il estimait que, de 1723 à 1769, la Compagnie avait perdu 85.202.707 livres.

Cette déplorable situation financière suffirait pour faire comprendre combien la continuation du privilège de la Compagnie pouvait être funeste à ses actionnaires et à l'État (La Compagnie accepta les chiffres fournis par Morellet, déposition de M. de Bruny, syndic de la Compagnie, devant les commissaires du Parlement).

Aussi Morellet conclut-il à la suppression de ce privilège. Le gouvernement fut de l'avis de Morellet, et d'autant plus facilement que Maynon d'Invaу, contrôleur général, était partisan des physiocrates (ennemis des sociétés privilégiées) et ami de M. de Gournay, lequel, dès 1755, avait fait paraître un mémoire intitulé : *Observations sur le rapport fait à M. le Contrôleur général par M. de Silhouette, le 26 juin 1755, sur l'état de la Compagnie des Indes*. Gournay demandait

dans son mémoire la liquidation de la Compagnie et la suppression de son privilège, ne lui laissant que l'administration de ses comptoirs, à charge pour les commerçants particuliers de lui verser des droits suffisants afin de la dédommager et de lui procurer un bénéfice déterminé (1).

La Compagnie, de son côté, chargea Necker de sa défense. Necker avait été syndic de la Compagnie et n'avait pas subi l'influence des physiocrates.

Il présenta cette défense sous le titre de : *Réponse au mémoire de l'abbé Morellet sur la Compagnie des Indes*. Il la lut à l'assemblée générale des actionnaires du 8 août 1769.

Il s'attachait à démontrer que, loin d'avoir été à charge à l'État, la Compagnie lui avait rendu de grands services et que, au lieu de s'être enrichis aux dépens de la nation, les actionnaires avaient fait pour elle de grands sacrifices.

L'assemblée décida de faire imprimer et de publier l'œuvre de Necker, afin d'influencer l'esprit public en sa faveur. Elle n'en eut pas le temps. Cinq jours après cette réunion, le 13 août 1769, le roi, après avoir entendu Maynon d'Invaux lui exposer la situation de la Compagnie et lui avoir formulé et développé les arguments de Morellet, décida la suspension des privilèges de la Compagnie.

Aussitôt l'arrêt du 13 août 1769 fut rendu (2), par lequel :
Art. 1^{er} : « L'exercice du privilège exclusif de la Compagnie des Indes aux îles de France et de Bourbon, aux Indes, à la Chine et dans les mers au delà du cap de Bonne-Espérance, sera et demeurera suspendu jusqu'à ce qu'il en soit par Sa Majesté autrement décidé. » (3).

(1) Weber, *op. cit.*, p. 610 et 611.

(2) Le 6 septembre 1769, un autre arrêt parut portant règlement pour le commerce de l'Inde.

(3) E. Levasseur, *Le commerce de la France*, p. 473.

En réalité, cette suspension était une véritable suppression. La Compagnie était exclue du commerce d'outre-mer. La liquidation s'ouvrit aussitôt.

L'arrêt du 17 février 1770, complété par celui du 8 avril 1770, établit la situation du roi et de la Compagnie.

La Compagnie céda au roi ses immeubles, meubles, comptoirs et droits au roi. Celui-ci se reconnaissait débiteur vis-à-vis de la Compagnie d'une rente perpétuelle de 1.200.000 livres, représentant à peu près, à 3 p. 100, un capital net de 39 millions que Morellet avait déclaré être celui de la Compagnie en 1769. Le roi s'engagea, en outre, à payer toutes les pensions et rentes dues par la Compagnie.

La Compagnie des Indes avait vécu ! C'est en vain que Calonne (1) essaya de la rétablir par l'arrêt du 4 avril 1785. La tourmente révolutionnaire la balaya avec les autres privilèges.

CHAPITRE V

La Compagnie d'Afrique à partir de 1730.

A la fin de l'année 1730, la Compagnie des Indes supplia le roi d'accepter qu'elle lui rétrocédât son privilège de commerce en Barbarie. Les raisons qu'elle donnait étaient les grosses pertes qu'elle avait à subir par le fait : 1° de l'infidélité ou négligence des employés de ses comptoirs d'Afrique qui favorisaient les interlopes ; 2° l'éloignement de la direction centrale à Paris ; 3° les gros frais de régie de la direction de Marseille (mémoire rédigé par la Compagnie des Indes en 1730).

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 313.

Elle estimait que les négociants marseillais étaient plus à même qu'elle à faire le commerce et proposait au roi de leur remettre son monopole. Déjà la Compagnie s'était abouchée avec le sieur Jacques Auriol et ses associés. Par convention du 27 octobre 1730, il avait été convenu qu'elle leur céderait la suite des affaires du cap Nègre et du Bastion de France (1). Le roi, par l'arrêt du 19 novembre 1730, accepta la rétrocession du privilège. En même temps, Sa Majesté, par un autre arrêt du Conseil du 21 novembre 1730, homologua la soumission qui lui fut présentée par Jacques Auriol et ses associés « et accorde audit Jacques Auriol et à ses associés tous les décrets, privilèges, franchises et exemptions dont ont joui ou dû jouir les précédentes compagnies d'Afrique, et, en conséquence, ordonne qu'ils seront mis en possession des places du cap Nègre, de la Calle et dépendances pour en jouir et y faire le commerce exclusif sous le nom de Compagnie d'Afrique, pendant dix années à partir du 1^{er} janvier prochain ».

La nouvelle Compagnie prit le nom de Compagnie d'Afrique. Elle constituait un apport social de 300.000 livres et la Compagnie des Indes lui prêtait une somme de 260.000 livres non productive d'intérêt.

En 1731 fut passé entre le sieur Fenix, nouveau directeur de la Compagnie d'Afrique, et le dey d'Alger, un traité ratifiant les traités antérieurs et confirmant que seule la Compagnie et aucune autre nation ne pourra faire le commerce avec Bône, Stora et les autres comptoirs de Barbarie.

Le privilège accordé par le roi contenait l'exclusivité du commerce au profit de la Compagnie sur toute la côte de Barbarie. Les principaux établissements de la concession

(1) P. Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 194.

étaient le Bastion de France, la Calle, le cap Rose, Bône, le Collo et le cap Nègre.

Le Bastion de France était le centre de la pêche du corail, mais il ne possédait pas de port (1), seules les barques y pouvaient accoster. C'est là qu'habitait le gouverneur de qui les capitaines (chefs de comptoirs de la Calle et du cap Rose) prenaient leurs ordres. Là aussi se trouvaient les magasins où les corailleurs venaient décharger le produit de leur pêche.

Le trafic avec les Maures s'élevait pour le Bastion à 12.000 mesures de froment, 4.000 d'orge, 3.000 de fèves et 6.000 cuirs environ.

Le cap Bon fournissait 3 ou 4.000 mesures de blé, 1.000 mesures d'orge, 3 ou à 4.000 mesures de fèves, 1.000 à 1.200 cuirs.

De Bône on ne tirait ni grains ni légumes, mais le commerce des cuirs y était très actif, 2.000 peaux environ. On en tirait aussi 3 à 400 quintaux de cire et autant de laine.

Le Collo était le centre le plus important pour l'achat des cuirs, 45 à 50.000 par an.

Du cap Nègre on faisait venir des cuirs, des laines et de la cire ; mais le fort et les bâtiments étaient en mauvais état et les Français n'y étaient plus en sûreté.

Dès 1732, la nouvelle Compagnie se plaint qu'elle fait de mauvaises affaires. Elle est obligée de payer 140.000 livres de tribut par an aux puissances barbaresques, ce qui ne l'empêche pas d'être soumise à toutes espèces d'exactions de la part de ces mêmes puissances. Elle a trouvé le commerce barbaresque complètement ruiné.

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. V, article *Commerce de Barbarie* col. 1072.

Cependant, d'après les bilans de la Compagnie de 1733 à 1737, elle fit constamment des bénéfices.

	Profits.
Résultat du bilan de 1733.....	238.467 livres.
» de 1734.....	266.723 »
» de 1735.....	260.667 »
» de 1736.....	244.956 »

Pourtant, dès 1738, la Compagnie se trouvait en déficit sur son capital initial de 18.000 livres. Aussi demanda-t-elle d'être déchargée de son monopole, lequel arrivait à expiration fin 1740.

Une nouvelle compagnie fut constituée par édit du mois de février 1741. Elle prit le nom de Compagnie royale d'Afrique. Le capital fut fixé à 1.200.000 livres et réparti en 1.200 actions (1). La Chambre de commerce de Marseille s'engagea, par un article de l'édit, à en prendre 300 et à garantir le paiement des dividendes ou intérêts des 900 autres.

Ce dividende était de 6 p. 100, et l'édit portait qu'il serait fait en outre des répartitions aux actionnaires dans le cas où il y aurait des bénéfices dépassant une certaine somme.

Lorsque la Compagnie royale d'Afrique prit possession de ses comptoirs, elle les trouva en si mauvais état qu'elle fut obligée de prendre sur son capital pour les réparations qu'il était indispensable d'y faire.

En 1742 éclata la guerre de Tunis pendant laquelle le cap Nègre fut rasé et les employés qui y résidaient réduits à l'esclavage.

Le sieur Duteil, agent de la Compagnie, passa le 15 décembre 1743 une convention avec « la République d'Alger »,

(1) *Encyclopédie méthodique*, article *Compagnie royale d'Afrique*.

semblable à celle qu'avait passée le sieur Fenix. Elle fut enregistrée au greffe de l'Amirauté de Marseille le 28 janvier 1746.

Depuis 1744, la France était en guerre avec l'Angleterre (guerre de succession, d'Autriche) et vers la même époque, la peste se répandait dans toute la Barbarie. Le commerce de la Compagnie en fut complètement paralysé.

En 1744 (1), les corsaires d'Alger enlevèrent de nombreuses barques de pêcheurs de corail. La panique fut si grande que la Calle fut abandonnée. Les Maures en profitèrent pour massacrer ou faire prisonniers les employés et habitants.

« Tant de malheurs qui semblaient s'être réunis pour accabler la Compagnie déterminèrent le gouvernement à lui continuer pendant cinq autres années le secours annuel de 40.000 livres que la Chambre de commerce de Marseille avait été tenue de lui payer jusqu'à cette époque » (*Encyclopédie méthodique*, article *Compagnie d'Afrique*).

Le vaisseau de guerre français le *Content* fut envoyé faire une démonstration devant Alger. Le résultat fut que le commerce reprit son cours normal et la Compagnie fit près de 300.000 livres de bénéfices pendant cette période de cinq ans.

Bien entendu, lorsqu'arriva, en 1751, l'expiration des cinq ans, la Compagnie n'en demanda pas moins la prolongation de la subvention pour une nouvelle durée de cinq ans.

A partir de cette époque, le commerce avec la Barbarie se fit assez normalement, et pourtant, en 1753, la Compagnie éprouvait déjà un déficit de 112.000 livres.

Ce déficit était dû à sa mauvaise administration. Les actionnaires de Paris n'avaient aucune confiance dans la direction

(1) Bonnassieux, *Les grandes compagnies de commerce*, p. 202.

de Marseille, et cela donna lieu à une foule de réclamations au ministre. Tant et si bien que celui-ci leur accorda la permission de s'assembler et de nommer un directeur principal.

Ils choisirent un incapable qui mit les affaires de la Compagnie dans le plus grand désordre. « Les employés dans les concessions, choisis parmi ses protégés sans expérience et sans talent, dégoûtèrent les Maures des environs de la Calle, les uns allèrent porter leur marchandise aux étrangers, les autres, et ce fut le plus grand nombre, abandonnèrent la culture des terres. » (*Encyclopédie méthodique*, article *Compagnie d'Afrique*) (1).

En 1766, la Compagnie était dans un tel état de détresse que le ministre fit révoquer le directeur, et le sieur Martin fut nommé directeur principal.

Ce Martin se montra intelligent et habile administrateur.

Il vérifia la comptabilité de la Compagnie, y découvrit de nombreuses malversations. L'ancien directeur fut arrêté.

Dès 1768, le cours des actions remonta. Le bilan de décembre donne un actif de 1.330.690 livres. Le dividende, qui avait été réduit à 4 p. 100, fut reporté à 6 p. 100.

En 1774, la situation financière de la Compagnie est devenue si florissante qu'elle peut faire au roi un prêt assez important. Le 31 décembre 1775, son capital social s'élève à 5.041.600 livres en augmentation de 5.041.600 livres — 1.200.000 livres = 3.841.600 livres sur son capital primitif.

La Révolution arrêta l'essor de la Compagnie. Le décret de la Convention des 21-29 juillet 1791 proclama la liberté du commerce de Barbarie.

(1) *Encyclopédie méthodique*, t. I, article *Compagnie royale d'Afrique*, p. 614.

CONCLUSION

Nous avons suivi pendant près d'un siècle l'existence des compagnies privilégiées sous l'ancien régime. Les unes à peine créées se sont écroulées, d'autres pendant quelques années ont soutenu l'exercice de leurs privilèges ; mais bientôt leur situation financière empirait, leur activité commerciale faiblissait, et pour éviter la chute, après bien des emprunts et des sacrifices, elles demandaient au roi de les dessaisir des monopoles qu'elles avaient sollicités.

Une seule, pendant près de vingt ans, parut réussir. Ce fut la Compagnie des Indes, de 1723 à 1743. Et cependant elle aussi, cette période prospère passée, marchera vers la ruine. Les emprunts succéderont aux emprunts, son bilan de 1669 accusera une perte des deux tiers de son capital, son domaine et son commerce si florissants vingt ans avant seront détruits. Pour elle aussi sonnera l'heure de la suspension, plus exactement de la suppression, pour cause de mauvaises affaires.

Ainsi de toutes ces compagnies pas une n'a donné d'heureux résultats pour ses actionnaires. Toutes ont fini dans la gêne ou dans la ruine.

Est-ce donc que les compagnies privilégiées étaient dans l'impossibilité de mener à bien toute entreprise commerciale. Certes, les Quesnay, les Gournay, les Morellet, les physiocrates en général répondraient sans hésitation oui ! Morellet, dans son mémoire joint à l'*Encyclopédie métho-*

dique, s'est attaché longuement à prouver que les compagnies privilégiées et la Compagnie des Indes en particulier étaient une charge pour l'État, pour les actionnaires et pour les particuliers. Il estime que si l'on rendait la liberté au commerce d'outre-mer, celui-ci se développerait avec rapidité.

On ne peut nier que les îles, qui depuis la fin du *xvii^e* siècle jouissaient de la liberté du commerce, ne s'étaient enrichies et n'avaient augmenté merveilleusement leur commerce, pendant que dans la même période le commerce des Indes, de la Chine, soumis au monopole, périlait sans cesse.

Mais si l'on cherche sans parti pris quelles sont les causes de cette opposition dans les résultats, nous croyons que l'on trouvera d'autres éléments ayant eu une influence plus importante que la différence des régimes : liberté d'une part, privilèges de l'autre.

Les îles françaises d'Amérique étaient d'une fertilité exceptionnelle. Les colons s'y étaient rapidement multipliés ; la colonisation et la mise en valeur complète des terres n'avaient demandé que quelques années. Le sol produisait des marchandises très demandées en Europe, de facile transport et de bon rendement : le sucre, le café, le tabac, l'indigo.

Si nous considérons une possession dépendant du domaine de la Compagnie et jouissant à peu près des mêmes faveurs : terrains féconds, rapide colonisation, produits d'écoulement facile et de bons rapports, les Mascareignes par exemple, nous voyons qu'elles aussi, en quelques années, avaient pris un magnifique développement. Si la Compagnie des Indes avait eu ses privilèges limités au commerce des Mascareignes et au commerce des pays semblables, nul doute que son trafic n'eût été florissant. Une des causes de sa ruine et de la ruine de la plupart des compagnies fut que leurs conces-

sions s'étendaient sur des pays trop différents, dont beaucoup ne pouvaient produire qu'après une longue colonisation et dont d'autres nécessitaient pour leur garde de nombreuses troupes, la construction et l'entretien de forts et de navires de guerre.

Nous ne nions point les fautes commises par les administrateurs des différentes compagnies, qui souvent ont fait montre d'une négligence et parfois d'une ignorance surprenante. On ne peut nier les malversations commises par les agents, du simple commis au directeur; mais ces fautes et ces détournements n'auraient pas suffi à entraîner infailliblement la ruine des compagnies.

Nous croyons que les véritables causes sont les suivantes :
1° les compagnies ont été les premiers pionniers de la civilisation européenne dans les pays d'outre-mer. Il a fallu qu'elles dépensent la plus grande partie de leur activité et de leurs ressources à adapter ces contrées nouvelles aux besoins de notre commerce, à les outiller, à ensemençer, à peupler, et elles n'ont pas eu le temps, faute de capitaux ou pour d'autres causes, les guerres par exemple, de récolter les fruits de ce qu'elles avaient semé. C'est qu'elles ont fait non seulement œuvre de commerçant, qui devait être le leur, mais œuvre d'explorateur et de colonisateur. Elles se sont substituées à l'État dans un rôle qu'il lui appartenait de remplir, celui de créer des dépendances où l'activité des Français pourrait se développer, des colonies capables de fournir à la France les produits qui lui manquaient. C'est ce rôle, que seule la collectivité d'une nation peut soutenir, qui écrasera toujours de son fardeau les diverses compagnies.

2° Les guerres continuelles de l'ancien régime et l'insuffisance de notre marine de guerre constituaient une autre cause de faiblesse. Lors des hostilités avec les Anglais ou les

Hollandais, les compagnies perdaient un grand nombre de navires, leurs comptoirs parfois étaient saccagés, leur commerce paralysé pendant des années. Il faut ajouter à ces pertes les dépenses que certaines compagnies firent pour armer elles-mêmes les navires, afin d'essayer de protéger leur commerce et remplacer encore une fois l'État défaillant dans un rôle qu'il aurait dû remplir.

Ce n'est donc pas le fait d'un vice propre aux compagnies privilégiées que toutes s'acheminèrent vers la ruine, ce fut le résultat de la conception coloniale de l'État à une époque où les pays d'outre-mer étaient encore presque tous vierges et où le drapeau de l'État aurait dû nécessairement précéder le marchand et l'agriculteur. L'État préféra remettre ce drapeau entre les mains des grandes compagnies en leur octroyant la souveraineté de ces terres à conquérir et le droit de paix et de guerre. Cela pouvait être avantageux pour le pays; mais le résultat devait être désastreux pour les compagnies.

Et cette cause de désastre nous fait voir, malgré leur ruine, l'utilité nationale des grandes compagnies. Nous les avons qualifiées de pionniers de la civilisation, mais elles établirent aussi les premières bases de notre empire colonial.

A une époque où le pays ne pensait guère à l'utilité des colonies, le Canada se fondait, le Sénégal recevait des comptoirs et au ^{xviii}^e siècle, au milieu du règne de Louis XV, en 1740-1743, à l'époque où un Voltaire considérait encore le Canada comme « quelques arpents de neige », la France se trouvait, sans que l'État y eût joué un rôle, à la tête d'un magnifique empire colonial.

La royauté perdit par sa faute la majorité de cet empire, mais aujourd'hui encore, si l'on considère nos colonies, on retrouvera que presque partout les compagnies de l'ancien

régime avaient posé les jalons de nos conquêtes futures. En Asie, nous conservons encore quelques vestiges de ce que Dumas et Duplex avaient rêvé de léguer à la France, et le Canada n'a pas oublié son attachement à la France.

Tout cela est une dette que la nation doit aux compagnies privilégiées, et si on l'inscrit à leur actif, nous estimons qu'elles n'ont pas complètement fait faillite et elles nous ont valu mieux que des ruines.

Vu : *Le Doyen,*
L. DUGUIT.

Vu : *Le Président de la thèse,*
J. LESCURE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 20 mai 1922.

Le Recteur de l'Académie,

Pour le Recteur,

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

Emmanuel FALLOT.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

BONNASSIEUX (P.). — Les grandes compagnies de commerce. Paris, 1892.

CARLEVOIX (P.). — Histoire de Saint-Domingue. Paris, 1732.

— Histoire de la Nouvelle-France. Paris, Nyon fils, 1744.

CASTONNET DES FOSSÉS. — L'Inde française avant Dupleix, 1 vol. Paris, 1887.

CHAILLY-BERT. — Les compagnies de colonisation sous l'ancien régime.

DERNIS. — Recueil d'édits et arrêts concernant la Compagnie des Indes. Paris, 1755-1756.

DICTIONNAIRE du commerce de l'Encyclopédie méthodique.

DUPONT DE NEMOURS. — Du commerce et de la Compagnie des Indes.

GAFFAREL. — Histoire de la Floride française. Paris, 1875.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la colonisation chez les peuples modernes, 5^e édition. Paris, 1902.

LEVASSEUR. — Le commerce de la France, 1^{re} partie. Paris, 1911.

— Histoire des classes ouvrières. Paris, 1859.

— Recherches historiques sur le système de Law. Paris, 1854.

MÉMOIRE de Morellet sur la situation actuelle de la Compagnie des Indes joint à l'*Encyclopédie méthodique*, t. I, article *Compagnie des Indes*.

MICHELET. — La régence, histoire de France, t. V. Paris, édition Lacroix.

NECKER. — Réponse au mémoire de M. l'abbé Morellet sur la Compagnie des Indes.

PAULIAT (L.). — La politique coloniale avant 1789. Paris, 1887.

PIGEONNEAU. — Histoire du commerce de la France. Paris, 1889.

RAYNALD (Th.). — Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes. Amsterdam, 1770.

SAINT-SIMON. — Mémoires, édition de 1856.

SAVARY. — Le parfait négociant. Avignon, 1763.

SAVARY (des Bruslons). — Dictionnaire du commerce, édition de Copenhague, 1762.

THIERS. — Histoire de Law et de son système. Paris, 1838.

Thèses.

BERLIOUX. — André Brué. Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1874.

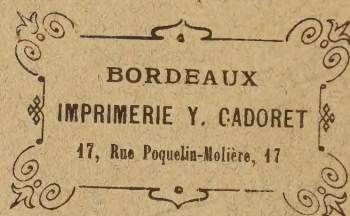
LEFRANC (A.). — Les privilèges des compagnies françaises de colonisation. Bordeaux, 1908.

WEBER (Henry). — La Compagnie française des Indes. Paris, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
LIVRE PREMIER. — <i>Les compagnies privilégiées à la fin du règne de Louis XIV.</i>	5
<i>Chapitre premier.</i> — 1° La Compagnie du Nord; 2° la Compagnie du Levant	5
<i>Chapitre II.</i> — La Compagnie d'Occident, du Sénégal et de Guinée	6
<i>Chapitre III.</i> — Les Compagnies d'Afrique, du Bastion de France ou du Corail, la Compagnie du Cap-Nègre	10
<i>Chapitre IV.</i> — La Compagnie des Indes orientales	11
<i>Chapitre V.</i> — La Compagnie de Chine	14
<i>Chapitre VI.</i> — 1° La Compagnie du Canada, du Castor, de l'Acadie, de la Nouvelle-France; 2° Compagnie de la Louisiane	15
<i>Chapitre VII.</i> — Compagnie de Saint-Domingue	17
LIVRE II. — <i>Des compagnies privilégiées de l'avènement de Louis XV à leur absorption par la Compagnie de Law</i>	20
<i>Chapitre premier.</i> — Le commerce extérieur de la France pendant les premières années du règne de Louis XV	20
<i>Chapitre II.</i> — État des esprits au point de vue commerce extérieur et compagnies privilégiées en 1715	22
<i>Chapitre III.</i> — Les compagnies privilégiées jusqu'à leur emprise par la Compagnie de Law	24
LIVRE III. — <i>La Compagnie de Law</i>	44
<i>Chapitre premier.</i> — La Compagnie d'Occident	44
<i>Chapitre II.</i> — La Compagnie des Indes	58
<i>Chapitre III.</i> — Liquidation de la Compagnie des Indes	95
LIVRE IV. — <i>Les compagnies privilégiées de 1725 à 1770</i>	122
<i>Chapitre premier.</i> — La Compagnie des Indes aux Indes	122

	Pages
<i>Chapitre II.</i> — La Compagnie des Indes de 1723 à sa suppression.....	130
<i>Chapitre III.</i> — Administration de la Compagnie des Indes de 1723 à sa suppression.....	144
<i>Chapitre IV.</i> — Finances de la Compagnie des Indes de 1723 à sa chute	149
<i>Chapitre V.</i> — La Compagnie d'Afrique à partir de 1730	160
CONCLUSION.....	167
BIBLIOGRAPHIE	173



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

17, Rue Poquelin-Molière, 17